rejets/reconstructions du politique

CM
CAHIERS MARXISTES

jan baetens
olivier deleuze
henri goldman
serge govaert
philippe herzog
hugues le paige
gabriel maissin
pierre marage
j-l moynot
éric remacle
j-m rosier

Joseph Ghin, peinture à l'huile, 1990.

janvier-février 1993 **188**

abonnement

pour la Belgique	900 F
pour l'étranger	1 000 F

Faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder
un versement au compte 001-1047600-76 des *CM*
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

comité de patronage :
Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville

comité de rédaction :
Mateo Alaluf, Jacques Aron, Albert Carton, Ouardia Derriche, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Claude Herne, Rosine Lewin, Bérangère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Nadine Plateau, Marc Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

secrétariat de rédaction : Hélène De Noose
rédacteurs en chef : Pierre Gillis, Michel Godard

Avec l'appui de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.
Edité par FREE asbl avec le soutien de la Fondation Jacquemotte

CM
CAHIERS MARXISTES

sommaire

- *éditorial*		3
- le citoyen courtisé	**serge govaert**	9
- alternative et débat démocratiques : *charte 91* comme réseau	**gabriel maissin**	19
- écolo : goûtez la différence	**henri goldman**	29
- *greenpeace*, un activisme démonstratif	*entretien avec* **olivier deleuze**	37
- *objectif recherche*, un nouveau style	**pierre marage**	41
- pacifisme des années 80 : culture politique nouvelle, et d'avenir	*entretien avec* **éric remacle**	53
- des belges dans la guerre d'algérie	*entretien avec* **hugues le paige**	67
- la poétique de l'allusion, du procédé au problème, de la technique à l'idéologie	**jan baetens**	75
- crise et perspectives du syndicalisme en france pour une stratégie européenne	**jean-louis moynot**	81
- mutations du marché et de l'état et construction d'un nouveau concept économique	**philippe herzog**	95
livres		118
colloques		126
revues		132

janvier-février 1993 **188**

contre-point graphique

En avant-garde de son arrivée au Cerisier, à Cuesmes, en provenance de Saint-Vaast ou d'Aubervilliers, Joseph Ghin avait envoyé une tapissière bourrée de toiles qui ne furent introduites dans les bâtiments que de justesse : pas plus d'un centimètre d'aisance aux portes.

Le ton était donné : Joseph Ghin peint grand et beaucoup. Il grave autant, sinon plus, et parfois dans des formats minuscules. C'est un homme qui regarde et travaille le quotidien qui l'entoure en le travestissant, le pervertissant, l'explosant, l'amadouant. D'une racine, il fait, en y ajoutant quelques découpes de bois et un bariolage détonnant, un monstre fabuleux à vous foudroyer les enfants ou les rendre fous de joie. Les enfants du quartier (beaucoup de petits et petites Turcs) barbottent dans son atelier. Ils lancent une toile, il la poursuit. Il râle sur eux : *«... sont foutus, tous!... rien dans le ciboulot... Démolis par la pub... faut leur donner des coups de pied au cul... y'a que ça qu'ils comprennent...»*

Joseph Ghin, c'est quelqu'un du genre à vous dire : *«y a pas d'avenir; alors à demain, quoi!»*

« - Ho, Joseph, avant partir, vous prendrez bien une tasse de café ?
- Ho, c'est bî poù voù fé plais» (dans un wallon pointu et goguenard).
Et il s'assied parce que boire le café debout, c'est tenter le diable. Et le voilà intarissable à propos des peintres naïfs d'Haïti et du vaudou, ou farceur à propos du *Dracula* de Coppola ou du *Soir* qui titre sur Volvograd *(sic !)*.

Interrogé à vif, il déclare narquois : *«J'ai fait ma première communion. Je suis Picard de nationalité belge puisque je ne suis jamais là. Ma profession : absent. Je suis le président d'une association de défense du surréalisme catholique, c'est-à-dire universel. Je n'ai jamais lu Marx, sauf ses écrits sur l'Art qui sont complètement idiots.»*
Un conseil ? Ne le lancez jamais aux trousses de Bakounine ou sur celles de la Commune... Sauf si vous avez le temps.

Jean Delval

rejets / reconstructions du politique

Le droit et le devoir de s'insurger, que nous plaçons au coeur des processus de démocratisation [1], ne sont évidemment pas seulement des affaires individuelles : il s'agit d'un mouvement social, qui s'anime peu ou prou autour de structures qui interviennent dans la gestion de la cité, *politiques* donc.

Parmi elles, la forme «parti», qui s'est constituée dans la deuxième moitié du 19e siècle, semble aujourd'hui avoir épuisé ses facultés propulsives - elle aussi - dans les pays où elle a joué et joue un rôle démocratique essentiel. Le diagnostic a été posé de divers côtés depuis plusieurs années, et voilà qu'il fait la quasi-unanimité en Belgique depuis qu'aux élections de novembre 1991 les partis traditionnels ont perdu un paquet de voix. C'est ce qu'on appelle «le rejet du politique», quitte à ironiser sur l'arroseur arrosé.

Encore que de vieux manuels de savoir-vivre aient recommandé de ne pas parler de celà à table, que le clergé rescapé d'Ancien régime y ait vu un péril pour ses messes, outre des divisions inutiles pour ses ouailles et nuisibles à son autorité, et bien que la droite - radicale, poujadiste ou extrême - ait commencé à dénigrer la politique dès lors que le suffrage universel lui avait été imposé, il semble que le rejet du politique soit aujourd'hui d'un autre type.

---

1. depuis nos estimés numéros 185 et 186 - *Démocratie, insurrection permanente.*

Pour s'en donner une idée, on fera par exemple une utile lecture comparée de deux documents que nous reproduisons ci-après : le manifeste du nouveau parti libéral flamand et la *Charte 91* francophone (qui a donné son nom au réseau de ses signataires). Si les différences sont patentes, bien des formulations ne sont pas si éloignées, et certains silences portent sur des sujets semblables, si l'on ose dire. Nous vous proposons de faire l'exercice, et de risquer la surprise, après avoir lu les commentaires-présentations de Serge Govaert et Gabriel Maissin.

le message de l'électeur

La façon dont le vote sur l'Europe et le Traité de Maastricht a partagé les électorats danois et français est, dit-on, également un symptôme de l'écart entre «classe politique» et population. Plus près de nous, l'opposition libérale francophone table sur une semblable incompréhension pour réclamer un référendum sur les réformes institutionnelles, qui pourrait donner un score pareil. Et les deux manifestes précités assurent de même que le citoyen n'y comprend plus grand chose.

Il paraît aussi que «l'exclusion sociale» est de mauvais effet : les victimes auraient tendance à quitter la clientèle des partis traditionnels, et à désigner parmi elles en boucs-émissaires ceux qui peuvent être reconnus ou indexés comme étrangers. A droite, on trouve que les pauvres ont décidément mauvais genre, et on est donc prêt à faire un effort de charité. A gauche, on assure que là gît «un vrai problème», notamment de citoyenneté, que les gouvernements n'ont pas fait le nécessaire, et on propose ... d'en débattre.

Et il est vrai que, d'une certaine façon, «on» en est là, «dans l'opinion».

Une des conclusions qui pourra donc être tirée de la lecture du présent numéro, c'est qu'il faudrait mieux situer ce «on», comprendre que dans le processus d'exclusion d'un tiers de la population, a émergé un autre tiers central, *middle class*, nouveau Tiers qui précisément peut prendre la parole. Il revendique du pouvoir, et des carrières, refuse «les anciens clivages», subit la rage taxatoire sur ses salaires (et ne peut guère y échapper)... On notera en passant que la cible des néo-libéraux flamands a plutôt le statut du cadre ou de profession libérale, laissant dans l'ombre artisans, boutiquiers et petits entrepreneurs traditionnellement courtisés.

Voilà donc les partis interpellés, et qui se sentent interpellés, d'autant que chacun mesure bien qu'ils ont été, ici, des acteurs et garants du processus démocratique : on sait ce qu'on a, et à comparer avec les régimes de Parti-Etat, ou de jungle sans partis et sans Etat, le poujadisme anti-partis peut susciter quelques légitimes hésitations.

Mais les partis devront pourtant s'expliquer sur leur course au centre : courtiser tous de même la *middle class*, c'est aussi se fondre en un groupe unique, «*classe politique*» comme le souligne Gabriel Maissin, «*nomenklatura*» tripartite (en Belgique) comme l'indique ailleurs Eugène Mommen[2]. Et de même, ils devront s'expliquer sur le clientélisme et la politisation du service public, qui nous font régresser à la sujétion d'Ancien régime, à moins que nous ne rattrapions le tiers monde.

une nouvelle culture politique

La complexité des enjeux politiques, réputée croissante, est également souvent invoquée pour justifier une professionnalisation de la politique, et rendre compte de l'incompréhension du citoyen. Celui-ci serait face à son député comme face à son garagiste : toujours un peu circonspect, sinon méfiant, un oeil sur la mystérieuse mécanique, et la main sur le porte-monnaie. Mais il reste à montrer que la complexité est vraiment croissante, et à démontrer que les dirigeants la maîtrisent sensiblement mieux et font des choix plus subtils que la ménagère dont tout démocrate doit souhaiter l'arrivée à la tête de l'Etat.

En attendant, ce qui frappe, ce sont les dénégations, par exemple celles des signataires de *Charte 91* - ni coordination d'organisations, ni mouvement de base, ni embryon de parti politique - ou celles d'Ecolo en son temps fondé comme «mouvement», et non comme parti.

La rupture est manifeste, d'abord avec une conception des rapports entre partis et organisations sociales (soeurs ou mères) qui donne corps à la notion de «tissu» démocratique, et permet justement la critique des scléroses clientélaires.

2. MOMMEN E., «La fonction critique des associations», *Actes* du Congrès des économistes belges de langue française - 1992.

Mais il y a aussi rupture avec une conception des rapports entre ces organisations et la société : le modèle qui prévaut aujourd'hui, plus souvent qu'il n'y paraît, est celui du *lobbying*, le financement direct par quelques intérêts économiques mis à part. Ainsi des notables et des techniciens fournissent des services à de pseudo-membres et parlent en leur nom (modèle : Test-Achat, Touring Secours,...). Bientôt Coca-Cola parlera au nom de la terre entière, qui vote tous les jours pour sa décoction.

On soutient désormais un «mouvement» en portant une épinglette, en suivant quelque promenade dominicale, qui sera jaugée sur son caractère festif (pour passer à la TV), en versant quelques sous. Au mieux, le participant «s'exprimera» pendant la manifestation, donnera un peu de temps à la préparation de l'une ou l'autre chose concrète. Et après quelques semaines ou quelques mois, s'intéressera à un autre sujet d'actualité, à moins qu'il n'en ait plus le temps, en raison de quelque motif familial ou professionnel.

Membres, instances et élections internes, responsables, militants, débats d'orientation, ... toutes ces notions (ringardes) ne concernent pas, ou plus le citoyen-consommateur.
On peut le regretter, même sans sacrifier à la nostalgie, en constatant le recul du modèle démocratique formel, dont les associations ancienne manière faisaient la pédagogie. Ou en soulignant que la dualité acteur-consommateur est ainsi confortée, ce qui donne peu d'efficacité et de pouvoir aux consommateurs. Mais on ne fera sans doute pas marche-arrière de sitôt.

Il faudra donc *réinventer*, si nous voulons redonner du sens et à l'engagement et à l'association et à la démocratie. Il s'agit bien de culture politique, et le renouvellement devra évidemment se produire avec ceux qui se sont impliqués dans les nouveaux mouvements, à l'extérieur desquels nous ne sommes évidemment pas.

Voilà comment nous avons pensé que le thème de la *reconstruction* du politique était consubstantiel à celui du rejet, du moins chez tous les citoyens qui sont nos amis et nos frères.

quelques points de repères

A propos d'un aussi vaste sujet, nul ne pense avoir bientôt fini d'écrire. Après le commentaire des deux manifestes précités, nous vous emmenons d'abord en visite chez Ecolo avec Henri Goldman

(un rouge devenu vert, dit-il en plaidant pour l'arc-en-ciel), et nous vous proposons un entretien avec Olivier Deleuze, passé d'Ecolo à *Greenpeace*.

Comme exemple de nouveau mouvement thématique, nous vous présentons ensuite une analyse de Pierre Marage à propos d'Objectif Recherche, une «chose» lancée par des chercheurs de toutes les universités belges. Et dans un registre semblable, mais où il est déjà question de bilan et de redéploiement, nous avons interrogé Eric Remacle à propos du mouvement de la paix des années 80.

Comme pour mesurer le chemin parcouru, nous avons aussi interrogé Hugues Le Paige à propos de son reportage sur la guerre d'Algérie et sur les réseaux belges de soutien au FLN de l'époque.

Enfin, en guise de pousse-café théorique, nous vous proposons un texte de philologue sur «l'allusion» en littérature. Il suffit de remplacer «écrivain» par «homme politique» pour découvrir que la réflexion de Jan Baeten n'est pas du tout exotique dans notre propos.

Nous terminons notre livraison par deux articles de France. Le premier, de Jean-Louis Moynot, est consacré au syndicalisme, et aurait mérité d'avoir un pendant belge[3]. Mais l'analyse et les propositions sont européennes et débordent utilement le cadre français. Le second, de Philippe Herzog, confortera sans doute la conviction que le PCF s'est enfermé dans des analyses qui peuvent isoler même les plus modérés et rationnels de leurs protagonistes (qui d'ailleurs ont été lourdement critiqués pour ouverture excessive, et mis à l'index). Mais par la précision de son argumentation, loin des prêches propagandistes et des vulgates d'épigones, cet article donnera également un encouragement à sortir de l'économisme pour affronter «la question économique», si communément mise au placard des *spleen* de gauche et de la nouvelle culture politique. Les problèmes sont là, et l'audace d'un nouveau Keynes n'y est pas. Or on sait qu'on ne fera pas moins dual, ni plus écologique en s'inclinant devant le Marché et la loi des spéculateurs. Il faudra une nouvelle donne, décidément.

Michel Godard

3. prenant le relai de notre n°182 - *Travail : nouveaux conflits, nouvelles solidarités*. Le syndicat n'est-il pas en train de perdre son potentiel de citoyenneté, et dans sa relation aux partis, et en oubliant la revendication de «contrôle ouvrier»?

Joseph GHIN, dessin.

le citoyen est courtisé...

serge govaert

Le texte fondateur d'un parti (les *Vlaamse en Liberale Demokraten* ou *VLD*) qui s'autoproclame «*partij van de burger*», c'est-à-dire parti du citoyen ne peut être absent d'une réflexion sur les rapports entre politique et citoyenneté.

Ce texte n'est pas une épure théorique. D'une part, il fait référence à un citoyen non autrement défini, mais la lecture permet au moins d'en tracer les contours «par soustraction» : et on voit alors apparaître, une fois tombés des oripeaux mille fois recousus, l'homme marqué par son appartenance de classe, de couche sociale, de nation, par sa place dans le processus de production, bref : *les* hommes réduits par l'idéologie libérale à un interlocuteur commodément unique et pétrifié.

De l'autre, il n'est pas innocent : quel texte l'est ? Derrière sa publication se dissimulent des ambitions bien concrètes, dont la première est sans doute la volonté d'un dirigeant de parti flamand - Guy Verhofstadt - de réaliser le *sorpasso*, de devenir, après des années et des années de prédominance du *CVP*, le premier parti de Flandre.

vlaamse en liberale demokraten

la voie de la rénovation politique

appel *

Le congrès «La voie de la rénovation politique» décide de construire autour des libéraux flamands un mouvement politique qui réunisse au sein d'un nouveau parti politique tous ceux qui pensent en libéraux, tous les démocrates libres dans leurs actes et leurs opinions.

Cette rénovation politique est une urgence. Le citoyen détermine de moins en moins ses choix politiques en fonction de considérations philosophiques et religieuses aux fondements sociologiques. Aujourd'hui on accepte que des croyants puissent être membres de, ou voter pour un parti qui ne soit pas d'inspiration exclusivement religieuse. De même, l'opposition supposée entre capital et travail ne détermine plus le choix politique du citoyen. A la fin du 20e siècle, il est devenu clair que l'économie de marché est le meilleur système économique qui soit, le système susceptible de créer le plus de bien-être pour le plus grand nombre possible de personnes. De même, les oppositions entre les communautés de notre pays ont connu un renversement de tendance. Ces oppositions existent encore et sont peut-être plus aiguës que jamais. Mais là où il y avait, en Flandre, des controverses à propos de la voie que doivent emprunter nos institutions, il y a maintenant - abstraction faite des partisans du séparatisme - unanimité sur la marche à suivre. Mais ce qui fait défaut, c'est un parti qui soit suffisamment important, dont l'action soit suffisamment ferme que pour construire, dans une Belgique fédérale, une Flandre autonome.

A la veille du 21e siècle, les oppositions sociales sont d'une tout autre nature que celles sur lesquelles nos partis politiques se sont appuyés dans le passé. L'écart entre la politique et le citoyen, l'impuissance de celui-ci, son sentiment d'être complètement mis hors jeu et de ne plus guère avoir prise sur ses élus, sur la composition du gouvernement et sur la politique qu'il mène, voilà **le** pro-

.../...

* Le document ci-après du parti libéral flamand nouveau est la première partie d'une déclaration de principes qui a été diffusée au cours de l'été 92. Cette première partie a fait l'objet des délibérations du congrès fondateur des 12-15 novembre 1992.

du *pvv* au *vld* : plus qu'une question de lettres

Président du *PVV*, Guy Verhofstadt - qui a par ailleurs été vice-premier ministre dans le gouvernement Martens-Gol de 1985 à 1987 - a provoqué, le 11 novembre dernier, le sabordage du *Partij voor Vrijheid en Vooruitgang* aussitôt ressuscité sous le nom de *VLD*, les *Vlaamse en Liberale Demokraten*. Plus de référence au «progrès» (*vooruitgang*) ni à la liberté... si ce n'est dans le texte du projet de déclaration de principe (*ontwerp beginselverklaring*) du congrès de fondation, dont les deux grands chapitres s'intitulent, respectivement, «*Een nieuwe politiek voor een nieuw millenium*» (une politique nouvelle pour un millénaire nouveau) et «*Een vrije samenleving van vrije verantwoordelijke mensen*» (une société libre d'hommes libres et responsables).

L'apparition de ce parti coïncide avec celle de changements en profondeur sur l'échiquier politique en Flandre : l'affaiblissement continuel, d'élection en élection, du *CVP* déchiré par des querelles internes et usé par ses participations gouvernementales ininterrompues depuis 1958, le déchirement du nationalisme flamand suite à l'essor du *Vlaams Blok*, le fractionnement de l'électorat flamand, l'édification pierre après pierre d'une Belgique fédérale.

Dans ce contexte, les mécontentements ne manquent pas; les ambitions non plus.

Frappée de plein fouet par le succès du *Vlaams Blok*, la *Volksunie* se cherche une identité depuis près de dix ans. Sous l'impulsion notamment de Jaak Gabriëls, qui a présidé le parti de 1986 à juin 1992, elle a semblé explorer un moment la piste d'un centrisme qui la placerait au-dessus des clivages philosophiques et sociaux. En avril 1992, Gabriëls a annoncé son intention d'ouvrir un dialogue avec le *PVV* ; désavoué par le Bureau de la *Volksunie*, il sera exclu du parti en août 1992.

Le *CVP*, en perte de vitesse, a choisi après les élections de novembre 1991 de poursuivre son alliance avec les socialistes, et ce choix n'a pas fait que des heureux. Le parti traverse d'ailleurs une crise assez grave, dont témoignent entre autres les tensions en son sein entre fédéralistes et autonomistes et la perte d'influence électorale du «pilier» *(zuil)* catholique, dont les liens avec le parti se sont, comme dans d'autres formations, distendus.

Alors que les élections du 24 novembre 1991 ont mis ces deux

blème essentiel aujourd'hui. De là vient le malaise profond qui conduit beaucoup de citoyens à se détourner de notre démocratie : c'est que les partis politiques, qui ne paraissent pas avoir la capacité de renverser la vapeur, ces partis prisonniers de leurs *standen*, de groupes de pression et d'intérêts, les ont profondément déçus.

Telles sont les origines de l'extrémisme et de l'anti-politisme. Parce que nous refusons de nous y résigner, nous voulons créer un contrepoids crédible, un mouvement politique, un nouveau parti qui soit une alternative aux partis de pouvoir et de *standen* actuellement au pouvoir. Ce parti politique veut rassembler tous les citoyens qui, indépendemmant des groupes de pression et d'intérêt et sans distinction de convictions religieuses, n'ont pas peur de la liberté, ne refusent pas la responsabilité, n'éludent pas la solidarité et ne vouent pas une docilité servile à l'Etat.

Ce parti politique :

- met en exergue la notion de **liberté**, que ce soit la liberté politique ou la liberté économique : le citoyen possède des droits et des libertés individuels que nul ne peut lui retirer (ainsi la liberté de parole, celle de disposer des fruits de son travail, ...); ces droits et libertés individuels n'impliquent pas de négation de la communauté où vit le citoyen; bien au contraire, il faut défendre toutes les formes spontanées d'organisation sociale dont le citoyen est le pivot (famille au sens strict et au sens large, voisins, peuple, société);

- veut être **responsable, solidaire** et **vraiment social** : les droits et libertés individuels du citoyen vont de pair avec une profonde solidarité envers les plus faibles; chacun a droit à une existence humaine digne;

- veut être **indépendant** : la politique doit être faite pour le citoyen et non pour les groupes de pression et d'intérêt; il faut restaurer la possibilité de choix du citoyen; ce dernier doit déterminer qui sera élu, quel gouvernement viendra au pouvoir et quelle politique sera menée;

- veut être **pluraliste** : les lignes de démarcation politiques ne peuvent plus être tracées selon les convictions religieuses; les croyants tout comme les non-croyants peuvent être actifs dans un parti qui ne considère ni la conviction religieuse ni l'absence de conviction de cet ordre comme le fondement permettant de développer un programme politique ou social;

- veut défendre **la Flandre et ses citoyens**, dans un pays fédéral, dans une Europe qui ne soit plus une communauté de gouverne-

.../...

partis au tapis, le *PVV* de Verhofstadt a, au même moment, le vent en poupe. Certes, les libéraux flamands n'ont progressé, globalement, que de 0.5 %. Mais il est vrai que, alors que le *PVV* gagnait 30.000 électeurs, ses concurrents «traditionnels» en perdaient presque 340.000 au profit du *Vlaams Blok*, d'*Agalev* et de *Rossem*. Plutôt qu'une OPA, Verhofstadt lance l'idée d'un parti nouveau, un parti du citoyen; plutôt que des transfuges, il va pêcher les ralliements. Il fait rédiger un texte, «*De weg naar politieke vernieuwing*» (la voie de la rénovation politique - voir ci-contre) : ce sera l'hameçon. Un appel est diffusé dans la presse, envoyé à près de 20 000 personnes, un numéro de «téléphone vert» permet aux intéressés de se faire connaître. Dès avant le congrès fondateur du *VLD*[1], Gabriëls rejoint le nouveau parti avec ses partisans et notamment l'ancien ministre *VU* André Geens, non réélu en 1991, deux bourgmestres et un conseiller communal de la *Volksunie*; on enregistre aussi l'adhésion de personnalités provenant de l'aile droite du *CVP*, le baron van den Abeele, Louis Delwaide, Fernand Huts (un des «patrons» de la communauté portuaire anversoise), Pierre Lano. Autres ralliements, plus étonnants ceux-là : celui du député *SP* Pierre Chevalier, ancien secrétaire d'Etat en délicatesse avec son parti, et celui d'un conseiller provincial *Agalev*.

A Anvers, le passage d'un conseiller communal *CVP* au nouveau parti, conjugué avec la défection d'un conseiller communal socialiste (qui s'en va rejoindre les rangs du... *Vlaams Blok*) a pour effet de rendre le collège échevinal minoritaire; la coalition mayorale *SP-CVP* doit faire appel au dépannage de la *Volksunie*.

Bref, l'appel à la «rénovation politique» est aussi une opération politicienne. Ce qui n'a d'ailleurs rien de méprisable en soi, n'était que la politique dite «politicienne» est justement censée donner des boutons aux *Vlaamse en Liberale Demokraten*.

la voie de la rénovation politique

Le texte fondateur des *VLD* part d'un constat indéniable, celui de l'écart qui se creuse entre le citoyen - mais pourquoi pas, plus

1. Le nom du nouveau parti n'est pas sans rappeler celui que Gabriëls avait ajouté (dans la perspective d'une automutation «centriste») à celui de la *Volksunie* : les *Vlaamse Vrije Demokraten* ou *VVD*. La *VU* s'était d'ailleurs présentée aux élections de 1991 sous le sigle *VU-VVD*.

ments mais bien de personnes, dans un monde de paix et de sécurité.

Pour mener à bien ce tournant radical, le nouveau parti veut entreprendre rapidement des réformes et une rénovation drastiques. Chacune de ces réformes tend à restaurer l'emprise du citoyen sur ses institutions politiques et ses élus.

1. **Rendre la démocratie au citoyen**. Le citoyen doit pouvoir déterminer qui est élu et qui gouverne. A cette fin, il faut supprimer le vote obligatoire et le vote en case de tête et instaurer le monocaméralisme. Parallèlement, tous les organes de concertation et d'avis doivent être supprimés. C'est la voix du citoyen qu'il faut entendre, en organisant des référendums et des auditions.

2. **Restreindre le pouvoir et l'omniprésence de l'Etat** par la dérégulation et la privatisation. Il faut ramener à un tiers maximum du volume global du bien-être de la population la part dont peuvent se saisir les pouvoirs publics. Il faut liquider progressivement la dette publique et rétablir définitivement l'équilibre budgétaire. C'est alors seulement que les pouvoirs publics pourront se consacrer à nouveau à leur véritables tâches, celles qu'ils négligent aujourd'hui : assurer la paix, la sécurité et l'ordre public, protéger de la misère, pourvoir à la sécurité juridique, rendre l'enseignement accessible à tous, organiser un fonctionnement efficace et transparent des institutions et représenter dignement les citoyens à l'étranger.

3. **Repenser la sécurité sociale**. En dépit des moyens considérables qui lui sont affectés, des dizaines de milliers de citoyens continuent à vivre en-dessous du seuil de pauvreté. Dès lors, il faut instaurer des mécanismes de soutien individuels au bénéfice de ceux qui ont **vraiment** besoin d'aide, plutôt que de laisser enfler les structures et les grandes organisations sociales. Ceux qui disposent de revenus et de moyens suffisants, doivent assumer eux-mêmes davantage de responsabilité.

4. **Limiter les charges et les impôts**. Nul ne peut être obligé de travailler plus pour l'Etat que pour lui-même. Il n'est que juste que le citoyen puisse disposer de la moitié au moins de chaque effort qu'il fournit.

5. **Recommencer la réforme de l'Etat**. La réforme de l'Etat ne fonctionne pas. Les institutions complexes que nous avons construites depuis 1970 doivent donc être liquidées. Pour les remplacer,

.../...

simplement «l'électeur» ? - et la politique. D'où l'appel à la «rénovation politique».

Il est hors de doute que les élections du 24 novembre 1991 ont fait voir des déplacements de voix importants. Il est certain que, comme l'affirme Guy Verhofstadt, le poids des «piliers» est moins lourd dans l'isoloir que par le passé. On ne peut contester, enfin, que l'électeur ressente de plus en plus vivement son impuissance, l'impossibilité de faire entendre sa voix, la difficulté à dégager les enjeux politiques qui lui paraissent importants.

N'empêche qu'ils sont encore plus de 70 % à voter pour les partis dits traditionnels et, si l'on veut bien se souvenir qu'à la fin des années 60 le FDF et la *Volksunie* apparaissaient comme des rénovateurs possibles du paysage politique, ce n'est pas le score le plus bas des élections de l'après-guerre.

Mais surtout, le diagnostic des libéraux flamands est celui d'un myope.

A faire l'impasse sur les autres pouvoirs que celui des partis, des syndicats et des groupes de pression, les *VLD* se cantonnent dans des observations, et donc des remèdes, essentiellement techniques et institutionnels.

Entendons-nous bien. Les réformes proposées ne sont pas sans intérêt (ainsi la suppression de l'obligation de vote), mais l'adage de Montaigne trouve ici parfaitement à s'appliquer : science sans conscience n'est que ruine de l'âme, et la suppression de la case de tête - si elle ne s'accompagne pas d'autres mesures qui aient un réel impact sur le jeu de l'économique et du social - n'est qu'un gadget de politiciens en mal d'idée. Elle est, en plus, de nature à affaiblir des organisations - les partis - qui ont leurs défauts et qui sont assurément perfectibles, mais qui n'en sont pas moins des instruments de la volonté collective... sans qu'on soit sûr qu'elle ne viendra pas renforcer d'autres organisations, beaucoup moins perfectibles celles-là, qui sont les instruments de volontés ou de projets beaucoup moins collectifs. Seules enfin, ces mesures technico-institutionnelles ne résoudront rien : les pays qui ont supprimé l'obligation de vote n'ont pas vu le fossé qui sépare la classe politique des électeurs se combler, bien au contraire.

Bref, la myopie a pour résultat de déboucher sur la technicité : puisque l'objectif est de «dégraisser» l'Etat, les remèdes que pro-

il faut que les communautés de notre pays s'assoient à table, examinent ce qu'elles veulent encore faire ensemble et, sur la base du principe de subsidiarité, édifient un **véritable** Etat fédéral et transparent au sein duquel le niveau d'administration qui est le plus proche du citoyen - à savoir les villes et communes - bénéficie d'une autonomie maximale. Un Etat fédéral authentique dans lequel chacun des niveaux d'administration se trouve directement sous le contrôle du citoyen, encaisse ses propres revenus, dans lequel chacune des entités fédérées administre un territoire bien délimité et au sein duquel existe, entre les entités fédérées, une solidarité correcte, transparente et réversible.

6. **Remettre en état l'environnement**. Ce n'est pas par des réglementations et par d'infinies cohortes de prescriptions sur ce qui est permis et interdit, que l'on doit remédier aux atteintes à l'environnement, mais par la mise en place de nouveaux instruments incitant le citoyen à respecter le milieu. Pour cela, il faut inscrire dans la législation des droits écologiques susceptibles d'être invoqués devant les tribunaux, mais aussi repenser le régime fiscal. Notre fiscalité doit être transformée en remplaçant autant que possible l'impôt sur le travail par des taxes sur les activités polluantes.

7. **Intégrer les immigrés**. Il y a dans notre société de graves tensions entre différents groupes de population. Certains nient ce problème. D'autre préconisent des solutions dégradantes. Il y a pourtant une troisième voie, celle de l'intégration des étrangers, processus par lequel ceux-ci s'adaptent à nos valeurs et à notre façon de vivre en devenant, eux aussi, des citoyens.

Outre ces interventions radicales, le parti qui va se construire autour des libéraux flamands veut lancer un nouveau style. Ses congrès seront publics. Ses listes pourront être approuvées par tous les membres. Ses mandataires seront indépendants à l'égard de quiconque et de tout groupe de pression ou d'intérêts. Ils devront se comporter selon des règles déontologiques strictes, et - à l'instar de citoyens ordinaires - sans bénéficier de privilèges ni de traitement fiscal de faveur; l'inviolabilité parlementaire sera limitée et le patrimoine des élus rendu public.

Le présent appel s'adresse à tous les citoyens, sans distinction de culture, d'origine, de sexe, de croyance et conviction, à tous ceux qui souhaitent le changement et la rénovation et qui ne peuvent plus supporter la manière dont les choses se dégradent dans notre pays, miné par l'impuissance et l'immobilisme de ceux qui le dirigent aujourd'hui.

posent les *VLD* à la sclérose politique se trouvent être purement institutionnels. Il ne faudrait pas que l'Etat, ce Léviathan, se mêle trop de ce qui ne le regarde pas ! Et de prôner pêle-mêle la suppression de la case de tête, du vote obligatoire, le monocaméralisme, la généralisation du référendum. Ce qui n'empêchera pas Verhofstadt, gêné aux entournures, de rejeter par la suite l'idée d'un référendum sur la réforme de l'Etat défendue par ses amis francophones...

C'est là que doit se trouver le tendon d'Achille des *VLD*. En changeant de nom, les libéraux flamands voulaient marquer la fin d'une période, celle des affrontements philosophiques, sociaux et communautaires - source unique, d'après eux, de la méfiance du «citoyen» envers le ou la politique. Mais c'est qu'ils reviennent au galop, ces affrontements. Et au plus fort du conflit, qu'il soit social, philosophique ou linguistique, allez savoir ce que pense *le* citoyen...

Joseph GHIN, dessin.

alternative et débat démocratiques : *charte 91* comme réseau

gabriel maissin*

«*Nous vivons désormais dans l'après 24 novembre*». Ces premiers mots de la *Charte 91* sont un repère chronologique de la percée de l'extrême-droite.
Percée dont on ne peut se consoler par la modestie relative du score de ces formations en Wallonie et à Bruxelles par rapport au *Vlaams Blok* ou au parti de Le Pen. Pour les signataires, écrire «*nous n'avons sans doute qu'une élection de retard*» est une prise en compte du danger. Une affirmation que la pire des politiques serait celle du *wait and see*.

le contexte

Les analyses plus fines des résultats électoraux, des déplacements de voix et des motivations des électeurs de l'extrême-droite [1] montrent que le phénomène est durable. Tendance confirmée, déjà dans d'autres pays avant le 24 novembre 1991 et renforcée depuis par les élections italiennes, ou les violences xénophobes en Alle-

---

* Comme tout signataire de la *Charte 91*, GM (qui en est) s'exprime ici à titre personnel. Le texte de ladite charte est reproduit ci-après *in extenso*.

1. *Cfr* l'étude UCL-KUL, dirigée par le Prof. A-P. Frognier. Compte-rendu in *Revue Nouvelle*, novembre 1992.

magne. D'après l'historien français F. Furet, «*l'assemblée qui sortira des urnes au mois de mars 1993, sera l'une des plus droitière de l'après-guerre*». Un triste héritage pour la génération Mitterrand. Partout sur ce continent, à l'Ouest comme à l'Est, se posent dorénavant des problèmes de racisme, de crise de représentation politique, de crise des partis traditionnels, de problèmes nouveaux de droits politiques et de citoyenneté.

Les modifications des opinions publiques à propos de l'unification européenne, symbolisée par les accords de Maastricht, le retour de l'intervention militaire, de la guerre, comme moyen d'action politique et le retournement durable de la conjoncture économique doivent compléter cette «mise en place» d'une crise sociétale majeure.

Dans ce contexte, le 24 novembre n'est qu'un repère pour inscrire l'initiative de *Charte 91* dans le temps. Les divers éléments mis en évidence dans son manifeste ne sont pas neufs. Ils arpentent le paysage de la Belgique depuis une décennie, au moins. En Flandres, ce fut le choc. Un parti d'extrême-droite, appuyée sur l'idéologie du fascisme, se retrouve ancré dans le monde parlementaire et institutionnel. Les ondes de choc ont touché de proche en proche l'ensemble de la société. Elles se traduisent par un échec politique cuisant pour les «piliers» socialistes et sociaux-chrétiens. Même, les verts d'*Agalev* sortent meurtris de ce scrutin. Anvers, cette métropole dont l'opulence marchande n'a jamais empêché l'impertinence, la combativité et la créativité, se retrouve à l'épicentre du séisme. Dans ce contexte, l'initiative de *Charta 91*, rencontra d'emblée un succès et un écho dans l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. Elle a eu le mérite, aussi, de nous décider à lancer la charte francophone et à inscrire le principe d'une collaboration par delà la frontière linguistique.

l'introuvable citoyen

Il est intéressant de noter l'apparition d'initiatives similaires en Europe. En France, la revue *M* de mars 1992 publiait un «manifeste du citoyen» signé par divers intellectuels et soulignant notamment «*le droit de chacun à être utile, socialement, et à ce que cette utilité soit reconnue*». Au même moment, *Le Monde* publiait un appel sous le titre «Gauche, fin et suite» dans lequel, partant de la crise de la représentation, il est réclamé un «*nouvel équilibre des pouvoirs*»... pour «*réanimer l'espace public de délibération*». A Bratislava, s'est tenue, également en mars 1992, une «conférence des citoyens

européens» consacrée notamment au problème du nationalisme et du racisme [2]. Dans le même registre l'initiative *Maison commune* vise à établir une collaboration Est-Ouest entre citoyens pour la démocratie [3].

Certes ces mouvements restent extrêmement limités. Mais par delà cette limite, on perçoit bien chez leurs promoteurs une volonté de redonner un sens à la «citoyenneté». Car si le «citoyen» idéal-typique est introuvable et si la citoyenneté se cherche à l'Est comme à l'Ouest, on peut identifier malgré tout deux frustrations majeures, deux contradictions qui marquent cette notion. La première serait celle d'une citoyenneté formelle, sans pouvoir réel. La seconde serait celle d'une précarité socio-économique croissante. Non seulement pour ceux que l'on appelle «les exclus», mais pour des segments de plus en plus importants de la population [4]. L'analyse de ces deux contradictions peut se développer à partir de deux registres extrêmement vastes.

Premièrement, la crise de l'Etat national, qui perd une partie de sa fonctionnalité, y compris pour les groupes d'intérêts économiques dominants, au profit de structures supranationales, et qui assume de moins en moins bien les développements régionaux inégaux. Il est souvent «rattrapé» par des revendications nationales ou ethniques qu'il avait pour mission de dépasser [5]. Ce qu'il est convenu d'appeler «la crise de l'Etat-providence» se situe dans ce cadre. Elle peut être lue comme une crise des mécanismes de la représentation socio-économique des travailleurs au sens le plus large : associations, syndicats et partis qui, ayant accédé aux rouages des institutions étatiques, ne parviennent plus à «faire la différence», à être porteurs de «réformes utiles». Cette intégration, tellement bien incarnée dans le modèle de concertation à la belge, a fini par estomper dans les consciences la notion de «mouvement ouvrier» ou «mouvement populaire», comme porteurs d'un autre projet de société. Le vocable de «classe politique» s'est installé pour dési-

2. *Helsinki Citizens Assembly*, 26-29/3/92, Bratislava.

3. Citons également les nos 185 et 186 des *CM* «Démocratie...» de l'été 1992.

4. *Cfr* le taux de croissance rapide du chômage les deux dernières années.

5. La Belgique n'est pas la seule à être confrontée à des problèmes «constitutionnels». Espagne, Italie, ...et Suisse montrent le caractère généralisé de la crise. Une occasion aussi de faire un sort à l'idée que la fièvre «nationaliste» serait une maladie importée de l'Est.

gner, comme groupe indifférencié, ceux dont le métier est de «faire de la politique» et dont les préoccupations apparaissent souvent comme peu altruistes et désintéressées[6].

Deuxièmement, la crise de la représentativité politique est aujourd'hui un fait reconnu. Pourtant là aussi on en discerne mal les contours. Après tout, le débat à propos de l'absence de contrôle sur les élus est aussi ancien que la démocratie représentative formelle. Il faut donc s'intéresser au fait que les gens supportent de moins en moins une délégation de pouvoir sans contrôle régulier et sans possibilité d'interférer. Cette propension à ressentir de plus en plus de frustration d'une démocratie de façade ne serait-elle qu'une conscience dévaluée et a-politique? Ne devrait-elle être qu'une proie pour l'extrême-droite ? Ou bien faut-il y voir une aspiration à l'auto-détermination, à pouvoir décider de son existence ? Ce dernier cas de figure pourrait donner une nouvelle configuration de la conscience sociale des individus[7].

charte 91 : un outil de plus.

Tenter une esquisse très générale du contexte dans lequel *Charte 91* se propose d'agir n'a d'autre fonction que de montrer l'ampleur du problème, sa complexité et le refus de se contenter de quelques clichés, même les mieux intentionnés. Exclusion sociale et intolérance sont loin de faire la somme de la crise globale de société. Cette mise en perspective indique aussi la limite, bien réelle, de notre action et de notre réflexion. Car il est bien évident que personne parmi ceux qui ont pris l'initiative de lancer *Charte 91* ne pense qu'un mouvement aussi modeste peut s'attacher à cette tâche que l'on qualifiera faute de mieux, d'émergence d'une alternative démocratique.

A travers son manifeste, *Charte 91* se définit par la négative : *«Ni embryon de parti politique. Ni collection d'organismes plus ou moins représentatifs. Ni tentative d'organiser la population à la base»*. A

6. La multiplication des «affaires», les débats sur le financement des partis, etc., servent bien entendu la démagogie d'un Le Pen ou des Ligues lombardes. Mais les faits dont il est question ne sortent pas de leurs imaginations tordues.

7. Cette nouvelle aspiration n'est-elle pas présente aussi bien dans les «nouveaux mouvements sociaux», dans le développement du secteur «associatif» que dans le courant politique incarné par les verts ?

chacun de ces niveaux il existe des initiatives, toutes légitimes, et certaines fort louables. L'engagement à ces différents niveaux de l'activité démocratique et sociale constitue une condition du combat à mener contre cette «désespérance» à laquelle nous assistons. Est-il nécessaire de signaler que les signataires de la *Charte 91* sont loin d'être des citoyens sans liens, ni engagements ?

L'ambition de *Charte 91* n'est pas davantage l'élaboration d'un «nouveau programme». Une sorte de synthèse entre ce que «les rouges» n'ont pas (bien) dit, tout ce que «les verts» devraient (mieux) dire et ce que «les bleus» ne disent plus depuis des lustres.

Ces rappels ne sont pas inutiles au moment ou certaines formations ou personnalités s'offusquent de la naissance de notre mouvement, ou s'interrogent sur le bien fondé de l'intervention de certains des signataires dans le débat politique et institutionnel[8]. *Charte 91* a d'emblée exclu toute notion de concurrence avec ce qui existe par ailleurs et envisage plutôt de promouvoir les collaborations et les complémentarités.

L'objectif premier de *Charte 91* est de contribuer à la revalorisation du débat démocratique, à l'émergence d'une nouvelle culture politique. Ce qui doit être valorisé, c'est la prise de parole des citoyens, leur capacité à s'attaquer à toute question, aussi complexe soit-elle, dès qu'ils estiment que cette question les concerne, ou représente un intérêt pour l'ensemble de la vie en société. Nous devons tenter de le faire à partir d'un réseau d'individualités qui, quels que soient leurs engagements, acceptent de participer à ce débat sans visée partisane, avec leurs convictions, leurs talents et leurs compétences.

Le débat, la discussion n'ont pas bonne presse chez nous. Pourtant, sans identifier là une des causes de la crise sociétale, on peut certainement y voir un symptôme. Tout débat de société est vite ramené aux dimensions d'une contrainte économico-budgétaire, aux subtiles arcanes institutionnelles ou aux équilibres complexes entre «piliers». Jamais le bien-fondé ou la pertinence de ces limites

8. Les contributions de Jacques Bauduin et de Hugues Dumont qui argumentent sur la légitimité démocratique - voir constitutionnelle - d'une consultation populaire de ratification des accords de la St Michel ont soulevé une polémique inattendue sur le rôle des intellectuels en politique. Il est vrai que leur point-de-vue, qui n'est pas celui de l'ensemble de *Charte 91*, ne pouvait être classé suivant l'axe majorité/opposition.

ne sont discutés. La conséquence en est une curieuse atonie du débat démocratique. Le constat que *Charte 91* établit dans son manifeste -enseignants découragés, syndicalistes ligotés par le «réalisme économique», universitaires barricadés dans leur institution, journalistes priés de ne pas faire trop de vagues, artistes sous tutelle, monde associatif et société civile sans réelle autonomie et qui reproduisent souvent les clivages partisans- a dû paraître pertinent puisque bon nombre des 650 signataires actuels peuvent être classés dans l'une de ces catégories.

Le réseau d'individualités qui se met ainsi en place offre une nouvelle ressource politique. Un outil de plus, dans la panoplie existante. Sera-t-il utile ? La réponse viendra de l'apport des signataires et des initiatives prises. Mais, il nous semble qu'il ne sera pas de trop pour tenter de vaincre la lassitude croissante des citoyens qui se sentent expropriés de l'espace démocratique. Un espace démocratique qui ne peut se réduire aux institutions et aux principes juridiques généraux. Un espace démocratique qui doit redonner place à la délibération démocratique, à la formulation d'options de société et qui doit valoriser l'action et l'engagement social. C'est Jurgen Habermas, philosophe de la communication et du débat, qui nous rappelle que : *«seule une population habituée à la liberté peut préserver la liberté des institutions»*.

charte 91

pour un mouvement libre de citoyens

Nous vivons désormais dans l'après-24 novembre. Il y avait déjà Le Pen au Sud. Depuis les élections de novembre 1991, il y a le *Vlaams Blok* au Nord. Entre les deux et malgré quelques têtes de pont, Bruxelles et la Wallonie résistent un peu. Pas de triomphalisme : nous n'avons peut-être qu'une élection de retard. Les 100.000 personnes rassemblées à Bruxelles le 22 mars dernier en étaient convaincues, qui ont traduit avec force leurs craintes et leurs exigences. Mais les ambiguïtés demeurent quand manifestent contre l'exclusion des partis qui ont favorisé son développement.

On l'a beaucoup répété : en Belgique et dans tout l'Occident, la percée de l'extrême droite, née du sentiment de frustration et de l'exclusion sociale, témoigne aussi de l'incapacité du système politique à prendre les «vrais problèmes» à bras-le-corps. La société duale s'installe durablement avec les formes de précarité, de racisme et d'insécurité qui en découlent. Le chômage massif s'incruste sans qu'aucun parti de gouvernement n'ose plus avancer la moindre proposition pour le réduire. Le plus saisissant des constats est devenu un cliché : depuis quinze ans, quelles que soient les majorités politiques, les pauvres ne cessent de s'appauvrir et les riches de s'enrichir.

Plus grave encore, cet état de choses nous est présenté comme une fatalité. Impuissant face à ce qui, manifestement, se décide ailleurs, le monde politique se complaît dans la lutte des places et

les querelles de clocher, dont la guerilla communautaire n'est pas, dans ce contexte, la moins surréaliste.

L'extrême droite, par contre, donne l'illusion qu'il est possible que «ça change». Pour se développer, elle peut compter sur des alliés de taille : la lassitude croissante des citoyens qui se sentent expropriés de l'espace démocratique. Et le silence désabusé de ceux dont la fonction sociale est, justement, d'en être les animateurs. Faisons le compte : enseignants découragés, syndicalistes ligotés par le «réalisme économique», universitaires barricadés dans leur institution, journalistes priés de ne pas faire trop de vagues, artistes sous tutelle, monde associatif et société civile sans réelle autonomie et qui reproduisent trop souvent les clivages partisans. .../...
Il faut rompre ce silence. Notre société ne sera pas quitte de son chancre d'extrême droite si elle n'est pas capable de s'attaquer, collectivement, à ses grands défis.

Mais, pour cela, il y a un préalable : **la reconstruction d'un espace public démocratique et d'une nouvelle culture politique**.
Car la démocratie, ce n'est pas l'économie de marché plus le droit de vote. C'est avant tout un climat culturel qui encourage la prise de parole des citoyens, qui valorise la tolérance, l'honnêteté, l'engagement désintéressé, la transparence.

Aujourd'hui, les anciens réseaux de solidarité collective qui ont constitué la trame de notre tissu démocratique s'étiolent. Entre famille, bagnole et télé, les individus s'atomisent. Dans cet univers de «communication» qui parle désormais le langage de la publicité et du spectacle, il faut refonder une parole démocratique : sans tabou, sans langue de bois, avec humour, invention, irrespect.

Le mouvement *CHARTA 91* s'y est attelé, en Flandre, au lendemain des élections, obtenant d'emblée un succès public inespéré ainsi que l'appui de personnalités de premier plan. **A notre tour, nous lançons *CHARTE 91* dans la partie francophone du pays en faisant appel à votre participation.** Les menaces et les ripostes étant européennes, nous n'avons nulle gêne à relayer une initiative flamande. Mieux : ***CHARTE 91*** permettra à des citoyens flamands

et francophones de se parler et d'agir ensemble. Car il est aussi temps d'en finir avec la suspicion qui frappe toutes les tentatives de se rassembler sans s'arrêter à la frontière linguistique.

CHARTE 91 n'a ni programme ni doctrine, mais l'ambition de défendre des principes forts - solidarité, liberté - et d'associer les citoyens au débat politique. Cela suppose un travail sur le long terme, fait d'interventions en prise sur l'événement, mais aussi d'une réflexion en profondeur sur la crise sociale. Il faudra secouer des habitudes, des structures établies et jusqu'au langage même, tant la façon d'identifier les «problèmes de société» contribue parfois à les renforcer. Ni embryon de parti politique. Ni collection d'organismes plus ou moins représentatifs. Ni ultime tentative d'organiser la population «à la base». ***CHARTE 91*** sera un mouvement libre de citoyens autonomes. Nous agirons sur la place publique, là où nous pourrons confronter nos rêves au réel, et pas seulement nos rancoeurs et nos dégoûts.

Mateo ALALUF, Omer ARRIJS, BABAR, Nicolas BARDOS, Albert BASTENIER, Jacques BAUDUIN, Alain BERENBOOM, Hamsi BOUBEKER, Mohammed BOUKARNA, Christian CAREZ, Albert CARTON, Bruno CARTON, Jean-Marie CHAUVIER, Serge CREUZ, Jacques DEBATTY, Vincent DE COOREBYTER, Nora DE KEMPENEER, Ouardia DERRICHE, Noëlle DESMET, Tony DHANIS, Bruno DUCOLI, Mony ELKAIM, Willy ESTERSOHN, Abdel FARGAOUI, Albert FAUST, Bernard FOCCROULLE, Pierre GALAND, Philippe GELUCK, Henri GOLDMAN, José GOTOVITCH, Marion HANSEL, Jean-Jacques JESPERS, Yvonne JOSPA, Guy KRETTELS, Jacques LEMAITRE, Hugues LEPAIGE, Robert LEROY, Daniel LIEBMAN, Vincent LURQUIN, Gabriel MAISSIN, Thérèse MANGOT, Pierre MERTENS, Sabine MISSISTRANO, Michel MOLITOR, Anne MORELLI, Marc MOULIN, André NAYER, Jean-Pierre NOSSENT, Jean-Luc OUTERS, Dogan OZGUDEN, Jean-Marie PIEMME, François RIGAUX, Mahfoud ROMDHANI, Bernadette SCHAECK, Claude SEMAL, Isabelle STENGERS, Simone SUSSKIND, Jean TONGLET, Jean VAN LIERDE, Philippe VAN PARIJS, Paul VAN PRAAG, Bruno VINIKAS, Françoise WOLFF, Jacques YERNA, Jacques ZWICK

(premiers signataires).

CHARTE 91 : mode d'emploi

* Secrétariat : c/o Musée de l'Hôtel Charlier 16, 1030 Bruxelles

Téléphone : 02 / 218 53 82 - Fax : 02 / 512 17 96 (via CBAI)

Compte bancaire : 001 - 264 17 83 - 64 .
Tout soutien est le bienvenu.

* Le bulletin *Charte 91*, envoyé à tous les signataires, paraît six fois par an. Il reste quelques exemplaires des deux premiers numéros.

* Réunion mensuelle du «groupe porteur» qui assure le suivi et la coordination des activités : tous les premiers lundi du mois à 20 heures, au secrétariat. Réunion ouverte à tous les signataires.

* Des groupes de travail et de réflexion :

Médias et opinion publique; Femmes et extrême droite; Bruxelles-Citoyenneté; Exclusion sociale; Services publics; Culture; Style.

Les groupes de travail se créent à l'initiative des signataires (la liste n'est donc pas exhaustive), et prennent en charge un programme d'activité. Une présentation des groupes de travail peut être obtenue au secrétariat.

* Deux activités sont en préparation. Un débat public sur la situation des médias, en particulier l'audiovisuel. Et une activité importante en mai-juin sur la citoyenneté européenne en collaboration avec *Charta 91*. Par ailleurs des collaborations, synergies, sont à signaler avec la Ligue des Droits de l'Homme, le Centre du Libre examen, Oxfam, Le Forum mode d'emploi, etc.

Charta 91, c'est aussi une participation aux débats d'opinion dans la presse écrite et radio-télévisée à travers des émissions comme «Samedi première» et «Les pieds dans le plat».
Tous nos remerciements aux nombreuses revues et périodiques qui, comme les *Cahiers marxistes* et la *Revue nouvelle*, ont relayé notre appel.

écolo : goûtez la différence

carnet de route d'un transfuge

henri goldman

Depuis que la forme «parti» se trouve contestée de partout, de nouvelles formations politiques sont apparues. Et notamment les «Verts» - en Belgique Ecolo et Agalev – qui débarquent sur le marché avec l'ambition proclamée de «faire de la politique autrement»...
Qu'est-ce qui se cache derrière le slogan ? Avis d'un enquêteur partisan.

«Faire de la politique autrement» : c'est moins affaire de contenu (le programme, les objectifs) que de contenant (les manières de faire, le style). Il y a une «culture de parti» comme on parle de «culture d'entreprise». Chez les Verts, cette culture s'est voulue consciemment en rupture avec les différents modèles disponibles : refus de l'organisation centralisée et forcément bureaucratisée au profit d'un modèle fédératif souple («penser globalement, agir localement»), refus de la politique professionnelle, obsession de la transparence démocratique, désir de vivre selon ses convictions.

La confrontation de cet ambitieux modèle organisationnel avec le réel alimenta une crise de croissance. Ecolo se sépara – souvent dans la douleur – de groupes radicaux à divers titres : fondamentalistes «khmers verts», jouisseurs psycho-festifs ou «éco-gauchistes». Au terme de ce processus, Ecolo dispose désormais d'un

profil stable : celui d'un parti réformiste au sens classique (assurément le seul), soucieux de réalisme mais habité encore par une utopie exigeante et soucieux de ne pas faire comme les autres.

C'est à ce stade que j'y adhère (voici un an), passant ainsi du rouge au vert. Les raisons de cette adhésion sont politiques, et ce n'est pas le sujet de cet article [1]. Façonné par le modèle culturel du Mouvement ouvrier et de l'extrême-gauche, après dix ans de pause-carrière militante, je découvre un rassemblement de personnes qui ne «fonctionnent» pas comme ce à quoi je suis habitué. J'aborde cette «culture de parti» de l'extérieur, essayant de me l'approprier en y intégrant, plus ou moins consciemment, mes propres bagages.
Ce regard un peu distancié et quelquefois ironique, où se révèlent aussi mes propres raideurs, accompagne un engagement sans arrière-pensées dans ce qui est désormais mon parti. Que mes amis (attention : ne pas dire «camarades» !) d'Ecolo ne m'en veuillent pas de ces quelques réflexions, en forme de glossaire arbitraire commenté.

contagion culturelle

C'est le processus par lequel les idées écologistes finiront par devenir majoritaires dans la population, processus vécu un peu comme inéluctable, avec une confiance en soi et une conviction d'être dans le sens de l'histoire que j'ai bien connu par ailleurs. Cette conception optimiste propre à qui n'a pas encore l'expérience des défaites doit de plus en plus composer avec la prise en compte des rapports de force qu'Ecolo apprécie, il me semble, avec sagesse, et donc avec l'idée qu'il faut des batailles pour faire avancer les idées.

1. En quelques mots : cette adhésion ne doit pas grand chose à la défense de l'environnement. Elle est surtout motivée par la conviction que la gauche traditionnelle a épuisé sa force propulsive (pour paraphraser le Berlinguer de l'eurocommunisme) et de l'insuffisance du modèle de développement socialiste (variantes communiste ou social-démocrate), en tant qu'il n'est qu'une version (sans doute plus sympathique que l'autre) d'un productivisme insoutenable. Et par le constat encourageant que, de plus en plus, Ecolo se profile comme parti progressiste «généraliste» modifiant du bon côté le paysage politique. Je pensais - je pense toujours - que ceux qui, dans la gauche de tradition marxiste, posent un tel diagnostic somme toute réaliste, devraient pouvoir passer outre le poids de leur propre histoire et d'une culture politique exigeante mais qui, désormais, ne sert plus qu'à justifier leur désengagement.

Toutefois, il n'est généralement question que d'affrontement d'idées. Ici, on ne réfléchit pas naturellement en termes de groupes sociaux (de classes, si j'osais le terme) défendant des intérêts contradictoires. Conséquence : puisqu'il s'agit surtout de convaincre, l'idéologie du consensus n'est pas loin.

cumul(s), cumulard(s)

On est très attentif à les éviter, jusqu'à l'obsession. Impossible, à moins d'une dérogation fort chichement accordée, de cumuler deux mandats publics. Avantages multiples, dont celui de confier de nombreux mandats à des personnes choisies pour leur qualification indépendamment de leur allégeance à Ecolo. Interdit aussi de cumuler un mandat public avec une fonction interne. Là, pour le moment, j'y vois surtout l'effet pervers suivant : les dirigeants en titre d'Ecolo – en principe les secrétaires fédéraux et régionaux – n'en sont pas les dirigeants réels et reconnus comme tels, ceux-ci, dès qu'ils s'affirment, étant régulièrement aspirés par les fonctions électives.

démocratie interne

Une préoccupation constante jusque dans les détails. Ainsi, le moindre engagement, le plus petit mandat fait l'objet d'une procédure précise d'appel de candidatures avec approbation à plusieurs niveaux. La «base» est très chatouilleuse face à toute tentative du «sommet» de court-circuiter cette procédure sous des prétextes techniques. Mais en-dehors de quelques épiques discussions procédurières, Ecolo n'a pas une véritable culture de débats internes. Est-ce le produit de traumatismes anciens ? Je sens une peur du conflit, comme si on ne pouvait s'en offrir le luxe. Ici, rien qui ressemble à des courants ou à des tendances. Pas de lieux organisés où faire avancer la réflexion, y compris de façon contradictoire (est-il d'autres façons de la faire avancer ?). On identifie pourtant bien des «tempéraments» politiques divers (entre régionalistes et communautaristes, réalistes et intransigeants, environnementalistes ou généralistes, localistes ou «transversaux»), mais cela se règle de façon feutrée, par des arrangements discrets, sans que des cohérences alternatives soient assumées. J'avoue : je me sens un peu frustré.

expertise

Le «réalisme» d'Ecolo, c'est aussi de maîtriser une réelle compétence sur les matières traitées. Fini le temps de la surenchère. Pas de propositions qui ne soient étayées par des analyses de fait indiscutables et par des plans de financement. Ce souci d'expertise vient à tout moment rééquilibrer la part de l'Utopie. Ecolo s'est ainsi doté, avec le CEFE (Centre d'Etudes et de Formation à l'Environnement), d'un petit centre spécialisé mais très performant dont les travaux ne font pas de concession à l'idéologie, fut-elle verte.

Toutefois, le risque d'une certaine survalorisation de l'expertise est aussi celui de l'écologie scientifique : c'est vrai parce que les savants l'ont dit, et ceux qui le discutent sont des ignares. Pour éviter cette tentation, Ecolo aurait besoin, à côté de ses zoologistes, climatologues et autres agronomes, du renfort de sociologues et, surtout, d'historiens.

gauche-droite

«Ni gauche, ni droite» : cette affirmation en a hérissé plus d'un pour qui, manifestement, l'étiquette a plus d'importance que le contenu du flacon. Cela dit, cette proclamation est régulièrement nuancée. Au-delà de la condamnation du productivisme qui vise la gauche comme la droite, il est largement admis (parfois au prix de périphrases alambiquées) qu'Ecolo défend généralement des valeurs «dites de gauche». Ce qui lui a valu la caractérisation très honorable de parti-pastèque : vert dehors, rouge dedans.

A titre personnel, de nombreux dirigeants d'Ecolo s'affirment de gauche. Ceux qui s'en tiennent au «ni-ni» ne le sont pas moins pour autant, selon mes critères. Simplement, pour eux, la gauche a un visage : celui du PS, parti-Etat tentaculaire, le dernier sans doute en Europe avec le PS serbe de Milosevic. A-t-on forcément plus en commun avec ce parti labélisé «de gauche» que, par exemple, avec un parti social-chrétien peut-être plus sensible aux besoins du secteur non-marchand, moins crispé face aux populations d'origine étrangère, moins féodal dans ses pratiques de gestion publique ?

Ce refus de se positionner sur l'axe «gauche–droite» porte la marque de la généalogie d'Ecolo : celle d'un parti sans passé, sans histoire et donc sans mémoire. Alors que l'appartenance à la gauche est plus une affaire de culture que d'affiliation partidaire et une fidélité

à des combats et à des conquêtes dont nous profitons largement aujourd'hui (du suffrage universel à la sécurité sociale).

Cela dit, s'il faut reconnaître l'importance des bagages symboliques (et je tiens aux miens), ce n'est pas en se crispant dessus qu'on construit l'avenir : cela vaut pour l'action politique comme pour l'exercice de la citoyenneté.

génération(s)

Finie la joyeuse débauche des années 70. Comme dernier avatar politique des grands mouvements sociaux de l'après 68 (d'où est issue culturellement une bonne part de sa direction), les membres d'Ecolo professent les sages valeurs de la famille traditionnelle. Ici, peu de jeunes : leurs modèles culturels (le rock, la mode...) ne trouveraient pas leur place dans une organisation d'adultes plutôt bon chic bon genre, aux penchants culturels conventionnels, qui ont troqué le psychédélisme créatif des premiers écolos pour un ascétisme discret. On ne fume que dans les couloirs – et alors que du tabac – on organise des buffets «bio», on boit du café «Yambo» et il y a des rateliers à vélos dans les cours. Les femmes, fort nombreuses (mais guère mieux représentées dans les instances dirigeantes que dans les autres partis, à l'exception du groupe parlementaire régional bruxellois) ont fort peu la fibre féministe.

A Ecolo, la réalité familiale est naturellement prise en compte par les rythmes militants. Des garderies d'enfants sont organisées lors de chaque activité exceptionnelle. D'ailleurs, en règle générale, la pression au militantisme est très faible. On peut très bien, sans ressentir le poids de la culpabilité sur ses épaules, se contenter d'assister une fois sur deux à la réunion mensuelle de son groupe local. Ce respect pour l'engagement librement consenti a son revers : celui d'une espèce de démocratie interne à plusieurs vitesses, et aussi la fragilité de nombreuses structures à la merci de groupes motivés qui n'auraient aucune difficulté pour s'en emparer à la hussarde. Chose heureuse que je ne m'explique pas : alors qu'Ecolo a plutôt le vent en poupe malgré des «troupes» dont la maigreur reste sans commune mesure avec son impact électoral, cela ne suscite guère de vocation chez les arrivistes de tout poil. Comme si la politique, même envisagée d'une «autre façon», n'excitait plus grand monde.

local(e), localisme

La cellule de base d'Ecolo, c'est le groupe local, la «locale». Tout procède de là. Les régionales sont structurées comme des fédérations de locales, et le Conseil de fédération (le Comité central, dans mon jargon) est constitué à partir de délégués élus des régionales. Il existe bien des groupes tranversaux thématiques (les commissions), mais celles-ci ne sont pas conçues comme des collectifs militants responsables, même si la tendance s'amorce aujourd'hui. Cette prééminence absolue (que d'aucuns, dans la maison, qualifient de «tribalisme»), entre petit à petit en contradiction avec les exigences normales de centralisation d'une organisation qui mène des combats globaux. Ecolo finira-t-il par découvrir les joies conflictuelles d'un centralisme démocratique *sui generis* ?

mouvement (v./ parti)

Petit à petit, on sort de l'ambiguïté. Le «Mouvement Ecolo» est bien un parti, au même titre que d'autres (en France, le RPR ou l'UDF, les Verts ou Génération Ecologie) qui n'en portent pas le titre. Traine encore l'idée, issue de ses origines, qu'Ecolo aurait une nature double, avec d'une part un parti parlementaire et de l'autre un mouvement social de terrain. Cette idée n'a presque plus cours, et Ecolo se révèle très respectueux de l'autonomie de tous les acteurs de la société civile, avec le soucis de ne pas les «compromettre».

philosophie

Soulagement (mais je m'y attendais en adhérant): Ecolo ne compte pas, du moins dans son groupe central, d'adeptes de la *Deep Ecology* américaine, annonciateurs du Nouvel Age et adorateurs de Gaïa. Avec les sectateurs belges de cet acabit, les rapports sont notoirement mauvais. La philosophie politique d'Ecolo est dans le droit fil du mouvement des Droits de l'Homme et il n'est pas question de leur substituer un droit supérieur des pierres ou des bactéries. Désolé pour les amateurs de polémique facile (et, parmi mes amis socialistes, j'en connais qui auraient bien voulu s'en tirer à si bon compte).

vert

Terminons sur une petite note de couleur. J'en ai marre du vert, comme j'en avais marre du rouge hier. D'accord, les gens sont fatigués le soir après le travail et il faut qu'ils comprennent au premier coup d'oeil à qui ils ont affaire. Mais de là à faire breveter sa couleur-symbole et à considérer que l'usage d'une autre relèverait de la trahison politique ! Halte au réductionnisme monochrome ! En avant pour une politique verte qui s'exprime dans toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ! N'abandonnons pas l'usage du bleu et du rouge à la concurrence ! Voilà que le réflexe des slogans avec points d'exclamation me reprend !

Joseph GHIN, gravure (eau-forte).

greenpeace, un activisme démonstratif

entretien avec olivier deleuze

CM - Olivier Deleuze, vous avez été mandataire politique, et très précisément député Ecolo. Vous voilà maintenant dans le monde associatif, dirigeant d'une asbl appelée *Greenpeace*. Ce changement signifie-t-il pour vous une rupture avec le politique ?

Olivier Deleuze - Ce n'est pas du tout une rupture avec le politique en général : ce serait à la fois prétentieux et dangereux.

Il y a en fait peu de possibilités d'interventions dans la gestion de la cité, peu de possibilités d'influencer le cours des choses, d'agir. Mon tempérament me pousse à agir, à être acteur et sujet; c'est ce que me permet *Greenpeace*.

CM - En vous déployant à *Greenpeace*, vous vous sentez davantage acteur que comme député Ecolo ?

OD - Pas nécessairement davantage. Mais pour le moment en tous cas, ce que je fais ici correspond plus à mon tempérament que le travail parlementaire. Je désire cependant souligner que je ne crache pas dans la soupe parlementaire. Sans doute n'ai-je jamais sacralisé le boulot des membres de la Chambre ou du Sénat, mais je ne veux pas le vouer aux gémonies. J'ai pu me dire naguère que l'assemblée des 212 personnes dont je faisais partie, ça ne pesait pas bien lourd... mais qu'il y a -t-il d'autre ? Les chars ? Le référendum ?

CM - Ne parlons pas des chars. Etes-vous opposé à tout référendum ?

OD - Non. Le référendum n'est pas fatalement démagogique, mais il me paraît dangereux. Ce n'est en tout cas pas une panacée : «Interrogeons le peuple, et la démocratie triomphera». Non! Car dans les réponses du peuple, beaucoup dépend des circonstances, de la manière dont sont posées les questions, de pulsions passagères. Il est vrai qu'à ce propos, j'ai changé d'avis au fil des ans... Cela dit, il ne faut pas rejeter le référendum toujours et partout.

CM - Revenons à votre option pour *Greenpeace* : est-ce seulement affaire de tempérament ?

OD - Bien sûr que non, mais ce n'est pas non plus l'affaire exclusive du raisonnement. Etant donné que je suis une espèce de monomaniaque de l'environnement, je considère *Greenpeace* comme un outil efficace. On peut, à mon sens, y agir sur l'opinion publique, faire saisir par elle d'importants enjeux qu'elle ignorait. Bref, *Greenpeace* est un bon caillou dans la chaussure des décideurs.

CM.- Un «caillou» qui se sert surtout de la politique-spectacle ?

OD - Notre stratégie est effectivement de montrer-*to show* : nous nous efforçons de montrer ce qu'est la pollution par exemple en découvrant les égouts de Vilvorde, de dénoncer le danger du plutonium par une présence à Cherbourg. Il s'agit d'expliquer et d'intervenir. Deux verbes ramassent bien cette stratégie : témoigner, agir.

CM - Vous vous assignez donc une mission pédagogique ?

OD - Je n'aime pas évoquer la pédagogie, car j'ai de mauvais souvenirs de l'école. De manière plus directe, je dis que nous voulons déterminer l'agenda des partis politiques.

Nous sommes un groupe de pression qui entend amener les décideurs poltiques à parler et à traiter des problèmes que nous jugeons essentiels.

La légitimité de ce groupe de pression, ce sont les 75 000 personnes qui en Belgique, des deux côtés de la frontière linguistique, cotisent à *Greenpeace* (65% de néerlandophones, 35% de francophones).

CM - Ainsi donc, c'est toujours un objectif politique qui est le vôtre, même après avoir quitté le Parlement...

OD - Oui certes. Mais attention, ces 75 000 personnes ne sont que 75 000 ! Nous ne constituons pas l'avant-garde consciente de la classe verte ! Il est bien clair néanmoins que la prise de décision fait partie des processus politiques, et qu'il importe dès lors de faire pression sur les décideurs. Nous nous y employons.

CM - En cultivant des relations privilégiées avec Ecolo ?

OD - Nous sommes totalement indépendants de tout parti politique, Ecolo compris. Notre intérêt l'exige, nos statuts nous en font un devoir. Article 6 : «L'association n'a pas de lien d'ordre politique, idéologique ou philosophique. La qualité de membre effectif ou d'employé de l'association est incompatible avec tout exercice d'un mandat ou d'une fonction politique, ainsi qu'avec le fait de se présenter sur une liste électorale.»

Nous souhaitons trouver dans les partis politiques des relais à nos propositions. Je ne vous cache pas que nous sommes disposés à pratiquer des «discriminations positives» en faveur de partis traditionnels, plutôt que d'ambitionner le seul (et d'ailleurs non automatique) soutien des Ecolos.

CM - Voilà qui est clair. Reste à voir quelles sont vos relations avec l'argent, étant entendu que vous n'échappez pas à la sphère marchande. Comment sont financées les campagnes souvent spectaculaires de *Greenpeace* ?

OD - Il est arrivé que *Greenpeace International* nous aide (sa contribution a été de 8 millions en 92), mais à partir de 93, elle sera beaucoup plus réduite et notre financement n'aura que deux sources : les cotisations, variables selon les ressources des sympathisants; la vente d'objets tels que nos *T-shirts* (à peu près 120 000 cette année).

Nous ne bénéficions pas de subsides et n'avons pas de *sponsors*. En 91 et en 92, personne ne nous a fait un don supérieur à 200 000F, et cela fait tout au plus quatre à cinq personnes. Un impact réduit sur un budget annuel de 90 millions. Nous pouvons donc monter aux cheminées de tous nos donateurs...

CM - Finances transparentes, donc ?

OD - Et comment ! Vous pensez bien qu'avec les puissants ennemis que nous avons, BASF, Monsanto et Electrabel auraient depuis longtemps dénoncé une entourloupe dans nos comptes, s'il y en avait une. *Greenpeace International* nous envoie un réviseur aux comptes chaque année, et j'en suis fort aise. N'importe quel «petit juge» peut venir fouiller dans notre comptabilité, elle est transparente.

CM - Une dernière question sur vos sympathisants/cotiseurs. C'est qui ? Avez-vous un portrait-robot de ces 75 000 cotisants ?

OD - Pas de portrait-robot. Mais une enquête vient d'être faite sur un échantillon de 3 000 membres. Sans avoir de valeur scientifique, elle permet de donner un début de réponse à votre question : 21% de cet échantillon a plus de 55 ans; 23% moins de 25 ans; 66% sont des hommes; 65% sont néerlandophones; 55% ont «un niveau d'instruction élevé».

Précisons que ce ne sont pas ces 75 000 cotisants qui décident véritablement des actions à mener : cette responsabilité appartient aux trente membres effectifs, siégeant à l'assemblée générale de l'asbl, ainsi qu'à *Greenpeace International*, par le mécanisme d'un double veto.

Il est arrivé que certaines de nos actions suscitent des réactions plus ou moins vives, notamment épistolaires. Nous tentons d'expliquer le bien-fondé de nos positions à ces personnes. Si elles ne sont pas convaincues, elles s'en vont. Nous estimons que c'est le prix à payer pour assurer à *Greenpeace* son dynamisme et sa cohésion.

Propos recueillis par Rosine Lewin
(3 novembre 1992)

défense des chercheurs, défense de la recherche et aspiration démocratique
objectif recherche, un nouveau style

pierre marage

La défense et la diffusion de l'instruction et de la science constituaient l'un des drapeaux du mouvement socialiste et ouvrier, apparemment bien abandonné aujourd'hui.

Par ailleurs, l'*establishment* académique et scientifique, défenseur «naturel» de la science et de la recherche, a réagi par la résignation et la passivité aux restrictions des années 80.

Le flambeau semble avoir été repris, avec un dynamisme certain, par une association de jeunes chercheurs, flamands et francophones : *Objectif Recherche*. Leurs pratiques et leur programme associent la défense de la recherche scientifique (y compris la recherche fondamentale et les sciences humaines, qui en ont le plus besoin), le goût de se rencontrer et de communiquer les résultats de leurs travaux, les revendications concernant les conditions de travail et de carrière, l'appel à plus de transparence et de suivi dans l'évaluation des résultats de la recherche, et une promotion active de la vulgarisation scientifique.

Le tout dans un style opportuniste (au bon sens du terme) et accrocheur, très *pro*.

«les chercheurs partent, le cancer reste»

Objectif Recherche est né, fin 1987, de la rencontre de jeunes chercheurs provenant de la plupart des universités francophones et flamandes, exerçant leur activité dans différents domaines de la recherche (sciences humaines, sciences biomédicales, sciences «exactes»). Les années de gouvernement de centre-droit avaient été particulièrement dures pour l'enseignement, la culture et la recherche. Les universités étaient soumises à des «plans d'assainissement» drastiques; les effectifs étudiants croissaient sensiblement, mais les cadres stagnaient ou diminuaient. A l'ULB, par exemple, un professeur sur deux seulement était remplacé lors des départs à la retraite; et on n'engageait chaque année, en tout et pour tout, que six membres du personnel scientifique permanent, pour l'ensemble des facultés !

Le thème de la première rencontre organisée par OR dans les universités, et soutenue par une large enquête parmi les chercheurs, était : «Les chercheurs face à leur avenir». L'enquête révélait que plus d'un tiers des chercheurs avaient des contrats de moins d'un an, que beaucoup de doctorants devaient se contenter d'allocations de chômage (les «boursiers ONEm», comme on les appelle ironiquement), que les conditions de travail et les perspectives de carrière étaient considérées comme très défavorables par beaucoup de jeunes chercheurs, mais que la plupart d'entre eux désiraient néanmoins consacrer leur carrière à la science. De l'avis unanime, le noeud du problème était (et est !) dans l'insuffisance des fonds publics consacrés à la recherche : moins de 0.5 % du produit intérieur brut en Belgique, contre 0.96 % aux Pays-Bas, 1.1% en Allemagne, 1.2 % en Grande-Bretagne, 1.4 % en France (chiffres 1990).

Rien d'étonnant donc à ce que la première action publique d'OR fût une campagne sur le thème *«Les chercheurs partent. Le cancer reste»*, visant à sensibiliser l'opinion et les autorités politiques sur les difficultés rencontrées par la recherche scientifique en Belgique, et en particulier sur l'insuffisance des moyens financiers. Cette campagne était déjà caractéristique du style d'OR : très médiatique, supportée par le slogan le plus porteur (la lutte contre le cancer), et disposant de moyens financiers non négligeables dus à l'appui de l'Oeuvre belge contre le cancer, du CNPS (Conseil national de la Politique scientifique) et du ministre de la Recherche scientifique de l'époque, Ph. Maystadt.

La campagne eut un écho certain, tant dans le public que dans les milieux politiques. Alors que l'*establishment* scientifique et universitaire avait jusque là subi les restrictions budgétaires avec fatalisme, et peut-être même parfois avec un certain plaisir masochiste, on voyait enfin des chercheurs se battre pour défendre la recherche. Le style «Téléthon» de la campagne n'était peut-être pas unanimement apprécié, mais les grands censeurs académiques baissaient pavillon devant le succès. Et, parmi les chercheurs eux-mêmes, on acceptait l'argument de l'urgence de la situation pour justifier le côté un peu racoleur de l'opération.

la «société belge pour l'avancement des sciences»

Le succès de cette première campagne conduisit OR, selon ses propres termes, à développer dès lors son activité selon trois axes : 1) améliorer la communication entre les chercheurs; 2) établir un dialogue entre les chercheurs et les autorités politiques; 3) développer la communication entre les chercheurs et le grand public.

L'originalité du mouvement, qui constitue la *«Société belge pour l'avancement des sciences»*, sa richesse et toutes ses ambiguïtés proviennent du cocktail qu'implique la conjugaison de ces trois objectifs.

L'instrument de la communication entre chercheurs est avant tout la revue trimestrielle *Objectif Recherche*, distribuée gratuitement à 20 000 exemplaires parmi les chercheurs et le personnel académique des universités, avec couverture en couleurs et nombreuses photos (pas vraiment le style militant des années 70 !), et qui en est à son quinzième numéro. Elle contient des articles de vulgarisation et d'information sur des recherches en cours, visant à faire mieux connaître aux chercheurs ce que sont les activités des uns et des autres. Elle contient d'autre part des dossiers et des prises de position en rapport avec la recherche et l'enseignement universitaire, à propos par exemple du statut du chercheur élaboré par la Communauté française, de la perception de la recherche universitaire par les chercheurs et les décideurs de l'industrie, de la situation des chercheurs belges à l'étranger, ou encore de l'organisation de la formation doctorale (la revue contient aussi beaucoup de publicité : il faut bien vivre !).

Objectif Recherche - Focus Research connaît deux éditions (française et néerlandaise), comportant une bonne part d'articles en

commun, traduits ou non. Ce n'est d'ailleurs pas l'un des moindres paradoxes d'OR que le caractère national de cette organisation, qui oeuvre dans un domaine (recherche et enseignement) presque complètement communautarisé et régionalisé. Ce caractère national n'est pas un hasard. Il est un témoignage concret d'intérêt pour l'autre et de rejet des nationalismes, et en même temps le reflet de la pratique professionnelle des chercheurs, qui collaborent chaque jour par-dessus les frontières - y compris la frontière linguistique ! Il est en même temps significatif que les articles soient exclusivement en français et en néerlandais, et non en anglais : si l'anglais est le véhicule de la communication proprement scientifique, c'est aussi une partie du combat démocratique que de défendre la diversité des langues nationales.

les états-généraux de la recherche scientifique

L'action d'OR envers le monde politique (et aussi les autorités académiques) s'est concrétisée notamment à travers la convocation d'Etats-Généraux de la Recherche scientifique, qui se déroulèrent à Bruxelles au Palais des Congrès, le 9 décembre 1989. Le but était de lancer un vaste débat sur les rapports entre la recherche scientifique et la société. Pour préparer la réunion, des assemblées de chercheurs se réunirent dans les universités. D'autre part, sept commissions furent créées : Science et culture; les sciences humaines dans une société *High Tech*; responsabilité sociale des scientifiques; recherche fondamentale et industrie; recherche et communication; la politique scientifique : les acteurs du choix; les chercheurs : formation et conditions de travail. A côté de deux représentants d'OR y siégeaient essentiellement des représentants des milieux dirigeants de l'Université, de l'administration, de l'industrie.

Les commissions travaillèrent fort sérieusement, et remirent le 9 décembre d'excellents rapports, qui méritent d'être lus. Un millier de chercheurs assistèrent aux Etats-Généraux, où pas moins de cinq ministres prirent la parole, tenant des propos encourageants et pleins de bonnes intentions (quant aux actes ultérieurs...). Mais parmi les chercheurs «de la base» présents, beaucoup s'en allèrent assez déçus, avec le sentiment que les «autorités» leur avaient quelque peu confisqué la parole.
Car on se trouve ici devant l'une des contradictions d'OR.

Le mouvement - qui ne comporte pas de «membres» - s'appuie sur

un noyau de personnes très actives (le Bureau national, le Comité de rédaction de la revue), sur des groupes de sympathisants dans les universités, et finalement sur les chercheurs eux-mêmes, dont il est l'émanation et dont il entend transmettre la sensibilité et les revendications. Il est indubitable que, par certains aspects, OR entend jouer un rôle «syndical», de défense des intérêts des chercheurs par rapport aux autorités académiques et politiques. C'est le cas par exemple pour ses prises de position concernant la stabilisation des chercheurs sur contrat, le statut unique du personnel académique, les conditions de travail des doctorants. Ce fut le cas de manière spectaculaire quand OR organisa une manifestation de 6 000 chercheurs flamands à Bruxelles pour défendre le *NFWO* (FNRS flamand), le principal organisme de subsidiation de la recherche fondamentale, menacé par le gouvernement flamand. Sur le plan institutionnel, il faut cependant insister sur le fait qu'OR laisse le rôle exclusif de négociateur aux organisations syndicales reconnues, et est très soucieux de ne pas court-circuiter celles-ci.

Mais les objectifs plus larges du mouvement conduisent également celui-ci à rechercher activement **l'appui** des hommes politiques, des autorités académiques et des instances officielles. C'est en partie cette reconnaissance officielle qui permet à OR de financer ses activités (par exemple grâce au financement par la Loterie nationale de l'édition du *Livre blanc*, et par la publicité dans la revue). OR est donc le lieu d'une coexistence parfois une peu ... compliquée entre une dimension contestaire et une pratique très «institutionnelle», particulièrement frappante dans le cas de son activité de vulgarisation scientifique.

la vulgarisation scientifique

On se rappelle les festivités royales en 1991. Avec le sens de l'opportunité qui le caractérise, OR suggéra, organisa et coordonna à cette occasion les activités de vulgarisation scientifique qui se déroulèrent pendant plusieurs mois, et en particulier les animations à destination de plusieurs dizaines de milliers de personnes qui eurent lieu les 20 et 21 juillet dans le Palais 11 du Heysel, rebaptisé «Palais des Sciences et des Techniques». Le choix de participer à ces festivités à la gloire de la monarchie, surtout peu de temps après le refus du roi de signer la loi sur l'avortement, pouvait ne pas aller de soi pour tous les membres d'OR. Mais c'était probablement une occasion unique à saisir pour promouvoir OR comme organe de vulgarisation scientifique, et lui assurer une certaine permanence et un financement.

Le noyau de permanents du secrétariat national d'OR et les personnes engagées pour la circonstance se tirèrent brillamment de cette tâche gigantesque. Ce succès fut le point de départ de plusieurs autres initiatives en termes de vulgarisation scientifique, en particulier le *dino-mail* : à l'occasion de l'exposition «Dinosaures» au Musée d'Histoire naturelle de Bruxelles, plusieurs centaines d'enfants entrèrent en contact épistolaire, puis direct, avec de «vrais» chercheurs (de toutes les disciplines), qui les initièrent à la méthode scientifique à travers un grand jeu d'enquête sur les dinosaures. Aujourd'hui, OR s'engage très activement en faveur de l'installation à Bruxelles d'une Maison des Sciences, lieu permanent d'animation et de vulgarisation.

L'activité de vulgarisation est étroitement liée, pour OR, à la défense de la recherche et des chercheurs. Non seulement, bien entendu, parce que la vulgarisation permet d'espérer un soutien du public pour la recherche. Mais, beaucoup plus profondément à mon avis, parce que la combinaison de ces différentes activités fait partie d'une même cohérence démocratique.

une cohérence démocratique

Il est frappant de constater combien la gauche institutionnelle (PS, syndicats) néglige, pour ne pas dire a abandonné ce qui faisait l'un des grands idéaux progressistes : la défense et la diffusion de l'instruction et de la science. N'y aurait-il plus d'obscurantisme à combattre ? Et l'égalité des citoyens serait-elle réalisée devant le savoir ? Bien sûr, la CGSP-Enseignement en particulier reprend les revendications des chercheurs et des universitaires, et les défend bien au-delà de ce qu'ils représentent en termes de nombre d'affiliés. Mais de même que l'organisation syndicale dans son ensemble se désintéresse largement du combat pour l'enseignement et la culture, de même elle semble ne s'intéresser qu'à la recherche appliquée et technologique (et encore, bien trop peu !), et se désintéresser de la science comme valeur culturelle. Les causes de ce désintérêt mériteraient d'être analysées, notamment dans une perspective historique. S'agit-il d'une tradition ouvriériste et anti-intellectualiste ? Y a-t-il influence d'une conception technocratique, laissant aux «spécialistes» la totale responsabilité de la réflexion sur la science et la politique scientifique ? Est-ce lié à la difficulté de définir des objectifs syndicaux en termes, par exemple de «contrôle ouvrier», sur le fonctionnement de la recherche ? Toujours est-il que le domaine scientifique est, de fait, abandonné à l'Etat, aux

autorités académiques et technocratiques, aux groupes économiques.

Quant au milieu académique, il fait certes partie de sa déontologie de défendre et de promouvoir la recherche, et en particulier la recherche fondamentale. Cette défense, si elle est sincère, n'est cependant pas sans ambiguïtés : pour les autorités scientifiques et universitaires, la défense de la recherche est aussi celle de leur position sociale privilégiée et de leur pouvoir. Et parfois elle donne l'impression de ne pas nécessairement passer par la défense des chercheurs eux-mêmes, surtout les jeunes ! Enfin, il s'agit souvent d'une action feutrée, entre gens hauts-placés, qui n'ont pas le «mauvais goût» de s'adresser directement à l'opinion publique.

OR, organisation de jeunes chercheurs ou de chercheurs ne faisant pas (ou pas encore ?) partie des milieux académiques dirigeants, s'attache par contre à faire appel directement à l'opinion publique, et à mobiliser les chercheurs eux-mêmes : enquêtes et campagnes, Etats-Généraux, réunions d'information avec des hommes politiques dans les universités à l'occasion des élections du 24 novembre 1991, élaboration d'un «Mémorandum sur la recherche scientifique» publié à l'occasion de la formation du gouvernement (et dont les éléments ci-dessous sont extraits).

OR se singularise aussi par la volonté de lier la défense de la recherche (en particulier la recherche fondamentale), avec la revendication d'un contrôle démocratique sur l'utilisation des moyens mis à la disposition des chercheurs, et avec une action de vulgarisation visant à armer les citoyens pour leur permettre de s'exprimer quant aux choix de nature scientifique et technique.

Il existe une continuité entre les différentes composantes de la recherche, de la plus appliquée à la plus fondamentale. Il est indispensable, pour assurer la vigueur de toute la recherche (et la qualité de l'enseignement supérieur), que puisse se développer une recherche «pure et désintéressée», comme on disait autrefois, échappant aux contraintes politiques et économiques.

Il est donc inquiétant de constater la double dérive que connaît notre pays. D'une part, les moyens (insuffisants) attribués à la recherche ont tendance à se porter de plus en plus sur des projets de recherche appliquée. D'autre part, les sources de financement se politisent : la part de l'Administration et des cabinets ministériels ne cesse de croître par rapport à celle des agences scientifiques

Joseph GHIN, gravure (eau-forte).

indépendantes comme le FNRS (la multiplication des niveaux de pouvoir en Belgique ne fait d'ailleurs que renforcer cette évolution : OR a compté pas moins de quinze ministres ayant, en 1991, la recherche scientifique dans leurs attributions, aux niveaux national, communautaire et régional). Ces deux tendances se renforcent mutuellement, puisque les crédits en provenance directe des ministères sont naturellement destinés à la recherche la plus appliquée; l'instabilité et l'irrégularité de ces crédits sont d'ailleurs incompatibles avec le développement d'une recherche à long terme.

OR précise donc sa principale revendication (Développer la recherche scientifique) en insistant sur le soutien à apporter par les pouvoirs publics à la recherche fondamentale, ainsi qu'aux sciences humaines (plus délaissées encore que les sciences fondamentales «exactes», davantage liées aux technologies).

OR accompagne cette revendication quantitative de celle d'un meilleur suivi et d'une évaluation des projets et de leurs résultats par des personnalités scientifiques compétentes : il s'agit à la fois de combattre le développement d'un certain clientélisme politique, et d'assurer un meilleur contrôle et plus de transparence démocratique dans l'utilisation des fonds que la société attribue à la recherche scientifique.

Bien sûr, la science doit également accepter de soumettre son propre fonctionnement à la critique et à l'interrogation (rôle des réseaux d'influences, enjeux de pouvoir, effets de mode, conservatismes, etc.). Il faut ici combiner la réflexion critique des chercheurs eux-mêmes sur leur pratique sociale, et l'examen par des instances extérieures. Mais, en même temps, il faut défendre, sans complaisance et sans démagogie, une des caractéristiques essentielles du fonctionnement de la science, fondement de sa liberté : le jugement par les pairs de la valeur **scientifique** de ses productions. On retrouve chez OR ces deux soucis.

Enfin, c'est explicitement dans une optique démocratique qu'OR entend promouvoir la vulgarisation scientifique :
«C'est toute la population qui doit être prenante dans cette société scientifique et technologique : pour cela, il faut comprendre, être informé, être impliqué, et capable d'exercer un certain contrôle. Il faut donc s'attaquer à "l'analphabétisme scientifique" ambiant, en définissant aussi bien le niveau de connaissances scientifiques et techniques que l'on attend d'un enfant qui sort de l'école primaire que celui d'un universitaire hors de sa spécialité.

Mais il faut aussi développer une politique de vulgarisation, ou plutôt de formation continuée du public, afin de permettre une réelle implication de tous et une participation aux grandes prises de décisions relatives aux sciences et techniques.»

conclusions : les contradictions d'OR

1. OR se trouve au centre d'une dialectique du subventionnement et de la contestation, comme beaucoup d'asbl dans le domaine social ou culturel : le mouvement a été en effet, dans une certaine mesure, subventionné par des organismes semi-officiels (CNPS, Loterie) et a reçu le soutien de personnalités politiques au pouvoir pour contester le financement insuffisant accordé à la recherche par l'Etat (Etats-Généraux, campagne «Les chercheurs partent»). OR a su intelligemment jouer sur le double registre de l'institutionnalisation et du militantisme pour se faire financer, tout en apparaissant comme suffisamment désintéressé pour rester «crédible» dans les milieux de la recherche. Mais c'est un équilibre difficile...

2. En particulier, les contraintes du financement ont contribué à donner un grand poids à l'activité de vulgarisation, parfois d'ailleurs sous un aspect très «grand public» et presque «commercial». Le danger existe de «perdre son âme», mais si les chercheurs ont besoin du soutien logistique fourni par le secrétariat, et qui dépend largement de l'activité de vulgarisation, le mouvement tout entier repose sur le soutien et la participation des chercheurs.
OR réalise dans le domaine de la vulgarisation scientifique ce que font de nombreuses associations sociales ou culturelles : assurer à moindre coût, en s'appuyant sur l'enthousiasme de bénévoles, une mission de service public mal remplie par l'Etat (et même très mal : pas même un Musée des Sciences !), et qui n'est pas non plus réellement la mission de l'enseignement secondaire ou des universités.

3. OR regroupe des chercheurs qui, sans être hostiles à l'organisation syndicale (certains sont syndiqués et militants, d'autres pas), ne se satisfont pas de son manque de souffle. Si le mouvement reconnaît le rôle incontournable des syndicats dans les négociations avec le pouvoir, il cherche pour sa part à la fois à défendre les chercheurs et à jouer un rôle de *lobbying* visant à la promotion de la recherche dans son ensemble, ce qui n'est pas la fonction du syndicat. Il s'agit donc d'un mouvement à la fois plus «corporatif» et plus large que les syndicats. Cette tentative d'associer la lutte

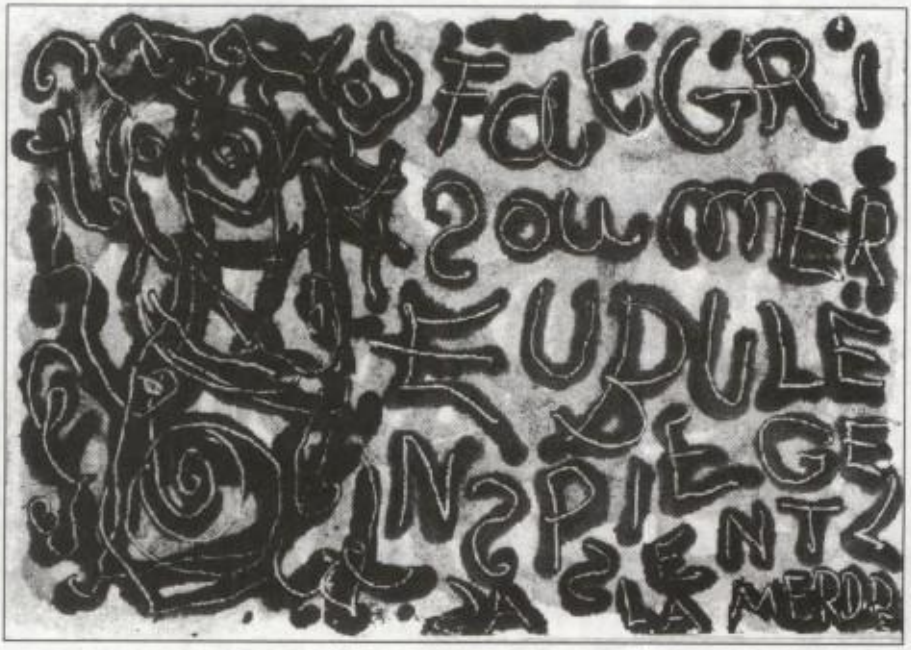
revendicative à des objectifs plus larges n'est évidemment pas unique : les enseignants tentent d'identifier leur lutte catégorielle à la défense de la qualité de l'enseignement, les fonctionnaires se réclament de la défense du service public, etc.

4. On n'a pas développé ici le style d'OR, qui détonne à la fois par rapport au style universitaire et au style militant de jadis. C'est un style qui, tout en restant sobre (on est quand même dans le milieu académique), se veut efficace, agréable, et sans complexe. En fait, ceci est peut-être lié à une conception beaucoup plus ludique à la fois de l'activité militante et de l'activité scientifique, et qui en tout cas reconnaît le plaisir d'être ensemble, de communiquer, de fréquenter des chercheurs d'autres universités, d'autres disciplines, d'expliquer ce qu'on fait et ce qu'on aime.

info

Objectif Recherche , Boulevard du Triomphe, 63 - 1160 Bruxelles. Tél.: (02) 647.77.13
Etats-Généraux de la recherche scientifique, Livre blanc, Objectif Recherche, 1991
Les cinq priorités d'Objectif Recherche - Mémorandum sur la recherche scientifique (octobre 1991)

1. Développer la recherche scientifique et technologique; soutenir la recherche fondamentale et les sciences humaines.
2. Promouvoir la formation par la recherche et le doctorat.
3. Assurer une carrière aux chercheurs.
4. Coordonner les sources de financement; assurer l'évaluation et le suivi.
5. Promouvoir la culture scientifique et technologique dans la société.



Joseph GHIN, monotype.

pacifisme des années 80 : culture politique nouvelle, et d'avenir

entretien avec éric remacle *

CM - Le mouvement de la paix, dans la période récente, au moment de la guerre du Golfe d'abord, et puis aujourd'hui à propos de la guerre civile yougoslave, a paru hésitant, divisé. Est-ce significatif d'une nouvelle conjonture ?

Eric Remacle - En centrant mon propos sur le mouvement de paix francophone et belge que je connais mieux, et en restant donc prudent pour ce qui concerne les mouvements spécifiques et divers en Flandre et en Europe, je crois néanmoins que le constat s'impose aujourd'hui pour l'Europe entière. A ma connaissance, les débats en France, en Italie, en Allemagne... et en Belgique ont pris, à propos des guerres du Golfe et de la Yougoslavie, une tournure semblable qu'on peut symboliser d'une formule : le mouvement de la paix a lui aussi perdu son ennemi.

Ce mouvement s'est construit historiquement dans la guerre froide, et ses composantes, qu'elles aient ou non, selon les sensibilités politiques ou les périodes, montré une attitude favorable ou critique vis à vis de la politique de l'URSS, avaient à l'Ouest un point commun : une attitude extrêmement critique à l'égard des milieux dirigeants atlantiques, et en particulier de leur politique en matière

---

* Eric Remacle est assistant en Sciences politiques à l'ULB.

nucléaire. Avec des évolutions au cours de la période 1950-1980, cette approche anti-nucléaire était aussi en bonne partie anti-impérialiste.

Aujourd'hui, avec la chute du Mur, avec la modification totale des relations Est-Ouest et mondiales, le mouvement de la paix a perdu son ennemi, ses ennemis. Il a perdu également un certain nombre de thèmes qui l'on porté pendant la décennie 80, celle de la dernière grande vague pacifiste, et qui étaient relativement manichéens. Et relativement faciles à populariser : il s'agissait de s'opposer à l'implantation de missiles nucléaires, à la perspective d'une guerre extrêmement meurtrière et totalement destructrice sur le sol européen. L'objectif était clair.

Une telle approche n'est plus du tout possible aujourd'hui : les enjeux sont totalement différents et plus complexes. Au moment de la crise du Golfe, on pouvait encore essayer de simplifier - guerre ou pas guerre - mais, avec la guerre yougoslave, le problème est beaucoup plus difficile. C'est une interrogation beaucoup plus large qu'il faut assumer, interrogation qui est présente dans l'opinion et pas seulement dans le mouvement de la paix : comment peut-on réagir à une guerre qui a des racines internes extrêmement complexes, et imbriquées; et qui n'est pas seulement motivée par les nationalismes outranciers - réels - mais aussi, par exemple, par des stratégies économiques - comme celles de la Slovénie et de la Croatie qui tentent de se détacher des républiques plus pauvres pour se rapprocher d'une Europe occidentale perçue comme le paradis potentiel (prospérité et démocratie) - ou par des facteurs religieux.

Le mouvement de la paix étant lui-même très pluraliste, l'enchevêtrement des facteurs à prendre en compte non seulement demande réflexion mais rend les débat internes difficiles. Par exemple, en Belgique francophone, le CNAPD a organisé en janvier 93 une petite manifestation avec pour mot d'ordre principal d'arrêter la guerre en Yougoslavie par le déploiement de forces d'interposition des Nations Unies, ce qui implique l'accord des belligérants et le statu quo sur le terrain tant qu'une solution politique négociée ne s'est pas imposée. Ce mot d'ordre a été refusé par la FGTB, qui était elle-même divisée entre partisans de l'intervention militaire, visant à imposer une solution politique, et partisans de l'interposition.

CM - La «perte de l'ennemi» est toutefois antérieure à ces évènements. A partir de quand, selon toi, y a-t-il eu fléchissement du mouvement ? Avant, avec Gorbatchev ?

ER - Les mobilisations fondatrices datent de 1979, avec la «double décision» de l'OTAN qui concerne l'installation des missiles; elles s'activent en 1981, au moment où s'ouvrent les négociations entre Reagan et les Soviétiques, pour culminer en 1983, juste avant le déploiement des premiers Pershing américains en Allemagne.

Après ce déploiement et ces manifestations, les Soviétiques quittent les négociations de Genève.

En Belgique, mars 1985 est la date-clé, celle de l'installation de missiles à Florennes. Et Gorbatchev arrive au pouvoir cette année-là, à un moment où le mouvement, en Belgique, a donc connu un revers certain. Mais il n'a pas épuisé sa force, il a toujours «son ennemi». Encore en 85, en 87, les mobilisations continuent donc avec un honorable succès, en Belgique et en Europe. Le Traité de Washington est signé en 1987, et permet le démantèlement des euro-missiles : il peut apparaître comme une victoire du mouvement de la paix ouest-européen.

Mais c'est surtout à ce moment-là que le nouveau discours soviétique apparaît et en phase politique avec le discours pacifiste : paneuropéen, universaliste, ouvert, opposé aux blocs.

Au contraire, à partir de 1989-90, les pacifistes se retrouvent de moins en moins dans un discours soviétique, puis russe, qui devient platement pro-américain. Le changement à l'échelle globale est perceptible : la division du monde a disparu, mais pour céder la place à une forme d'hégémonie américaine qui continue à ne pas plaire au mouvement de la paix.

L'objectif principal est atteint, la situation mondiale a changé : ces deux facteurs jouent désormais ensemble.

Une première phase avait vu le mouvement de la paix porté par la vague Gorbatchev. Et peut-être confortant celui-ci, dès lors que, à partir des années 80, les Soviétiques perçoivent la nécessité d'un changement plus rapide, d'en finir avec «la stagnation», d'abandonner une politique étrangère absurde, mesurent le rôle du mouvement de la paix à l'Ouest, et constatent notamment que les Allemands, dans leur écrasante majorité, en particulier la jeunesse allemande, n'ont aucune volonté agressive à l'égard de l'URSS. C'était psychologiquement essentiel. Signe révélateur de cette liaison, le mouvement de la paix en appelle aux dirigeants de l'OTAN, très réservés envers Gorbatchev au début, pour qu'ils prennent celui-ci au mot et collaborent avec lui.

La deuxième phase, celle des dernières années de Gorbatchev, voit un mouvement de la paix beaucoup moins à l'aise, et encore moins avec Eltsine.

CM - Faut-il dès lors considérer que se clôt à ce moment une pérode commencée avec la guerre froide ?

ER - Oui, mais avec des différences politiques, sociologiques énormes. On n'est évidemment pas revenu à la case départ. Le mouvement de la paix des années 80, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, a été très nettement différent de ses prédécesseurs : ses mots d'ordre présentent un relatif équilibre, il n'y a pas seulement condamnation de la politique occidentale, mais aussi du rôle de l'URSS dans la course aux armements.

C'est dans le cadre des Conventions *END (European Nuclear Disarmament)*, qui réunissaient les mouvements de la paix dits indépendants, que le débat s'est polarisé. L'appel de la Fondation Russell, en 1982, pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne (c'est-à-dire où seuls les pays détenteurs de leurs propres armes nucléaires en conserveraient), renvoyait les deux superpuissances dos à dos pour ce qui concerne la responsabilité de la course aux armements. L'élément nouveau par rapport aux années 60 et 70, c'est que la politique soviétique n'est plus perçue comme offrant un réel contrepoids à celle des Etats-Unis, comme une aide aux forces anti-impérialistes et de libération nationale, mais bien comme une politique de sur-armement inconsidéré, de «bloc contre bloc» et même d'expansionnisme dans le Tiers-monde (à considérer les événements d'Afghanistan, Pologne, Ethiopie, fin des années 70, début des années 80).

CM - Dans ce cadre, quel bilan le mouvement de la paix présente-il en termes de rejets/reconstructions du politique ? Comment peut-il se redéployer éventuellement ?

En particulier, le modèle historique qui a fait émerger et maintient chez nous les partis dans un vaste ensemble d'associations diverses, cercles, mutuelles, syndicats... ne s'est pas reproduit avec le mouvement de la paix, pas même pour le parti Ecolo. Le mouvement est resté très autonome par rapport à tous les partis.

ER - Il faut peut être noter d'abord que, par exemple, le mouvement féministe a été dans le même cas pendant la même période.

La forme traditionnelle est surtout celle du mouvement ouvrier. Or, bien des caractéristiques de celui-ci ne se retrouvent plus dans la société «post-industrielle» et de consommation des pays capitalistes développés.

CM - Mais le modèle était assez général en Belgique. C'est ce que la doctrine des «piliers» met en exergue, avec des variantes constitutives.

ER - Oui d'accord. Je vois plusieurs explications au fait que ce type de construction ne se reproduise pas.

Au plan sociologique, le militant ou le simple manifestant de la paix des années 80 n'a rien à voir ni avec le militant des mouvements sociaux des décennies précédentes, ni même avec le militant du mouvement de la paix des décennies précédentes.

On constate d'abord que dans le mouvement de la paix, l'appareil est très faible au regard de la vague qui le porte, et qui porte le discours politique que cet appareil est le seul à pouvoir mettre en oeuvre. Il y a une dichotomie complète entre le niveau de l'appareil et celui du manifestant ou pétitionnaire moyen qui se rattache au mouvement. C'est une différence nette si on compare aux «organisations bien huilées», aux «troupes bien entraînées» à manifester du passé.

CM - Outre le fait, est-ce un choix ?

ER - C'est en partie un choix, parce que ce type de mouvement correspond bien, sociologiquement, à une nouvelle génération. Une génération relativement prudente par rapport au monde des organisations : ce qui était déjà vrai pour les post-soixante-huitards l'est encore davantage pour les plus jeunes, fort marqués par l'individualisme des années 80. Méfiants vis-à-vis du monde organisé, il sont par contre prêts à se mobiliser, mais pas à «prendre leur carte».

D'autre part, il faut souligner que le mouvement de la paix a eu relativement peu d'assise idéologique, a connu peu de théorisation. Il s'agit d'un mouvement avant tout culturel, humaniste, qui n'a pas le même degré de théorisation que le mouvement ouvrier par exemple. *Soft*, et pointu, centré sur un seul objectif, si on vise les années 80 et la majorité du mouvement.

Enfin, il faut tenir compte du fait que dans plusieurs pays - Belgique, Italie, Allemagne... - le mouvement s'est voulu extrêmement pluraliste. Même si, dans l'échiquier politique, ce sont plutôt la gauche et l'écologie qui l'on soutenu (avec plus ou moins de clarté et de constance), ce mouvement dépassait ce spectre politique en audience dans la population. Ainsi on a vu, en Belgique, des députés du CVP oser manifester avec les pacifistes et même voter non ou s'abstenir au Parlement à propos de l'implantation des missiles. Le

mouvement de la paix a donc cherché à dépasser le cadre sociologique de la gauche proprement dite, et assumé en conséquence un pluralisme (surtout philosophique, laïque-chrétien), qui transcende les «piliers», et également une conception «bloc contre bloc» des rapports gauche/droite.

J'ajouterai que c'est un mouvement qui, dans plusieurs pays d'Europe et malgré les différences, n'a pas pour autant minorisé l'importance politique de son discours, ni le dialogue avec les partis qui pouvaient le soutenir. Il y a évidemment des variations importantes selon les cultures nationales. Ainsi, en Flandre, où la relation avec le monde politique était relativement distante : le mouvement se sentant assez fort, appuyé sur une base large et un pacifisme historique, dictait ses mots d'ordre et invitait à s'y rallier. Par contre en Belgique francophone, comme en Italie, en Allemagne..., il y avait recherche du dialogue avec toutes les forces politiques susceptibles d'appuyer le mouvement. Le fait que de futurs jeunes députés du PS et du PSC, comme Mayeur et Grimberghs, ont été secrétaires du CNAPD en témoigne. Il y avait volonté de développer la relation avec le monde politique et syndical autour de mots d'ordre qui avaient une finalité politique.

Le rapport à l'écologie doit, lui, être situé dans une vison politique plus large. Dans un contexte de morosité politique, de triomphe du néo-libéralisme, de défaite ou de recul de la gauche presque partout en Europe, de profonde recomposition sociologique liée à la crise économique, le mouvement de la paix a été le mouvement le plus semblable ou parallèle. Et porteur d'une relégitimation du combat politique auprès de franges de la population qui n'avaient plus d'autres moyens d'obtenir des succès ou de formuler des espoirs de succès. Cela relève d'une culture politique nouvelle, dont l'écologie est un autre versant.

Les partis écolos n'ont pas été l'émanation du mouvement de la paix, leur électorat ne fait certainement pas le plein de la base sociale du mouvement. Mais ils présentent un élément de convergence, ou relèvent de mêmes causes : l'émergence d'un individualisme de type humaniste, lié au fait que la structure sociale dans les pays capitalistes a été profondément modifiée. La classe ouvrière n'a plus joué le même rôle, elle a dépéri très rapidement, quantitativement, dans les années 80. Il y a mobilisation sur des thèmes nouveaux, qui traduisent les préoccupations de ce qu'il faut bien appeler une petite bourgeoisie, qui devient dominante dans la classe salariée d'Europe occidentale.

CM - Le rapport avec la gauche traditionnelle ne pose-t-il pas le même genre de problèmes ?

ER - Parallèlement, à un moment où les écolos n'étaient encore parfois qu'à leurs débuts, le mouvement de la paix a aussi contribué, dans certains cas, à transformer des partis de gauche traditionnels. Ainsi le *SPD* allemand a-t-il réussi une reconversion quand des gens comme Oskar Lafontaine, notamment, ont pu faire admettre qu'il fallait intégrer au programme *SPD* toute la dimension écologiste et pacifiste.

En Belgique, le *SP* a pris globalement le même chemin, au contraire du PS qui, pour des raisons sociologiques internes, n'a pas pu opérer une telle conversion. Par contre, le récent projet «Dune», promu par son nouveau président, peut s'analyser comme une tentative -certes tardive- d'ouverture à la nouvelle culture politique.

Du côté communiste, le mouvement de la paix a aussi donné une occasion de relégitimation et de rajeunissement. Echec total pour ceux qui se sont simplement situés dans la tradition de fidélité à l'Union soviétique : après la défense des «bons» missiles, ils ont suivi Gorbatchev, mais d'une façon archaïque, en restant d'abord pro-soviétiques (jusqu'à se distancer de Gorbatchev, comme au Portugal).

Par contre l'exemple d'*Izquierda Unida* en Espagne est vraiment intéressant, et doit beaucoup à la mobilisation des communistes dans le mouvement anti-Otan du référendum de 1986. Alors qu'ils étaient sortis très divisés du «carrillisme», cette mobilisation va non seulement permettre de les réunir, mais aussi de leur faire rencontrer des verts et de nouer de nouvelles relations au delà du cercle communiste. Ce qui conduira le *PCE* à être un initiateur de *IU* à la fin des années 80, et à réussir un repositionnement sur l'échiquier politique. Même chose aux Pays-Bas, où *Groen Links* est impliqué fortement dans le mouvement de la paix, et est d'ailleurs membre direct de la Convention *END*[1].

En Italie, le *PCI*, très présent dans le mouvement de la paix et très ouvert de tradition politique, a trouvé dans ce mouvement une part de sa conviction quant à la nécessité de rupture avec l'Union soviétique. Ainsi Berlinguer pose-t-il, dans les années 80, son célèbre diagnostic sur la force propulsive épuisée. Mais surtout, le rappro-

1. ndlr : nous nous permettons de renvoyer à nos numéros 181 (*Izquierda Unida*, octobre 1991) sur l'Espagne, et 171 (*Groen links*, janvier 1990) sur les Pays-Bas

chement avec le *SPD* allemand ne me paraît pas dissociable de l'existence d'un rapport positif semblable des deux partis aux nouveaux terrains de lutte, dont le pacifisme. Sans celui-ci, dans un autre contexte, les différences politiques, notamment sur le terrain socio-économique, auraient été les plus fortes.

CM - Peut-on en déduire certaines similitudes à l'échelle européenne ?

ER - Oui, dans la mesure où le mouvement de la paix des années 80 est l'un des premiers mouvements véritablement européens. Des mobilisations antérieures, pour la défense de l'Espagne républicaine, ou contre la guerre américaine au Vietnam avaient une dimension européenne *de facto* et étaient très globalistes. L'internationalisme et l'anti-impérialisme étaient les références. Tandis que le mouvement des années 80 est le premier à avoir une touche très européenne, à avoir l'Europe pour lieu et pour objet : il s'agit de définir ce qu'on veut pour l'Europe du lendemain.

En France, au même moment et sous certains aspects, seul SOS-Racisme a joué un rôle semblable, et de façon plus limitée.

Le mouvement de la paix a de plus été organisé au niveau européen : les appareils se rencontraient, mais aussi les militants, notamment dans les Conventions *END*. Et il y avait une intéressante recherche de partenaires à l'Est, au demeurant difficile à l'époque, car en dehors des mouvements officiels, relais des Partis-Etats, les mouvements indépendants y étaient très faibles.

La seule exception fut celle de l'Allemagne de l'Est, où le soutien de l'Eglise protestante était acquis, et où ces mouvements furent partie prenante de la révolution de 1989. Ils disparurent ensuite rapidement de la scène politique : là aussi le reflux est manifeste. Il reste donc bien à étudier la distorsion entre la force de ce type de mouvement social, qui réunit l'adhésion de centaines de milliers de personnes, et les difficultés à le traduire dans la classe politique ou dans les choix politiques ultérieurs du citoyen.

CM - Quel bilan fais-tu en termes d'efficacité ? Y a-t-il un rapport avec le reflux relatif à la charnière des années 80-90 ?

ER - Outre les causes globales, internationales du reflux, évoquées ci-avant, il est exact que jouent des facteurs liés au succès précédent. Ainsi, l'articulation d'appareils minuscules et d'une base sociale très large peut tenir un certain temps et en croissance, mais lorsque la vague retombe, elle retombe très bas.

De plus, pour cette base sociale mobilisée sur certains thèmes, lorsque les objectifs paraissent atteints ou lorque ces thèmes paraissent moins prioritaires (par exemple en raison du recul de la menace nucléaire), le changement de préoccupation se produit facilement. Des amis américains soulignent à cet égard que la collecte des ressources par des fondations progressistes est un bon indicateur : aujourd'hui aux Etats-Unis, les fondations qui s'occupent d'écologie reçoivent plus de dons, et celles qui soutiennent des projets sur l'armement nucléaire beaucoup moins. La motivation du progressiste américain moyen de base a totalement changé. Dans ce milieu social-là, on change vite d'engagement, puisqu'on n'a pas «sa carte».

CM - Mais faut-il encore parler d'engagement pour ceux qui participent sans trop s'impliquer dans la durée ?

ER - Vaste débat. En somme c'est la définition même de l'engagement qui a changé. C'est un engagement autour d'une culture politique.

Il y a attachement de cette nébuleuse, qui devient au demeurant difficile à définir tant c'est un conglomérat d'individus, à une culture politique qui peut se traduire en mobilisation sur des thèmes variables. A mon avis, cet attachement peut être qualifié d'engagement, mais il ne s'agit pas d'une carte dans une organisation, ni de l'appartenance à un pilier : on n'est pas membre pour quarante ans de sa vie. Mais on reste quand même dans la culture politique.

Je suis persuadé par exemple que, si la lutte contre le racisme et l'extrême-droite prend de l'ampleur à l'échelle européenne, on retrouvera la mouvance de cette culture politique dans un combat pour des valeurs du même ordre. Ainsi, aujourd'hui en Allemagne, les centaines de milliers de personnes qui manifestent avec leurs bougies contre la résurgence du nazisme me paraissent être les mêmes, ou émaner de la même culture politique que celles qui manifestaient contre les missiles. En tout cas, une bonne partie du substrat culturel est le même. C'est très évident pour ce qui concerne l'Eglise protestante allemande.

Il faut noter que l'homogénéisation d'un tel substrat tient au fait qu'il est organisé en réseau et non en pilier, ce qui en modifie la perception.

CM - Et si c'était à refaire ? Ou plutôt, quels axes peuvent remobiliser à l'avenir ce réseau, étant entendu que l'Histoire ne repasse pas les plats ?

Joseph GHIN, extrait d'*Ubulenspiegel*, gravure.

ER - Il est exact que joue un certain déterminisme. Dans les mêmes conditions, un autre mouvement ne serait pas allé, ou n'irait sans doute pas dans une autre direction. La division de l'Europe a très fortement imprégné le mouvement, même s'il s'est positionné soit par rapport à l'Otan soit par rapport aux Soviétiques.

CM - La prise en compte des rapports Nord-Sud était néanmoins le fait des mêmes milieux, qui soutenaient les ONG, des projets de développement,... Aujourd'hui le problème Est-Ouest est apparemment résolu, ou en voie d'être ramené au précédent. Comment s'organiser demain, à propos des rapports centre-périphérie, en tirant enseignement du mouvement de la paix ?

ER - Il faut noter préalablement que, dans ce domaine, le mouvement tiers-mondiste est encore plus mal armé pour sortir de la guerre froide que le mouvement pacifiste, les deux mouvements ne se superposant d'ailleurs pas totalement.

Le mouvement tiers-mondiste s'est lui aussi fondé sur une dichotomie qui faisait de l'URSS un contre-poids aux Etats Unis. Car *nolens volens* l'URSS a été effectivement un «allié objectif» à de nombreux points de vue, y compris pour l'armement de certains mouvements de libération. Mais on constate que, dans l'après-guerre froide, quasiment toutes les expériences politiques progressistes que soutenait le mouvement tiers-mondiste des pays industrialisés ont échoué, ou ont été balayées.

Algérie, Vietnam, Nicaragua, Angola, Mozambique ... il n'y a pas beaucoup d'exemples de ces régimes qui aient vraiment réussi, aient organisé un réel autre modèle de développement. Certes, une partie des causes d'impossibilité de cet autre modèle est à rechercher dans la structure du commerce international et de l'économie mondiale, dans le harcèlement par les Etats Unis, ou l'Afrique du Sud. Mais en tant que tel, le fait -l'échec d'un certain nombre d'initiatives qui se voulaient progressistes dans le Tiers monde- remet en cause totalement les stratégies tiers-mondistes.

Il s'agit pour elles de se réinsérer dans un globalisme universel, où il est peut-être impossible d'imaginer un développement auto-centré, séparé des tendances majeures de l'économie mondiale. C'est un problème de stratégie énorme.

Je crois en outre que les stratégies de lutte de libération nationale par la voie armée ont souvent mené à des impasses, ou à des perversions autoritaires. Autres grands questionnements.

Et je me demande en conséquence si le mouvement pacifiste *stricto sensu* n'est pas finalement mieux à même d'affronter les changements des années 90 parce qu'il est depuis longtemps porteur du discours globaliste selon lequel «nous formons un village planétaire». Dans cette optique, la chute du Mur était un passage nécessaire, pour arriver à une vision globaliste de la société, et les personnalités et individualités qui se sont pétries de cette culture globaliste sont sans doute mieux placées pour réfléchir aux termes d'un combat pour la paix demain.

En particulier, pour résister au développement de tout ce qui est nationalisme ou tribalisme, remise en cause des solidarités, et que l'on voit réapparaître non seulement en Europe mais aussi ailleurs sur la planète.

Pour un futur et éventuel mouvement de la paix, il y a peut-être là des perspectives et des potentialités : un discours globaliste et de solidarité; pas seulement humaniste, mais également assez concret sur la recherche de modèles de développement, de construction européenne pour battre en brèche la montée des nationalismes. Il y a là un rôle possible pour le mouvement de la paix, mais il faut reconnaître qu'il n'est aujourd'hui pas capable de l'assumer. Dans l'état actuel de ses forces et de sa réflexion, la guerre de Yougoslavie le voit totalement désemparé, et nécessite un requestionnement total. Par exemple sur la façon dont le mouvement de la paix appréhende la légitimité de la violence, de la force armée; ou de l'interventionnisme humanitaire et souvent aussi militaire, comme en Somalie.

Jusqu'à présent, le discours s'est limité à une opposition aux dérives trop évidentes : recolonisation, politique de la canonnière. Mais il reste à retrouver un discours constructif, un équivalent de ce qui fut fort dans le mouvement de la paix des années 80 : pas seulement dire non (aux missiles, ...) mais aussi oui (à une autre Europe, sans murs ...). Même si le Mur n'est pas tombé de la façon souhaitée par les pacifistes.

La contribution à la reconstruction du politique est essentiellement là : une force d'idée, et des réseaux -multiformes, à la base- pour le produire. Réseaux qui n'ont pas disparu, et que je retrouve avec intérêt dans les initiatives de base anti-nationalistes, par exemple à propos de la Yougoslavie, où ils tentent de mettre autour de la table des mouvements des diverses républiques, des forces politiques, syndicales, de la société civile opposées à tous les discours nationalistes.

Structurellement, cela se traduit par une sorte de «passage de témoin» des Conventions *END* vers un nouveau réseau qu'elles ont largement inspiré : l'Assemblée des citoyens d'Helsinki.

On peut imaginer ainsi un embryon de tentative de la société civile de prendre en charge le politique. Outre l'usage contre la menace majeure du nationalisme, ce développement de la société civile devrait être encouragé, pour prévenir un conflit Nord-Sud impliquant l'Europe, à l'échelle de tout le bassin méditerrannéen.

Par contre le mouvement de la paix comme courroie de transmission, ou support de partis politiques, c'est fini.

Le travail en réseau, avec sa base sociologique nouvelle -individualisée par la vie professionnelle et privée- est sans doute prometteur, même s'il risque -à la différence de la structuration en piliers- de marginaliser une partie de la société, de déboucher sur un réseau de la *middle class*.

entretien avec Michel Godard

Joseph GHIN, gravure (eau forte).

des belges dans la guerre d'algérie (1954-1962)

entretien avec hugues le paige

Jean Doneux et Hugues Le Paige ont publié dans la collection Pol-His (en co-édition avec RTBF Edition) un livre intitulé Le front du Nord. *Ce livre, qui fait suite à une émission de télévision, entend sortir de l'oubli un épisode de la guerre d'Algérie à mettre à l'actif de la gauche belge. De manière résolument anachronique par rapport au thème de ce numéro, nous avons voulu faire davantage connaissance avec ceux qui, il y a trente ans, pratiquaient déjà une autre manière de politique, dont le moteur était un internationalisme rigoureux. Nous avons donc rencontré* ***Hugues Le Paige*** *pour nous en entretenir avec lui.*

CM - Première question, qu'est-ce qui motive ton intérêt pour ce sujet ?

Hugues Le Paige - L'idée ne vient pas de moi. Au départ, l'émission de télévision qui est à l'origine du livre est consécutive à un travail sur les réseaux d'aide aux mouvements de libération du Tiers Monde, à l'occasion duquel il fut question de l'aide à l'Algérie. C'est Henri Orfinger qui m'en a parlé, et m'a demandé si le sujet m'intéressait. Oui, bien sûr, d'abord parce que sur le fond, je crois la période historiquement importante, et aussi parce que, au plan personnel, elle représente mes premiers contacts avec la politique. Le premier meeting auquel j'ai assisté, c'est le meeting de Sartre

à Bruxelles; Pierre Legrève, qui en était un des principaux organisateurs, était par ailleurs mon professeur de morale, je connaissais donc certains des protagonistes de cette histoire. Au-delà de l'anecdote, le livre s'inscrit bien, me semble-t-il, dans le projet de Pol-His et de notre émission, puisqu'il participe de l'effort destiné à tirer de l'oubli des pans de notre histoire totalement méconnus.

CM - On peut entrer dans cette histoire de deux côtés : en resituant la guerre d'Algérie elle-même, ou en suivant davantage les milieux belges impliqués dans l'aide au FLN. Commençons plutôt par cette filière. Pierre Legrève fait un constat, cité dans le livre : *«Ce sont des individus et rien que des individus qui ont compris les Algériens»*. C'est en effet l'impression que laisse le livre; les gens dont on parle proviennent de différents milieux, mais s'y trouvent à la limite de la marginalité.

HLP - On pourrait aussi parler d'un rassemblement, d'une collection de minorités. Il s'agit de chrétiens en marge de la politique traditionnelle non seulement de l'Eglise, mais même du mouvement ouvrier chrétien; il s'agit de groupes atypiques, comme le groupe Esprit, très à l'avant-garde à l'époque sur toutes les questions de la collaboration avec les non-chrétiens, complètement laïcs dans leur démarche.

Chez les socialistes, le courant d'aide au FLN est totalement minoritaire et il doit se battre durement contre les positions de l'appareil, solidaire de la SFIO et de Guy Mollet; ce courant se retrouvera autour de l'hebdomadaire *La Gauche*.

Du côté communiste, l'absence d'une prise de position en faveur d'une action directement au service du FLN explique aussi la position minoritaire de ceux qui s'y engagent, sans parler de la crainte d'éventuelles provocations, toujours possibles en cas d'actions clandestines. Le poids du PCF n'est sans doute pas étranger aux positions du PCB; les intrusions directes du PCF dans la vie politique du PCB, liées à la structure du Kominform, se terminent en 1954, mais il en subsiste vraisemblablement des traces pendant les années qui suivent. L'idée de Thorez selon laquelle l'Algérie n'est pas encore une nation, mais est un peuple en voie de formation, cette idée ne semble pas mise en cause au sein du PCB.

Toutes ces appréciations doivent évidemment être soigneusement datées, la perception que l'on peut avoir du combat algérien n'étant pas la même en 1955 ou en 1961 : politiquement, la fondation du Comité pour la paix en Algérie, en 1958, a eu pour effet d'élargir le soutien politique aux Algériens.

Legrève est d'ailleurs bien placé pour témoigner du relatif isolement de ce combat : il a dû faire preuve d'une grande persévérance pour obtenir quelques positions plus officielles de la part de l'appareil syndical.

En dehors de ces «minoritaires organisés», il reste des individus de sensibilité progressiste, frappés par l'événement en tant que tel, surtout par les tortures; la composante humaniste de leur engagement est donc très importante, renforcée par le sentiment qu'une complicité objective unit les gouvernements belge et français - il est intolérable que l'on torture dans les commissariats de Valenciennes ou de Lille, à quelques kilomètres de nos frontières. Certains ont participé à la Résistance, et vivent leur soutien au FLN dans le prolongement de celle-ci.

Restent enfin de plus petits groupes, que je qualifierais de minoritaires par vocation, comme les trotskistes, qui ont décidé d'investir à fond ce terrain politique. Certains ont eu une influence non négligéable sur un dirigeant algérien comme Ben Bella, y compris dans les premiers temps de l'indépendance.

CM - Je ne connaissais pas l'existence de groupes Esprit en Belgique; en est-il resté quelque chose après la guerre d'Algérie ?

HLP - Sans jeu de mot, au moins un esprit. La revue est d'inspiration chrétienne, elle est implantée à Louvain, mais elle s'ouvre rapidement à d'autres milieux, socialistes par exemple, en tout cas non chrétiens. Certains des participants aux groupes Esprit se retrouveront à *La Gauche*, les fondateurs du CRISP sont passés par ces groupes, Marcel Liebman les a aussi fréquentés. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire des groupes Esprit que Marcel a été mis en contact avec les réseaux de solidarité avec le FLN. De manière générale, ces groupes ont représenté un vivier pour toute la gauche belge dans les vingt ou trente années qui suivront.

CM - Dans le livre, vous faites un lien - dans une espèce de continuité militante - entre la guerre d'Algérie et l'indépendance du Congo, l'intervention des mêmes personnes étant repérable dans les deux cas. N'y a-t-il pas là une contradiction avec la caractéristique en principe marginale de l'aide aux Algériens, puisqu'il est aujourd'hui bien connu que toutes les tendances de la gauche belge ont «adopté» soit un parti, soit une personnalité congolaise partie prenante de la Table Ronde de 1959 ?

HLP - Il y a effectivement une indéniable continuité en termes d'in-

dividus - que l'on pense à Van Lierde, par exemple, qui fut très lié à Lumumba. Mais je crois que la différence s'exprime d'une part dans le côté beaucoup plus public des prises de parti en faveur des Congolais, et d'autre part dans la dispersion des forces politiques congolaises, qui permettait à chacun de choisir ses «protégés» en fonction de ses affinités politiques, ce qui n'était évidemment pas le cas pour l'Algérie.

CM - Le livre contient plusieurs citations du *Pourquoi Pas ?* relayant quelques prises de position du Comité pour la paix en Algérie, voire même des réseaux de solidarité avec le FLN. Il y a trente ans, le *Pourquoi Pas ?* n'était donc pas ce qu'il allait devenir, à savoir un organe de presse quasiment poujadiste ?

HLP - Le *Pourquoi Pas ?* a toujours été le journal de la moyenne bourgeoisie bruxelloise, mais il fut aussi un journal libéral dans le sens classique du terme. Et c'est vrai que le journal a dénoncé ce qu'on qualifierait aujourd'hui de bavures policières, ou encore des manifestations de racisme... Cela démontre que le milieu libéral de l'époque n'était pas fermé aux genres de combat dont nous parlons.

CM - On retrouve même le nom de Wilfried Martens dans les appels à davantage d'humanité à l'égard des Algériens...

HLP - Oui, même s'il ne s'est pas vraiment mis en avant, c'est important : il signe un document en tant que président des étudiants catholiques flamands. Il n'est pas le seul politicien issu des rangs du mouvement étudiant catholique flamand et qui a épousé des thèses progressistes dans sa jeunesse.

CM - Toujours sur le terrain belge, mais d'un point de vue qui touche davantage aux institutions, j'ai été frappé par le fait que la collaboration franco-belge était nettement plus ample que de service secret à service secret. Ainsi, lorsque le commissariat de police d'Ixelles est prévenu que des Algériens sont suivis par des gens «louches», ils répondent qu'ils sont au courant - du fait de la Sûreté de l'Etat, vraisemblablement. Que ce genre de renseignements soient diffusés jusque dans un commissariat de quartier en dit long...

HLP - Certainement. Il faut cependant préciser qu'il ne s'agit pas de n'importe quel commissariat, puisque de nombreux étudiants algériens liés au FLN vivaient à Ixelles. Dans le même sens, il faut relever le témoignage d'Irène Pétry qui a entendu tout à fait par

hasard, en téléphonant au commissariat d'Uccle, une conversation de Madame Legrève écoutée sur un poste voisin, alors qu'on lui demandait de patienter en ligne.

CM - Venons-en à l'action proprement dite. Il y a d'une part le Comité pour la paix en Algérie, formé en 1958, dont l'activité est publique - et contrairement à ce qui se passera quelques années plus tard, à propos de la guerre du Vietnam, il n'y a qu'un comité de ce type - et d'autre part, le ou les réseaux clandestins. Le ou les ?

HLP - Les, sans aucun doute. Le FLN travaillait avec différents réseaux qui ne se connaissaient pas, pour des raisons de sécurité, mais pas seulement : aussi parce qu'ils étaient originaires de milieux totalement disjoints. Le groupe décrit dans le livre, celui de Luc Somerhausen et de Micheline Créteur, était le plus structuré. Le contact français de Somerhausen, c'est Janson. Tandis que Van Lierde, c'est plutôt Jeune Résistance, qui s'occupe de ceux qui refusent de partir faire leur service militaire en Algérie, des insoumis, des déserteurs; ce sont les milieux non-violents qui fonctionnent là. Personne n'a une vue d'ensemble de ce qui se passe, fatalement, ce qui provoque parfois de grosses surprises quand certains apprennent l'engagement d'autres en faveur du FLN, engagement qu'ils avaient sous-estimé, s'ils ne l'avaient pas tout simplement ignoré. Un troisième point de départ, ce sont les amis de Curiel.

CM - Mais Curiel a quand même travaillé avec Janson...

HLP - Oui, mais au départ, Curiel dispose de ses propres réseaux. Janson n'a d'ailleurs que fort peu apprécié le fait que, une fois qu'il a été grillé, les Algériens ont décidé qu'il ne pouvait plus continuer à assumer la direction du réseau, qui a été confiée à Curiel. Pour être complet, il faut également signaler que les Algériens ont souvent fait appel directement à l'un ou à l'autre, ponctuellement, sans passer par les réseaux belges ou français.

CM - Les différences sont aussi d'ordre géographique : au début du livre, on parle des actions de solidarité entreprises à Liège, mais la description de l'action clandestine est nettement plus centrée sur les milieux ULBistes.

HLP - C'est encore un problème de chronologie. La période liégeoise est antérieure au réseau bruxellois. Les Liégeois ont commencé plus tôt, et ont été brûlés. Vaume, Radermacher et quelques autres

ont poursuivi leurs prises de position publiques, et ils ont fait tourner le Comité pour la paix en Algérie. Certains d'entre eux, pas spécialement des Liégeois, ont continué à servir de plaque tournante pour les réseaux Curiel branchés sur les luttes de libération du Tiers Monde.
Ces militants tiers-mondistes ont pour point commun de ne pas s'occuper de l'opinion publique belge. Ils sont au service du FLN pour une cause internationaliste, et même pour quelqu'un comme Legrève, qui est militant syndical, on ne mélange pas les genres, et à l'époque, la priorité, c'était l'Algérie. En 1960, pendant la grève, il va aux assemblées syndicales d'abord pour recueillir des signatures en faveur de l'Algérie. Cette remarque ne concerne pas les animateurs du Comité pour la paix en Algérie, ni les militants liégeois beaucoup plus intégrés dans le mouvement ouvrier.

CM - *La Gauche* est un pôle du mouvement de solidarité.

HLP - Sans aucun doute. *La Gauche* est fondée chez Cudell, à la Maison communale de Saint-Josse, et bon nombre des militants impliqués dans la solidarité avec les Algériens participent à cette fondation. *La Gauche* publiera très régulièrement toutes les informations concernant l'organisation de cette solidarité.

CM - Un mot sur les Algériens eux-mêmes. Est-il vrai qu'ils étaient à la fois reconnaissants aux militants qui se mouillaient pour eux de l'aide qu'ils leur ont fournie, mais qu'en même temps, ils étaient soucieux de tenir leurs propres militants à l'écart de l'influence, peut-être pernicieuse, qu'ils auraient pu subir de la part de ces gauchistes ?

HLP - Nous avons recueilli à ce sujet les témoignages les plus divers. Certains nous disent que les Algériens refusaient toute discussion, d'autres ont le souvenir d'heures et d'heures de discussion interminable - mais les souvenirs peuvent être trompeurs, trente ans plus tard, et les personnalités jouent aussi en cette matière. Il aurait fallu pour répondre à ta question l'avis des Algériens eux-mêmes, que nous n'avons que très peu vus. J'ai rencontré Haroun, qui fut un des principaux responsables de la Fédération de France du FLN, mais nous n'avons pas abordé cette question. Soit dit en passant, Haroun, après avoir été le premier ministre des Droits de l'Homme en Algérie, est aujourd'hui l'un des quatre membres du Conseil constitutionnel qui occupe le pouvoir depuis la mise à l'écart du FLN. Ces hommes ont connu une traversée du désert de trente ans, puisque c'est déjà Ben Bella qui avait écarté les respon-

sables de la Fédération de France. Ils sont aujourd'hui sans tache, mais inconnus de la population algérienne, puisque leur rôle a été gommé pendant la même période. Là, c'est d'histoire occultée qu'on peut parler : le sort de la guerre s'est largement joué en France, et l'argent de la guerre provenait des travailleurs algériens en France. La réhabilitation du rôle des Algériens de France est très importante aux yeux de quelqu'un comme Harroun, et c'est pour cela qu'il s'est montré aussi coopérant à notre égard, pour l'émission comme pour le livre. Il a d'ailleurs lui-même écrit un livre pour raconter cet épisode effacé de la guerre d'Algérie, et il a eu beaucoup de mal à trouver un éditeur.

CM - On peut terminer en discutant la filiation - peut-être un peu trop française ? - entre les militants venus à la politique via l'Algérie, à la fin de la guerre, et les révoltés de mai 68.

HLP -Encore une fois, cette filiation est indéniable pour les individus. Pour une partie de cette génération, le trajet est naturel. Les journaux de lycéens de l'époque sont très caractéristiques; on constate à leur lecture une extraordinaire accélération de la prise de conscience politique, une radicalisation extrême dont l'Algérie constitue le moteur. On passe de dénonciations humanistes contre la torture à l'anti-colonialisme, à l'anti-impérialisme et à l'anti-capitalisme. Et le trajet des rédacteurs de ces feuilles de choux (malheureusement, je ne possède ces renseignements que pour les Bruxellois), montre qu'ils ont joué un rôle majeur à la tête des mouvements étudiants dans les dix à quinze années qui ont suivi. Du côté flamand, le phénomène est le même : les noms que Nagels cite comme ceux de militants actifs dans l'aide aux Algériens, on les retrouve comme leaders des mouvements étudiants dans la suite. Je ne crois donc pas la filiation forcée.

Propos recueillis par Pierre Gillis

Joseph GHIN, extrait d'*Ubulenspiegel*, gravure (eau forte) avec rehaut de gouache.

la poétique de l'allusion, du procédé au problème, de la technique à l'idéologie

jan baetens

L'auteur du présent article fut de l'équipe de Conséquences, le magazine des objets réfléchis. *Cette revue de critique littéraire, ou plutôt «textuelle», et - hélas - aujourd'hui disparue, se plaçait dans l'après-coup du Nouveau roman. Elle était pluridomaniale - écriture, plastique, BD, photo - et accordait, comme l'indiquait son sous-titre, une triple attention : à l'objet matériel, à la critique, et à la relation entre les deux.*

Ce souci de théoriser la fiction, de privilégier les opérations dans le champ de la symbolique et de la représentation demeure ici celui de Jan Baetens. Il vise «l'écrivain», mais on verra sans peine qu'il suffit de penser «homme politique» pour bénéficier d'un éclairage théorique original sur l'écart d'avec le citoyen-lecteur.

L'allusion, pour beaucoup, est seulement affaire de style. Pour qui s'intéresse aux enjeux idéologiques de l'art d'écrire, elle pose d'emblée, et sous toutes ses formes, l'épineux problème du rapport avec la culture. S'il refuse de construire cette relation, le texte allusif ne sera jamais compris que par qui a déjà une connaissance des réseaux culturels. S'il la construit de manière trop explicite, il bloquera inéluctablement tout effort de réflexion personnelle de la part de son lecteur. C'est entre - et contre - ce double écueil que doit se penser une poétique moderne de l'allusion.

La rhétorique classique rangeait l'allusion parmi les tropes, c'est-à-dire parmi les figures *«rempla(çant) le mot propre par un autre qui y a quelque rapport»*[1]. Plus techniquement, elle la définissait comme un détour de sens consistant à *«évoquer une chose sans la dire explicitement, au moyen d'une autre qui y fait penser»*[2]. Dans le système rhétorique traditionnel, l'allusion était, plus encore qu'un simple adjuvant stylistique, une pratique aussi fort répandue que bien codée, et qui informait un grand nombre de figures plus spécifiques, dont éminemment la périphrase, proliférante chez plus d'un auteur à la veille de la vague contestataire des romantiques.

un épineux problème de lecture

Comme le souligne Bernard Dupriez, l'allusion, grossissant en cela -comme aussi, dans un registre à peine différent, les diverses formes de l'**ironie** un enjeu essentiel de l'art d'écrire, pose immédiatement un problème de lecture et de compréhension, bref de lisibilité : *«il y a ceux qui ne les voient pas et ceux qui en voient partout»*[3].

Or, il convient d'emblée de bien le préciser : si le problème semble aujourd'hui se poser de manière plus aiguë, c'est que depuis la fin de l'ère rhétorique, l'écrivain a perdu ce qui cautionnait jusque-là le recours heureux et réussi à l'allusion: la proximité, moins physique que sociologique, de son lecteur. Sachant éventuellement pour qui il écrit, mais ignorant à coup sûr par qui il sera lu, l'écrivain post-classique se voit interdire l'usage naturel de l'allusion, pour déceler dans cette technique l'un des points névralgiques de toute stratégie d'écriture et de communication.

La pratique de l'allusion, en effet, loin de disparaître des textes lorsque son emploi se mettait à poser problème, s'est essaimée et généralisée, de sorte qu'il n'est pas absurde de poser qu'elle constitue actuellement une dimension absolument primordiale du champ littéraire, non pas en tant que procédé ou régime d'écriture, mais comme mode ou problème de lecture. Dit autrement, s'il est vrai, peut-être, que l'allusion se raréfie comme procédé rhétorique, elle n'en phagocyte pas moins le discours tout entier, dont la perception

1. Bernard Dupriez, *Gradus*, 1981, coll. 10/18, p. 243.
2. *Ibid.*, p. 34.
3. *Ibid.*, p.36.

devient de plus en plus problématique. Tel est en effet l'éclatement ou, plus exactement, la spécialisation des savoirs, telle est surtout la vertigineuse rapidité avec laquelle tout nouveau savoir, à la place de s'agréger aux connaissances existantes, les efface sans pour autant réussir à s'inscrire plus durablement dans l'esprit du lecteur-consommateur, que l'allusion paraît bénéficier d'une manière d'ubiquité. Faute de savoir suffisamment partagé, faute de véritable communication entre auteur et lecteur, le nombre de signes «obscurs» augmente spectaculairement et c'est la totalité des écrits qui, par contamination, se trouve comme minée d'allusions sans fin et d'autant plus interminables qu'on les soupçonne aussi de rester invisibles.

écrire pour soi-même, écrire pour le lecteur

Face à pareille situation, l'écrivain, pour peu qu'il soit conscient de son travail, se trouve acculé à un choix qui n'est pas de détail, l'alternative qui s'ouvre pour lui étant - très schématiquement - la suivante: ou bien il **acceptera** la poétique de l'allusion, c'est-à-dire, en dernière instance, la consécration de la rupture ou de l'inégalité entre écrivain et lecteur, ou bien il tentera de **faire autre chose** (ce qui ne peut pas être, on l'a vu, l'évitement de la problématique).

De la première attitude, les exemples sont nombreux et variés, en littérature et ailleurs, des postmodernes à la Greenaway, avec leur penchant pour les chapelets d'allusions cryptées, aux bricoleurs de l'Oulipo, qui dérobent aux yeux des profanes, jalousement, lorsqu'il leur arrive de commettre des romans, les rouages de leur horlogerie[4]. La référence ultime - et sans doute la justification profonde - de ce type de cachotteries pourrait bien être Joyce, qui déclarait à propos d'*Ulysse* : «*J'y ai introduit tant d'énigmes et de devinettes que cela occupera les professeurs pendant des siècles à discuter de ce que j'ai voulu dire : c'est le seul moyen de s'assurer l'immortalité*»[5].

Faut-il qu'on s'interroge sur le succès de la formule et du pari ? Après tout l'heureuse issue prédite par Joyce n'était que trop pré-

4. Pour plus de détails, voir l'article de Mireille Calle-Gruber, «Orange: mécanique», in *Conséquences* n°5, 1985, p. 72-83.

5. Cité par S.G. Davies, *James Joyce. A Portrait of the Artist*, Granada, 1982, p. 290.

visible. Les réactions à son livre ont bien montré à quel point une stratégie de communication basée sur l'énigme et la disparité du lecteur et de l'écrivain, arrangeait la position de ceux qui font et défont les postérités : les éminences professorales. Joyce a en effet tout pour les flatter (il fait appel à leur sagacité et les invite à entrer en compétition les unes avec les autres) et rien pour les heurter (il les autorise à s'occuper d'écriture sans qu'elles aient à écrire elles-mêmes).

Qu'il nous soit permis d'opposer - et de préférer - à *Ulysse* un ouvrage comme *Le Centaure* de John Updike, lequel donne, noir sur blanc, la clé de sa transposition du monde antique (à la fin du volume, une liste détaillée met en regard héros et dieux grecs, d'une part, et humbles habitants de la Pennsylvanie de 1947, d'autre part). Insistons-y : cette préférence est **idéologique** avant d'être purement littéraire. Dans la mesure où l'explicitation de l'allusion permet une critique de l'inégalité de l'écrivain et du lecteur (le premier étant jugé, par fausse essence, supérieur au dernier, lequel resterait incapable de jamais «épuiser» la «richesse» injectée dans le texte), dans la mesure aussi, plus généralement, où elle aide à battre en brèche la fausse antithèse de l'écriture et de la lecture (alors que ces deux activités ne représentent que les deux versants indissolublement liés d'une même pratique), il est important de plaider en faveur d'une écriture susceptible d'être comprise, analysée, continuée, voire transformée par son lecteur.

pièges de la clarté

Cette primordiale exigence de clarté, soit la philosophie globale d'une saine gestion des mécanismes d'allusion, ne tarde pourtant pas à se heurter à une suspicion de taille. Nombreux sont en effet les auteurs - à commencer par Mallarmé et son esthétique de la suggestion jusqu'aux divers courants de l'hermétisme qui se sont succédé dans ce siècle - qui prônent les vertus de l'implicite, du voilé, du sous-entendu, seuls capables de faire jaillir le choc de la découverte sans laquelle la parole littéraire se confondrait avec l'«universel reportage» (Mallarmé). La littérature **se mérite** et c'est aux lecteurs de fournir l'effort nécessaire, quelle que soit la difficulté d'accès. Troublante, à cet égard, est la remarque de Vincent Jacq départageant les réactions, ici stimulante à force d'être provoquée par l'abscons, là fade à force de connivence, au «texte» de la culture chinoise : *«(...) d'une certaine façon, Claudel ou Michaux semblent mieux connaître les Chinois en ignorant leur langue que*

Segalen qui avait eu le mérite de l'apprendre.»[6] L'objection en tous cas est claire et mérite de rester à l'esprit de quiconque fait le choix de restreindre l'impact de l'allusif: à trop vouloir limiter l'implicite on risque d'étouffer le mystère qui donne son poids aux lettres. Cette prudence s'avère du reste également nécessaire sur le plan pédagogique : si tout le travail d'explicitation est fait à la place du lecteur, celui-ci a de fortes chances de s'enliser dans la paresse et ne subira aucune injonction forte à écrire à son tour.

Une seconde objection se rapporte à un autre aspect du parti pris de la clarté, dont se souligne alors, non plus le côté peu désirable, mais par contre l'aspect proprement impraticable. Tout tirer au clair, pour autant que ce soit possible, exigerait de tels amas de précisions que l'écriture en serait comme bloquée (elle serait en quelque sorte empêchée d'avancer, à l'instar de la flèche de Zénon) et que les capacités mémorielles du lecteur en seraient vite débordées. Difficulté qui n'a rien de théorique, ainsi que le savent bien tous les écrivains qui arpentent le territoire sans bornes de l'érudition. Que peut-on ou doit-on supposer connu des lecteurs ? Comment formuler ce qu'il est quand même utile de rappeler sans abuser de la patience du public ? Quand faire un tri et quand rechercher l'exhaustivité ? La première réponse est ici tout empirique : il faudra faire comme ceux qui réussissent particulièrement bien cet exercice périlleux entre tous (songeons par exemple à Vincent Jacq, dans l'ouvrage déjà cité, ou encore à Renaud Camus, dans son *Journal* protéiforme[7], qui parviennent tous deux à maîtriser un savoir incroyablement vaste sans devenir lourds ni négliger les contraintes de l'écriture), et ne pas faire comme ceux qui s'embrouillent pitoyablement (laissons à chacun la méchanceté de penser aux exemples qu'il veut). La question de l'écriture de l'érudition, qui relève clairement du problème de l'allusion et dont on peut gager qu'elle sera une des interrogations majeures des années à venir, ne pourra toutefois se résoudre que par le biais de force analyses minutieuses et, si possible, contrastées (car il y a ici autant à apprendre des échecs que des exploits).

6. *Odeur d'encre, odeurs d'îles*, Julliard, 1990, p. 85.

7. Les différents tomes de ce journal sont publiés aux éditions P.O.L.

l'exemple de borges

On ne sera pas étonné qu'une des pièces maîtresses de pareille recherche devra être cherchée du côté de l'oeuvre de Borges. Relisez donc, lecteur, la façon, admirable à force d'être économique en même temps qu'ouverte ou suspendue, dont l'auteur de *La Bibliothèque de Babel*, dans quelques mots de son introduction au recueil, puis dans une courte note à la fin de la nouvelle en question, arrive à dire tout sans couper la parole au lecteur désireux de poursuivre.

N'en disons toutefois pas plus, afin de ne pas enfreindre une des lois énoncées dans les lignes que l'on vient de parcourir.

crise et perspectives du syndicalisme en france

pour une stratégie européenne

jean-louis moynot *

instantané électoral

Le résultat des élections prud'hommales du 9 décembre 1992 donne une image complexe de la crise du syndicalisme en France. Moins de 50 % des salariés ont voté. La CGT, en tête à 33 %, perd encore trois points. La CFDT, à 23 %, gagne légèrement en dépit de la récente démission de son secrétaire général. Force Ouvrière stagne en troisième position, alors que Marc Blondel, secrétaire général depuis trois ans, a imprimé à son organisation un style plus ferme et plus combatif. Le reste, dont le recul de la CGC, est plus classique et appelle peu de commentaires.

Mais pour s'en tenir à ces données principales, une lecture attentive met en évidence des données plus significatives et, à mon sens,

---

* Ancien secrétaire confédéral de la CGT, Jean-Louis Moynot a été ensuite responsable de «Mutations industrielles», un centre de recherche dirigé conjointement par des industriels, des syndicalistes et les pouvoirs publics.
Il participe activement à «Confrontations», le forum animé notamment par Philippe Herzog.
La CGT l'a récemment invité à reprendre la parole à un colloque sur l'Europe qu'elle a organisé. Le texte ci-après reprend cette thématique et la développe.

moins noires. Près de la moitié des salariés ont voté. Certes c'est moins qu'en 1987, mais les conditions matérielles du vote, la notoriété encore imprécise des prud'hommes, de leur rôle et de l'influence du choix électoral sur la qualité des juges, ainsi que les obstacles classiques (accentués dans le contexte du chômage) à ce qu'on use de ses droits quand le patron y est peu favorable, tous ces facteurs sont tels que la participation n'a jamais été comparable à celle des scrutins politiques. Et puis comparons ce qui est comparable : à peine un quart des patrons ont voté. le CNPF devrait s'inquiéter !

La CGT a fait une très bonne campagne, dans un esprit ouvert. Une série d'affiches, où seule variait la sympathique photo noir et blanc d'un travailleur, homme ou femme, de différents âges et styles, disait : **donnez du poids à vos droits, votez CGT**. Gagner des droits et s'en servir, là est toute la question. On peut penser, sous réserve d'inventaire, que la baisse du score de la CGT enregistre l'effet d'une tendance forte il y a quelques années, moindre aujourd'hui, et peut-être susceptible de s'inverser.

L'analyse du vote montre que la CFDT doit sa progression entièrement aux cadres et techniciens, et que plus généralement il s'agit d'un gain «sociologique», dû au développement des catégories qualifiées ou tertiaires parmi lesquelles son influence est la plus grande. Les péripéties d'appareil comptent peu au regard des tendances de fond de la «démographie» de l'emploi. Quant à FO, deux hypothèses méritent l'attention : l'une serait que les salariés ne prennent pas au sérieux la fermeté affichée (donc rien de changé) ; l'autre serait que ce qui fait son succès spécifique (caractérisé jadis par le personnage d'André Bergeron) est plutôt le style du syndicat réaliste, réformiste, gestionnaire à souhait. Le successeur, sans doute conscient qu'une modernisation du syndicalisme est nécessaire, n'en perd pas pour autant sa culture. Et faute de convaincre ses camarades de l'opportunité de la moindre évolution structurelle, il tente d'occuper l'espace de la soeur ennemie CGT. Mais celle-ci, en dépit de la conjoncture historique et de ses propres rigidités, est moins décrépie qu'il le pense et reste le plus souvent la seule réalité syndicale qui tienne sur le terrain.

Tout cela est bien vite dit. Il faudrait analyser la crise de chaque organisation, de la CGT trop longtemps enfermée dans sa propre mémoire d'un passé mythifié du mouvement ouvrier, à la CFDT qui a perdu la sienne dans les recentrages au carré, par défaut de mouvement social. Mais on le voit, il n'y a pas grand mystère dans

le vote (à plus de 90 % pour les organisations syndicales représentatives) ou dans l'abstention des salariés. Leur jugement est assez sûr.

les péripéties françaises

La manifestation d'une crise grave du syndicalisme en France s'est développée surtout depuis 1981. Mais les prémisses en étaient clairement posées deux à trois ans auparavant.

L'hypothèse qui avait porté le mouvement syndical français, et particulièrement l'unité d'action CGT-CFDT du milieu de la décennie 60 à la fin de la suivante, reposait sur le postulat longtemps vérifié d'un fort mouvement social de masse animé d'un vigoureux contenu de classe. On a beaucoup discuté pour savoir quelle forme revendicative, syndicale, autogestionnaire, politique en fin de compte, devait et pouvait prendre ce mouvement social. La crise économique et les mutations surgissant au milieu de la décennie 70, on s'est beaucoup moins demandé quelles avaient été et quelles devraient être à l'avenir les conditions d'un mouvement aussi fort et de sa convergence unitaire en dépit de tous les débats.

Autogestionnaire utopique de 68 ou prosélyte du programme commun de la gauche, chacun pensait tant soit peu que l'essentiel était de changer les rapports de pouvoir et que l'économie se porterait mieux de la prise en compte des besoins sociaux. Certes, la crise, l'inflation, le chômage croissant faisaient comprendre aux plus réalistes que les marges de manoeuvre, dans un environnement capitaliste concurrentiel, seraient plus réduites qu'en période de croissance et de plein emploi. Les luttes contre les fermetures d'entreprise prouvaient aussi qu'il faut assurer la base économique pour garantir l'emploi et le progrès social. Mais, à la limite, la crise apparaissait comme une preuve de faiblesse de l'adversaire de classe, ou à l'inverse comme une invention diabolique de sa part pour fait pièce aux revendications.

L'élan pris avant, pendant et après Mai 68, a finalement pris la forme de l'hypothèse politique d'une gauche unie autour d'un programme, autour de laquelle (sinon duquel) les forces unies du syndicalisme de classe voyaient un débouché d'envergure aux luttes sociales qu'elles animaient.

Cette hypothèse a fait long feu avec la rupture de l'Union de la gauche dès 1977. La tension et la difficulté croissantes des luttes sociales dans les années suivantes ont épuisé la force du mouvement social. Mais le sens des espoirs antérieurs est resté dans les esprits, sans réflexion approfondie sur les causes et les conséquences de la rupture survenue. L'unité d'action syndicale lui a survécu deux ans. La CGT a connu en 1978 un 40ème congrès dynamique, ouvert précisément sur cette réflexion nécessaire, et qui fait à nouveau référence aujourd'hui. Et «finalement» pour cette époque, en dépit du désastre survenu dans la corrélation des forces sociales et politiques, François Mitterrand a été élu Président de la République, la gauche s'est retrouvée pour gouverner en commun. L'espoir était là, rien n'était tiré au clair sur le fond.

Car le problème n'était pas, comme l'a prétendu la direction du parti communiste, qu'on avait eu le tort de conclure un accord «de sommet». Porté par le mouvement social, un tel accord se justifie et peut réussir. La faille résidait dans le contenu même du programme qui, en dépit de multiples ouvertures, reposait sur une démarche de politique économique complètement en dehors de l'espace et du temps au regard des données de la crise et des mutations en train de se produire.

le fond de la crise

Pour en revenir au terrain syndical, nous avons mis bien trop longtemps à comprendre qu'on passait d'une longue période où les syndicats, portés par le mouvement social, posaient des problèmes aux patrons, à une période où, sous l'emprise de difficultés, de bouleversements majeurs et d'une indéniable déstabilisation, le capital et les directions d'entreprise ont repris l'initiative, alors que les salariés et les syndicats l'ont perdue et subissent. En pratique, les garanties collectives et le droit du travail acquis sur un demi-siècle sont attaqués sur tous les fronts et les stratégies revendicatives traditionnelles sont devenues inopérantes.

Ces derniers éléments d'analyse ne sont pas propres à la France. Ils affectent, pour le moins, tout le syndicalisme européen. Sans entrer dans les innombrables circonstances d'une telle conjoncture, on peut dire que la «révolution de l'intelligence» bouleverse radicalement le sens même de l'organisation du travail, des compétences et de l'emploi. On peut aussi constater que la «mondialisation» du capital et de la concurrence pose le problème de construire de

nouvelles solidarités à une échelle qui se rapproche du déploiement capitaliste. La montée du chômage traduit l'absence de réponses stratégiques et concrètes à ces deux questions menaçantes.

A échelle trop réduite, les Etats-Nations ont perdu la capacité de régulation économique qui en faisait les garants des droits sociaux. Cela s'est joué en France en 1983. Cela s'enregistre aujourd'hui en Italie face aux échéances de l'Union Monétaire. Et cela se vérifie aussi en Allemagne sous le poids de la réunification. La raison d'être, la chance et la crise de la construction européenne se situent précisément là.

Pour traiter véritablement du syndicalisme français dans ce contexte, il y aurait beaucoup à dire sur le «cas» qu'il représente. Il faudrait remonter dans son histoire séculaire pour bien caractériser les racines de ses faiblesses, de sa division, mais aussi des ressorts qui ont fait sa force. Il faudrait aussi analyser ses relations avec le pouvoir politique pendant la décennie écoulée, et les phénomènes récents de désagrégation qui les touchent. Tout cela ne peut trouver place ici. Certains éléments de ce tableau sont sous-jacents aux paragraphes qui suivent. J'ai pris le parti de traiter le problème en termes de stratégie autour de la seule hypothèse qui puisse produire une recomposition des forces : la stratégie des droits sociaux dans l'espace européen.

Ce dont il s'agit, c'est d'une mutation à opérer (et qui s'opérera, mais en des sens différents, avec ou sans le syndicalisme) dans la conjoncture historique de bouleversements rapides que nous connaissons par rapport aux continuités de très longue période.

En gros, le syndicalisme européen est plus que centenaire. Il a connu deux phases successives et différentes, mais qui se sont enchaînées et demeurent, ici et là, mêlées (ainsi du syndicalisme britannique) : le syndicalisme de métier et le syndicalisme industriel. Le premier était fondé sur la fermeture du marché du travail, le second sur la centralité de l'enjeu du salaire. Mais, au-delà de cette différence, ils ont eu en commun une stratégie qui consiste à conquérir puis à figer des normes collectives de travail et d'emploi, uniformes par catégories. C'est cela qui est complètement remis en cause aujourd'hui. Le pacte de solidarité entre les travailleurs doit être d'une autre nature. On peut comprendre que cela situe l'enjeu en termes de survie du syndicalisme après un grand siècle d'existence et un demi-siècle d'institutionnalisation. En résumé, on pourrait dire : «Syndicalisme de métier, syndicalisme industriel. Et après ?»

Joseph GHIN, extrait d'*Ubulenspiegel*,
gravure (eau forte) avec rehaut de gouache.

Cela se joue aujourd'hui en Europe. Les idées qui suivent ont été spécialement écrites pour mes camarades français.

alternative et monde réel

L'alternative à la domination du capital dans la construction européenne ne peut s'inscrire aujourd'hui que dans une stratégie de long terme ; l'efficacité de cette stratégie passe nécessairement par des objectifs concrets, à la mesure des possibilités et des rapports de forces du moment, mais cohérents avec elle ; chaque pas vise précisément à modifier les conditions antérieures pour ouvrir la voie à des objectifs plus ambitieux, dans le but d'imprimer à terme une véritable correction de trajectoire au processus européen.

Il est utile de se convaincre que rien n'est garanti par avance. Car la patience et la ténacité sont primordiales. L'ouverture aux situations nouvelles, imprévisibles, n'est pas moins essentielle. L'avenir et le cheminement sont à inventer en marchant, à partir du monde réel et de la conscience de ceux qui en font partie. Travailleurs et intellectuels, catégories distinctes mais interpénétrées, sont la source de cette invention.

Le sens de l'action, liée aux enjeux immédiats, se nourrit d'une telle recherche ; mieux comprendre les transformations du monde, y inscrire la question sociale, cela met le mouvement en perspective. Concrètement, pour les syndicats et le monde du travail, c'est une nouvelle architecture des droits sociaux qui peut se préciser ainsi à chaque étape, en trouvant les bons compromis, ceux qui consolident l'édifice ou offrent un appui.

Certes, on nage dans l'ambiguïté quand on passe un compromis social dans un cadre institutionnel. Mais c'est la réalité qui est ambivalente, contradictoire, conflictuelle en profondeur. Elle est plus complexe encore que nous ne pouvons la comprendre. La seule possibilité de sortir de l'ambiguïté, de faire face à la permanente remise en question des progrès sociaux antérieurs, est bien de mettre en perspective ambitieuse l'action et les engagements réalistes du mouvement syndical. Cela demande continuité. Il est donc nécessaire que ses engagements soient fiables, aussi durables et constructifs que sa stratégie elle-même.

La vie, l'engagement actif et la recherche m'ont convaincu qu'en dehors d'une telle démarche d'esprit et d'action, il n'y a place que

pour l'illusion ou le désespoir absolu. Sauf à s'y complaire, ni l'éclatement imprévisible des conflits, ni la mise en scène de la lutte de classe ne constituent des réponses appropriées à la situation. Au demeurant, la lutte comme fin en soi et le naufrage dans la compromission sont les deux faces d'une même impuissance. Il y a beaucoup à méditer là-dessus.

Agir dans le monde réel, éviter de s'en échapper, contraint à reconnaître l'existence et l'interaction des autres protagonistes de la question sociale en Europe : patrons, gouvernements, Communauté Européenne. La pure dénonciation doit faire place au bras de fer effectif et au jeu de l'intelligence. En tout premier lieu il s'agit de reconnaître tous les partenaires syndicaux pour ce qu'ils sont. L'émergence du syndicalisme européen implique la convergence de tous vers une stratégie unique de conquête et d'usage des droits sociaux. C'est la condition primordiale - peut-être décisive - d'une correction de trajectoire européenne.

une stratégie des droits

En affirmant la nécessité de conquérir des droits sociaux européens, la CGT a fait un pas essentiel vers cette stratégie. Il reste cependant à préciser son contenu. Pourquoi choisir le terme de «droits sociaux» pour qualifier l'ensemble de ses objectifs ? Parfum de juridisme ? Nouveau démarquage de «l'économie sociale de marché» ? Il est utile de se référer concrètement à la convergence, sur une quinzaine d'années, des syndicalismes allemand et italien pour en saisir le sens beaucoup plus fort.

Le premier, dans le sillage de l'*IG Metall*, a retrouvé la vertu de la force conflictuelle en négociant la réduction du temps de travail et la hausse des salaires en échange de la flexibilité de l'organisation du travail industriel. Ce dynamisme est sans doute lié à la compétitivité de l'industrie allemande, mais il ne se dément pas lorsque le coût budgétaire - et fiscal - de la réunification pèse sur l'économie du pays. En termes stratégiques, l'action a revitalisé la négociation en période de mutations, et la co-détermination sur certaines décisions de la gestion des entreprises a ainsi retrouvé le sens d'un système de droits qui limite l'arbitraire patronal et l'oblige à des compromis sur l'emploi et le travail.

Le second a progressivement inscrit sa tradition latine de lutte dans une stratégie évolutive qui prend le tournant décisif d'une cohéren-

ce nouvelle : celle qui donne la priorité à la conquête et à l'usage des droits (d'information, de consultation, de négociation, de contrôle) permettant d'intervenir dans les changements, d'appréhender leur complexité sans être prisonnier de normes figées et simplificatrices, de négocier sur les terrains concrets et de faire respecter les accords. La *CGIL* a franchi ce pas décisif à son dernier congrès et la fédération unitaire des trois confédérations prendra le même chemin. Le syndicalisme italien avait, il y a peu, retrouvé la force et le nombre d'adhérents qu'il avait perdus dix ans plus tôt. La crise qui secoue le pays aujourd'hui est d'abord celle de sa conduite politique. La gravité de ses conséquences et les choix gouvernementaux concentrent les feux sur la *CGIL*. C'est sans doute un moment redoutable, mais qui rend éclatant le sens, approprié aux conditions de notre époque, de ce tournant stratégique.

La stratégie des droits sociaux qualifie donc une optique proprement syndicale qui associe la puissance de l'action et la consolidation institutionnelle de ses résultats. Elle repose sur un nouveau pacte de solidarité entre les travailleurs, actifs ou chômeurs. Les droits qu'elle tend à conquérir sont conçus pour accroître, dans leur usage intensif, la capacité d'intervention des salariés, non seulement pour la défense immédiate de leurs intérêts, mais pour infléchir les décisions et la gestion qui commandent leur travail actuel et leur avenir.

Elle peut constituer, dans les bouleversements durables de la crise et des mutations contemporaines, une alternative dynamique à la revendication générale de normes de travail uniformes, qui perd toute efficacité et laisse aujourd'hui l'initiative aux patrons.

Elle représente, sans illusion sur un partage du pouvoir effectif, la possibilité d'une voie nouvelle, très ambitieuse, vers une alternative au monopole absolu de la décision patronale. Cela implique sans aucun doute d'assumer, dans les compromis négociés, les contraintes de la compétitivité dans l'économie réelle, mais pour y faire face dans une meilleure efficacité économique et sociale.

Enfin, cette stratégie offre une chance à la construction d'une Europe sociale. En donnant la priorité aux droits comme instruments d'une intervention active, elle ouvre la voie à une nouvelle architecture des garanties légales et contractuelles, qui permet de dépasser la crise patente des systèmes construits dans un cadre national, tout en respectant leur rôle indispensable et les traditions différentes de relations du travail et de protection sociale dans lesquelles ils se sont constitués.

le syndicalisme européen après maastricht

Les deux points qui précèdent peuvent, à première vue, sembler abstraits par rapport à la dureté des temps, à la gravité du chômage, ou à la brutalité antisociale des politiques économiques et budgétaires de plusieurs pays d'Europe. Ils représentent cependant une tentative d'exprimer, de façon très dense, la perspective positive, encore très fragile, qui se dégage de l'expérience syndicale en Europe au cours des quinze dernières années. On en a bien besoin dans le contexte hautement perturbé de l'après-Maastricht.

Il est impossible de réfléchir et d'argumenter en quelques phrases sur l'ensemble des problèmes soulevés par le traité soumis à ratification. Je m'en tiendrai donc à la question centrale de l'union monétaire et des critères de convergence des politiques économiques qui l'accompagnent. Que peut-on faire, dans la perspective d'une alternative, des critiques syndicales sur ce sujet ?

Là où le bât blesse, c'est que les critères de Maastricht, exactement comme ceux des politiques nationales actuelles, ne s'intéressent qu'aux équilibres financiers, budgétaires, monétaires. Car cette Union Monétaire ne surgit pas du néant. Elle est marquée par le sens de tout ce qui l'a précédée et l'environne. En bien et en mal !

L'unification du marché définie par l'Acte Unique, même si elle est d'essence libérale, va plus loin que la levée des obstacles. Il s'agit d'une harmonisation des règles qui conditionnent le comportement des acteurs. C'est ce qui peut en faire l'efficacité positive. Cela implique logiquement de pouvoir gérer les avoirs financiers partout dans les mêmes conditions. Si les grandes entreprises peuvent compenser le coût de gestion des risques de change par des gains spéculatifs, ce n'est pas le cas des petites. C'est fondamentalement pourquoi, dans une perspective d'intégration, la majorité des syndicats européens est en faveur de l'Union Monétaire.

Mais cette Union Monétaire résulte aussi de ce que les gouvernements appellent le «consensus anti-inflationniste» selon lequel l'endettement ne relance pas l'emploi, le rééquilibrage monétaire et financier ne se fait pas naturellement et - au total - plus d'inflation ne produit pas de la régulation conjoncturelle (la relance en période de basses eaux) mais davantage de dérèglement. C'est dans ce deuxième héritage que gît tout le problème, en particulier celui des critères de convergence des politiques économiques. On aurait cependant tort de mépriser l'argument, sauf à jeter par dessus bord

tout ce que nous-mêmes avons analysé de la crise : stagflation, coexistence de l'inflation et du chômage, etc. Mais l'application stricte et brutale des «critères de convergence» produirait, sur les prochaines années, un effet restrictif sur l'activité et les moyens de paiement, qui diminuerait la faible croissance et aggraverait encore le chômage. Au-delà, les effets positifs attendus de ces conditions dites «assainies» restent problématiques. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder la conjoncture économique mondiale d'aujourd'hui, après dix ans de ce consensus, et la position relative de la France devenue championne de l'anti-inflation (position pas si mauvaise, mais toujours fragile dans la concurrence, et au prix du chômage et de l'exclusion).

En fait ces critères sont inatteignables dans les délais impartis ou insupportables pour un certain nombre de pays. Il faudra bien qu'on trouve une solution à ce problème si l'on veut que l'Union Monétaire se réalise.
La récente tempête monétaire et la crise du SME appellent une réflexion approfondie sur le cheminement pour y parvenir. La crise italienne, les difficultés britanniques, la faiblesse de plusieurs monnaies, le déficit budgétaire allemand, les politiques et les luttes sociales que ces situations engendrent, permettent de penser qu'une correction de trajectoire est possible.

Parviendra-t-on un jour à considérer l'emploi comme un équilibre aussi fondamental que la balance des paiements ? On ne pouvait pas l'attendre de la négociation d'un traité entre des gouvernements qui en sont fort éloignés. Il y a nécessité et urgence de lutter pour cela, mais soyons lucides, nous ne l'obtiendrons pas demain matin. L'Europe, même mieux construite qu'elle ne l'est, n'échappe pas à la réalité capitaliste du monde. Ce n'est pas le marché (inhérent comme la monnaie à toute économie développée) qui est néfaste. C'est le déchaînement sans frein des forces aveugles qui s'y déploient à l'échelle mondiale. Même les multinationales s'infligent entre elles les destructions qui en résultent.

Les forces sociales et les instruments d'action pour contenir ces affrontements disproportionnés, pour établir de nouvelles solidarités efficaces, faire une politique industrielle, bâtir une économie mixte européenne, relancer une dynamique de l'emploi en conjuguant les ressources des Douze ne sont pas encore construites aujourd'hui. Mais la chance unique qu'elles se développent passe par la rencontre, et la convergence vers une même stratégie, de celles qui existent aujourd'hui sur une base nationale. Cela impli-

que, au-delà des divergences sur la ratification du traité, que ces forces travaillent ensemble aujourd'hui à une redéfinition des politiques et de la construction européenne elle-même.

une europe démocratique et sociale dans un monde en crise

Comment y parviendra-t-on ? Cela suppose certainement une profonde transformation des forces existantes et de la conduite de leur action. La première exigence est que les citoyens, les travailleurs, puissent être participants effectifs aux débats d'idées, aux décisions, autant qu'à l'action. Il y a évidemment une grande distance entre le milieu de travail, la localité, la Région où la plupart se sentent mieux en mesure d'intervenir, et les sommets institutionnels de l'Europe. Il faudra trouver les relais et les leviers d'action. Il faudra aussi démocratiser les institutions, notamment par le vote des parlements nationaux dans la législation européenne. Mais l'espace européen offre aussi un champ d'initiative et de relations élargi qui peut être favorable à des collectivités de taille réduite. Dans un monde où les poussées identitaires, l'explosion des nationalismes et bien d'autres phénomènes représentent l'envers de la globalisation planétaire, l'Europe peut offrir une chance d'autonomie accrue, dans un cadre assoupli, aux Basques, aux Irlandais, aux Corses et à bien d'autres. Elle est déjà perçue à l'Est et au Sud - en dépit du chômage et de l'exclusion - comme une zone de relative stabilité, permise par l'exercice en commun de la souveraineté des Etats dans un monde où la désintégration est lourde de tous les dangers. Sa cohésion économique et sociale est nécessaire comme point d'appui pour élargir la communauté, l'ouvrir à toute l'Europe, la rendre solidaire des pays du Sud.

En définitive, le problème fondamental est celui de la démocratie politique et de la citoyenneté. Les droits sociaux et économiques en sont un complément essentiel. Mais la décision politique en Europe nous échappe. Ce n'est pas Maastricht qui l'instaure. C'est ainsi depuis le début. L'Europe légifère d'en haut et transforme un assemblage d'exécutifs en pouvoir législatif. Ce n'est pas ainsi que la souveraineté des peuples peut s'exercer en commun. Il faut démocratiser les institutions communautaires pour que l'Europe puisse être, sinon une patrie car les nations demeurent, un espace de citoyenneté commune. La nouveauté encourageante est que les peuples le découvrent.

Il me semble indispensable, sans renoncer à notre attachement aux traditions syndicales et démocratiques françaises, de considérer que les autres traditions nationales de l'Europe communautaire, fussent-elles plus récemment démocratiques, sont aussi respectables et que nous devons accepter d'y entremêler les nôtres. Si notre modèle est bon il s'en enrichira et influera sur les autres. Soyons en convaincus.

C'est aux risques de cette aventure que nous pourrons ensemble faire contrepoids au Capital et reprendre le projet d'une société plus juste. C'est un pari sur l'avenir, comme toute position politique. Je le fais ouvertement, sans lâcher d'une semelle la solidarité avec mes camarades qui pensent le contraire et qui, j'espère, changeront de point de vue au cours des années qui viennent.

Joseph GHIN, extrait d'*Ubulenspiegel*, gravure (eau forte).

mutations du marché et de l'état et construction d'un nouveau concept de politique économique

philippe herzog

Le document ci-après a fait l'objet d'un exposé au colloque organisé à Madrid, du 19 au 20 décembre 1992, par nos amis de la Fundacion de Investigaciones Marxistas *.

L'analyse porte sur trois questions qui s'imbriquent : le diagnostic de la crise très grave et si originale du système économique mondial; les conditions et concepts d'une nouvelle politique économique stimulant la croissance et l'emploi; la construction d'une Communauté de coopération sans domination en Europe.

Philippe Herzog est Eurodéputé, membre du Bureau politique du PCF, et responsable de la section économique du CC.

Les idées qu'il défend ici sont le produit d'une recherche collective de plus de trente ans - on se souvient de l'équipe qui défendit le Traité sur le Capitalisme Monopoliste d'Etat *dans les années 60 et 70 - et d'une expérimentation parallèle dans les luttes sociales et politiques françaises. On reconnaîtra un «style PCF», avec notamment ses ??? revideurs sur l'Europe, et*

* les sous-titres sont de la rédaction des *CM*.

l'inclination à référer à des concepts d'économie politique (toutefois, difficilement évitable chez un économiste !, et limitée ci-après à un paragraphe où il sera question de coefficient et de taux de profit).

Mais on apercevra aussi les signes de ce que l'auteur nomme «l'impatience de lever les blocages politiques et culturelles». *Le forum* Confrontations, *réunissant depuis la fin 1991 des socialistes, des communistes, des industriels et des syndicalistes,... a l'ambition d'affronter ces blocages : crossé par Georges Marchais, Ph.H. qui anime ce forum doit aussi méditer sur leur ampleur.*

ne pas se tromper de diagnostic

Après avoir proclamé la fin de la crise, les dirigeants des entreprises et de l'Etat, leurs experts (dont le rôle est plus important qu'on ne le croit), versent dans le noir, évoquant les années 30. Mieux vaudrait pouvoir prendre la mesure précise de la situation actuelle, de sa singularité, et donc travailler à un éclairage théorique puissant des conditions d'une issue effective.

Sans chercher ici à présenter les principales tentatives émanant de diverses écoles de pensée, je me référerai de façon succincte aux travaux de l'école marxiste de la régulation systémique, qu'impulse Paul Boccara en France. Elle a fourni d'importantes contributions pour un diagnostic rigoureux de la crise actuelle, sur la base d'une redécouverte et d'un vaste développement des études et de la théorie sur les fluctuations cycliques de longue période (dites «cycles Kondratiev»).

Bien que cela reste largement masqué par l'idéologie prédominante, il est difficile de contester qu'une suraccumulation de capital pèse - à l'échelle mondiale, par les énormes exigences de profitabilité qui en découlent - sur les conditions de vie des salariés, des populations, et leur emploi.

D'où cela vient-il ? De la période de l'essor d'après-guerre, qui a pris assise en son temps sur de profondes réformes de structures marquées par l'avancée du secteur public et du droit social, et qui a été stimulé par une reprise démographique.

Deux pressions conjointes ont contribué à développer les tensions sur le taux de profit dans les années 60. D'une part, l'élévation du rapport capital-produit (mesuré en prix constants) liée aux excès de la substitution machines-hommes sur la base du système technique d'après-guerre. D'autre part, la baisse du rapport population active disponible sur population inactive, contribuant au resserrement du rapport profit sur valeur ajoutée. Les difficultés du relèvement du taux de profit, alors que s'accumulait le capital matériel et financier, particulièrement au sein de groupes devenant multinationaux et géants, et au sein du système financier, ont entraîné une «grande inflation» contribuant au relèvement malsain du taux de profit nominal.

La phase de difficultés, disons de crise durable, commence au tournant des années 60/70. Un relèvement spectaculaire des taux de profit a été incontestablement réalisé. Il a pu prendre appui, notamment depuis les années 80, sur deux conditions nouvelles : le relèvement du rapport population active/population inactive, favorisant un relèvement considérable du rapport profit/valeur ajoutée; des innovations technologiques exceptionnelles, dont nous reparlerons, suscitant la mise en place d'un nouveau système technique économisant relativement les moyens matériels et permettant donc un relèvement (quoique limité et pas partout) du rapport valeur ajoutée/capital.

Mais loin de la sortie de crise espérée, ces efforts pour en sortir ont développé en quelque sorte des cercles vicieux qui l'accentuent encore. Les licenciements, le haut niveau et la montée du chômage, la pression sur les salaires, mais aussi le frein sur la demande de moyens de production, les fermetures d'usines et autres dévalorisations de capital, les tendances déflationnistes pèsent contre la croissance de la demande globale. Et d'autre part, une formidable enflure financière, véritable cancer, s'est développée, relançant la suraccumulation de capital financier, et particulièrement de créances, et donc les exigences de profitabilité immédiate, contre l'emploi et l'économie réelle.
Bien sûr, simultanément, l'investissement matériel a pu être relancé un moment. Mais beaucoup plus comme investissement de productivité, contribuant à la réduction d'emplois, que comme investissement de développement des capacités productives.
De plus la pression sur les conditions de vie et d'emploi des salariés engendre des difficultés contre la croissance de la productivité totale du travail humain. Alors que l'argent est partout, les financements font défaut pour l'activité et le progrès social. On parle de pénurie d'épargne.

En fait, la masse d'argent qui s'accumule et circule n'est pas utilisée efficacement. Elle ne génère pas assez de valeur ajoutée globale et de valeur ajoutée disponible pour la vie des gens. Il y a donc à la fois des besoins de financements massifs non satisfaits et des taux d'intérêt surélevés. A force d'éroder l'emploi et la base salaire, le financier mange le réel. Résultat, il y a aussi manque d'épargne, dû au niveau insuffisant des salaires et à la crise de l'emploi.

En lien avec des reprises d'investissements, des périodes de reprise de croissance des débouchés ont pu avoir lieu dans ce contexte de crise durable. C'est ainsi que la demande des pays en voie de développement dans les années 70, et la demande des Etats-Unis dans les années 80, ont contribué à la croissance du commerce mondial. Mais il est frappant d'observer que la vente des produits s'est faite à crédit, et s'est accompagnée d'une accumulation excessive de créances, engendrant finalement les conditions d'une rechute. La dimension financière de la conjoncture de récession, ou croissance très faible, des années 1990-1992, dont on ne parvient pas à sortir, est saisissante. On a vu les Etats et l'énorme machinerie financière publique empêcher de chuter dans une dépression réelle lors du krach boursier de 1987, et réussir à relancer, à crédit. Mais nous sommes déjà replongés dans les excès des Bourses et des surendettements. Avec des dimensions nouvelles : le secteur bancaire a sur-prêté, et délaisse la production; les déficits et dettes publics ont grimpé. Le budget et le crédit public sont happés pour empêcher la chute du marché financier. On a à la fois excès de crédit spéculatif et déflation de crédit *(credit crunch)* pour l'activité réelle. La consommation et l'investissement étant touchés, il y a un énorme problème de débouchés.

les conditions nouvelles des années 90

Le développement de cette crise intervient dans des conditions socio-démographiques, technologiques et financières, foncièrement nouvelles, qui lui confèrent son originalité radicale. L'explosion de la croissance démographique dans le Tiers-Monde d'un côté, appelant équipement des populations et industrialisation; la montée irréversible du travail des femmes, de la demande d'éducation, et le vieillissement démographique, dans les sociétés capitalistes développées, d'un autre côté, s'accompagnant de la progression rapide des services. Ces mouvements entraînent à la fois une exigence massive de créations d'emplois, des besoins de financement énormes et donc de création de valeur ajoutée, et la montée des aspirations à un travail plus riche, à disposer de temps pour soi-

même et pour l'épanouissement de ses capacités dans le travail et dans toutes les activités.

Simultanément nous vivons les débuts d'une révolution informationnelle qui accompagne et dépasse la révolution industrielle, laquelle n'est pas encore achevée. Il ne s'agit plus seulement de remplacer la main de l'homme par l'outil, mais de substituer l'ordinateur à certaines des fonctions du cerveau. Avec la révolution industrielle, une certaine déqualification du travail manuel avait accompagné l'essor de la machine-outil. Mais aujourd'hui, l'informatique suppose au contraire un bond en avant des capacités humaines, de l'amont de la production à son aval. Car pour concevoir et fabriquer certains produits ou services nouveaux, il faut être capable de s'approprier de l'information et de communiquer. Et le débouché de produits complexes et modernes suppose aussi l'essor de services, de réseaux et une qualification de la population.

Les activités et technologies informationnelles rendent possible une baisse durable du rapport capital-produit dans les pays développés. Et celle-ci réduirait la part nécessaire du profit dans la valeur ajoutée. Mais quelles conditions de productivité et de débouché sont-elles nécessaires pour que cela soit compatible avec les besoins d'emploi et les autres demandes sociales ?

Ceci suppose que tende à prédominer un nouveau type de croissance de la productivité. La course à la productivité apparente du travail - remplacer l'homme par la machine - véhicule l'usure de l'homme (et des ressources naturelles) et s'accompagne d'un gâchis ou sous-utilisation des équipements. La productivité totale du travail mesure mieux la productivité effective (production/dépense totale en travail, présent et passé, et non pas seulement en travail direct). Si l'on développait plus les capacités humaines, on pourrait mieux concevoir et utiliser les équipements (la dépense pour l'homme conditionne l'économie relative sur les coûts matériels), et accroître la productivité totale.

D'autre part, le développement des populations sans exclusions permettrait de relever à la fois l'offre et la demande globales. Mais il exige des financements massifs pour la recherche, la formation; des réseaux et du temps libre. Il faut donc pouvoir accroître la valeur ajoutée disponible dans la production et les services, c'est-à-dire la valeur ajoutée moins les investissements matériels et financiers nécessaires.

L'impératif écologique rejoint toutes ces considérations : développer l'homme et économiser les moyens matériels, cela conditionne le recyclage et la régénération des ressources naturelles.

Comme dans chaque contexte de crise durable, la question de structures nouvelles permettant de et incitant à faire prévaloir des conditions nouvelles de croissance est aujourd'hui posée. Et comme chaque fois, les anciennes structures font blocage.

Le développement du secteur public et du financement public avaient permis de sortir de la crise de l'entre-deux guerres. Aujourd'hui, l'inefficacité de ces structures prête le flanc à la privatisation, elle-même facteur d'accentuation de la crise. La vive croissance du marché financier dans les années 80, favorisant l'accumulation à l'échelle mondiale, renforce les exigences court-termistes de rentabilité financière au détriment des populations. L'intervention publique permet d'empêcher la dépression mais elle entretient les cercles vicieux du chômage et de la croissance faible. En effet, comme je l'ai déjà évoqué, la croissance financière publique, le recours des Etats au marché financier, et tous les soutiens publics qui vont avec, s'opposent à la dévalorisation du capital suraccumulé.

la déstabilisation européenne

Dans ce cadre, on peut interpréter les cercles vicieux de la politique économique conduite aujourd'hui dans la plupart des pays d'Europe.

Les politiques dites de «désinflation compétitive» ont conjugué en réalité une déflation salariale et une inflation financière et spéculative. La faible hausse des prix et le maintien de la parité de la monnaie nationale dans un pays comme la France ont permis de masquer la gravité de la montée du chômage, la faiblesse de l'essor des capacités productives, et la crise d'efficacité que mesure la baisse du rapport valeur ajoutée/capital matériel et financier.

La recherche de systèmes de coopération à l'échelle internationale est un des enjeux structurels essentiels d'une sortie de crise. Mais l'architecture et les critères du cadre communautaire n'offrent pas actuellement les conditions d'une nouvelle croissance.
Le système monétaire européen a permis un temps une meilleure stabilité des monnaies, et d'éviter la guerre stérile des «dévaluations compétitives». Mais il a joué de façon asymétrique. Le fort -

l'Allemagne - exportant ses tendances inflationnistes et imposant des politiques plus déflationnistes chez les faibles.
A l'échelle mondiale, comme en Europe, les Etats rivaux ne coopèrent que chacun avec le souci de renforcer des bases de la puissance des groupes industriels et financiers qui constituent des «champions» nationaux, en transférant les charges et en imposant une domination aux autres.

L'UEM façon Maastricht n'est pas le cadre d'une nouvelle croissance et d'un combat contre le chômage. Au contraire, elle veut être un cadre permettant de poursuivre les politiques de «désinflation compétitive». Les «politiques de convergence» sont draconiennes (*cf.* Italie, Grande-Bretagne, Espagne même...). Le but même de la monnaie unique est déstabilisateur. Eliminer les spéculations monétaires avec la monnaie unique, ce n'est pas éliminer les déséquilibres réels. Cela peut les masquer et les aggraver. Au total, nous avons des risques accrus d'exclusions et de polarisations dans l'espace communautaire.

Le marché unique et le projet de monnaie unique permettent certes d'attirer des capitaux vers l'Europe. Voilà le modèle de croissance implicite de beaucoup. Et pourtant... malgré au moins dix ans de pompage des capitaux du monde entier, les Etats-Unis sont en difficulté extrême et en déclin engagé. Il ne suffit pas d'avoir des capitaux, il faut en faire bon usage. Si l'Europe accepte la guerre économique sans contester les privilèges du dollar, comment serait-elle porteuse de nouvelle croissance et d'emplois ? Comment ouvrir des débouchés au Sud, à l'Est, si la Communauté européenne est prédatrice contre d'autres peuples ? Nous sommes importateurs net d'épargne et non pas redistributeur de notre propre épargne. Et nous ne nous ouvrirons pas de débouchés si ceux à qui l'on souhaite vendre ne sont pas capables de produire pour acheter. La guerre économique brise les capacités de production dans les régions et pays faibles.

conditions et concepts pour une nouvelle politique économique

La crise sociale et politique aiguë qui marque la conjoncture actuelle oblige à envisager des changements de la politique économique. Mais la chose est difficile et il ne suffira pas d'ajustements à la petite semaine.

Aux Etats-Unis, Bill Clinton a été élu sur une promesse associant plus de social, plus d'Etat, et une relance. L'Europe, divisée et bloquée, balbutie les mots : initiative de croissance, relance. En France, les principaux dirigeants ne touchent pas au dogme de la politique de désinflation compétitive. Certains trichent, disant que cette politique ayant réussi, on pourrait aujourd'hui envisager une politique de croissance, alors qu'aucune orientation concrète ne sous-tend une telle allégation. D'autres se lancent de façon offensive dans la recherche d'une ligne populiste, exigeant un retour de l'Etat au nom de l'exigence du social et du relèvement de la nation. Les conditions d'un mûrissement idéologique ne sont pas encore réunies, mais la confrontation des idées nécessaire à l'effort de novation peut accélérer le mouvement.

repenser le rapport état/marché

On pressent que la vague néo-libérale des quinze dernières années pourrait commencer de refluer. Mais il faudra plus que des coups de trompette pour faire tomber les murs et faire autre chose.

Cette vague a des fondements profonds : dans la crise de structure, il y a la crise de l'Etat et du financement public. C'est si vrai que ceux -les sociaux-démocrates- qui ont gouverné en commençant par des objectifs de progrès social et par l'extension du secteur nationalisé, ont rapidement fait du libéralisme d'Etat, c'est-à-dire le soutien public au marché financier et à l'accumulation financière.

La perspective de nouvelles privatisations n'est nullement écartée, le risque est inscrit dans la réalité de la montée de la dette publique et de la crise d'efficacité du service public.

Dépasser cette situation exige une novation culturelle à gauche. Les cultures communistes et social-démocrates anciennes font blocage : c'est le moment de les faire bouger en profondeur. Longtemps la culture communiste a opposé non seulement l'Etat au marché, mais aussi l'affirmation des besoins sociaux à l'appropriation effective des enjeux de gestion, et est restée allergique à la mixité du public et du privé. Marx, malgré toute sa science, n'a pu développer sa théorie jusqu'au marché et à la gestion. Et l'URSS a poussé à la caricature l'étatisme, la négation du marché et des critères d'efficacité.

Les sociaux-démocrates n'ont pas été épargnés par cet héritage. Certes Keynes, qui nous a tous imprégnés, a su conjuguer l'intervention publique et l'organisation du marché, avec des réformes

structurelles. Mais le continent sous-jacent - la gestion des entreprises - n'était pas découvert. Les sociaux-démocrates ont épousé l'essentiel de la culture capitaliste de l'efficacité comprise comme productivité apparente du travail et rentabilité des capitaux investis. Assumant la gestion au pouvoir, ils ont cultivé une approche élitaire, repoussant les aspirations autogestionnaires.

De façon générale, l'approche de la politique économique reste enfermée dans le couple marché-Etat. Pour corriger les tares du marché, les gens de gauche ont tendance à intervenir par l'Etat. Mais l'Etat est la garantie donc la condition du marché. Et l'Etat appuie les critères de rentabilité capitaliste en vigueur sur le marché. Certes il a pu longtemps corriger les dégâts sociaux du marché en finançant des compensations. Et il a pu aussi financer le développement de nécessaires activités non marchandes (Sécurité sociale, services publics). Mais cet Etat-là atteint aujourd'hui ses limites. Il est surendetté, ses critères et structures d'intervention ne sont pas adaptés aux défis de la mondialisation et de la révolution technologique, alors que le chômage comme la demande sociale sont explosifs. Aujourd'hui pour boucler ses comptes et payer ses charges financières, l'Etat fait appel aux capitaux financiers et il lâche la protection des gens. On ne renversera pas la vapeur par des incantations.

Mes hypothèses... L'intervention des salariés et des peuples, leur novation culturelle et organisationnelle, peuvent être porteuses d'un nouveau plein emploi dans une vie plus libre et plus valorisante, avec un modèle de développement «non productiviste», c'est-à-dire économe en capital. La mise en oeuvre de critères financiers d'efficacité sociale et de coopérations sans dominations permettrait une relance réussie de la production. Une redéfinition du couple public-privé viserait à établir une prédominance sociale, une maîtrise sociale du marché; l'Etat étant autre, plus public, en raison d'une avancée de la démocratie directe et des solidarités non marchandes. Je reprends ces points.

un nouveau plein emploi

Si la valeur travail n'est plus ce qu'elle était, il n'en reste pas moins que le travail structure toujours l'homme et la société et que le chômage les dévaste. C'est pourquoi la recherche d'un nouveau plein emploi doit être un but social central. Et même, la notion classique de «plein emploi dans une société libre» doit être puissamment étendue et métamorphosée. Etendue aux femmes et aux

populations de la planète entière. Métamorphosée parce que chacun aspire à un travail libre et valorisant, dans un ensemble de relations interactives où la «liberté» n'est pas celle de décideurs face à des exécutants flexibles, où l'on peut choisir de changer d'emploi en cohérence avec la maîtrise d'une vie totale plus épanouissante.

Si l'abaissement du temps de travail est une dimension indispensable d'un travail plus court, ce n'est pas la clé de la sortie du chômage. Elle vise trop court, car elle ne touche pas au but même du travail, ni à la division sociale inégalitaire des qualifications et des rôles. De surcroît travailler moins et gagner moins, partager une masse salariale globale supposée implicitement fixée (on pense à la vieille notion classique de «fonds des salaires»), risquerait fort d'accentuer la division des salariés, de pousser au travail gratuit ou au noir, et de dégrader l'efficacité sociale.

En revanche un travail plus libre et bien rémunéré, dont le but ne soit pas simplement accroître le profit et le capital, mais accroître la valeur ajoutée disponible pour les salariés et aussi pour toute la société; partager les ressources et les pouvoirs de façon à ce que chacun puisse se qualifier et participer à l'exercice collectif des buts et des gestions dans l'entreprise et au-delà : voilà, à mon sens, la voie effective vers un nouveau plein emploi.

En particulier si l'emploi est plus efficace en termes de production de valeur ajoutée, si l'utilisation des équipements étant plus efficace, la part du profit peut être moindre dans la valeur ajoutée, il n'est plus «nécessaire» d'opposer le salaire à l'emploi; l'emploi concourt à la fois à accroître la masse salariale et le prélèvement pour la société. L'emploi efficace est celui où l'homme exerce et développe ses capacités en utilisant mieux les équipements et les ressources naturelles : donc dans un modèle de productivité en mutation radicale.
Et l'on ne s'entre-tuerait pas pour manger les parts de marché comme aujourd'hui, avec le couple productivité apparente du travail contre l'emploi et vente contre dette infligée à autrui. Si chaque peuple peut accroître la valeur ajoutée disponible et l'emploi, l'offre et la demande augmentent ensemble, une réciprocité des apports est possible. Pour aider autrui à pouvoir rembourser l'achat par la vente de son produit, des transferts efficaces doivent être organisés.

Bien entendu ces conceptions entraînent des mutations dans l'or-

dre du droit et de l'organisation sociale et publique. Le droit s'étend de l'emploi à la qualification, à l'information et à la participation aux décisions. Le traitement d'Etat du chômage doit céder la place à un traitement public de l'emploi et de son efficacité : définition de responsabilités sociales des entreprises; solidarités inter-entreprises et services pour élever les rapports valeur ajoutée disponible/population et population active effective/population souhaitant travailler; organisation décentralisée de l'insertion de chacun dans l'emploi et la formation. Mais c'est aussi la formation du salaire, des prélèvements sociaux, et l'architecture de la protection sociale qui doivent bouger, dans le sens de l'intéressement au partage des ressources disponibles et du contrôle social, pour créer emploi et valeur ajoutée en relevant l'efficacité des fonds utilisés.

de nouveaux critères de relance et un nouveau financement

Ceci me conduit à l'articulation de cette politique pour l'emploi efficace, à la conception du financement et de l'organisation d'une relance économique. L'école marxiste de la régulation à laquelle je participe, considère à cet égard comme cruciale la mise en oeuvre de nouveaux critères d'efficacité des gestions. Il s'agit de la valeur ajoutée disponible, du relèvement de la valeur ajoutée rapportée au capital avancé, etc. Pour des décisions de financement et des choix d'investissement visant :

- le financement direct de l'emploi et du développement des capacités humaines sans élitisme ni exclusions;
- une économie des moyens matériels et financiers par rapport au produit, permettant de dégager plus de ressources pour les êtres humains et le recyclage et la régénération des ressources naturelles;
- une coopération, une solidarisation intime des activités humaines et productives impliquant partage des ressources.

Ces critères n'élimineraient pas ceux de la rentabilité capitaliste, intimement liés à la révolution industrielle et à la nécessité d'accumuler des moyens matériels, mais stimulant la recherche d'un nouveau modèle de développement, ils viendraient en coexistence conflictuelle avec eux.

Comment conjuguer nouveaux critères de gestion et conception globale du financement et de la production pour réussir une relance de l'économie ?

Après la «désinflation» qui n'en est pas globalement une, puisqu'el-

le tend à une déflation réelle en ayant fait exploser l'inflation financière, il y a besoin d'une «reflation» réelle associée à une désinflation financière. Comment faire, alors que les entreprises, les banques et l'Etat donnent priorité à l'assainissement des bilans et au désendettement contre toute relance ? Et comment relancer d'une façon qui ne relance pas la bulle spéculative, alors que les décideurs n'imaginent que l'extension des fonds propres et la compression des coûts salariaux ?

Financer l'activité réelle efficace, et donc en particulier l'emploi et sa qualification, ce qui «reflaterait» ensemble l'offre et la demande : voilà la direction à chercher. Pour cela combiner la dévalorisation d'actifs suraccumulés (et donc aussi briser le rôle archi-prédominant du marché financier) sans provoquer une déflation, et développer de nouveaux financements et crédits pour une croissance saine socialement efficace.

Keynes proposait déjà l'extension des débouchés et une autre finance pour atteindre une croissance nouvelle. En son temps, cette équation a été résolue par l'intervention de l'Etat. Aujourd'hui, elle réclame une maîtrise sociale décentralisée des choix financiers et des investissements, et donc un système financier moins étatique et plus «public».

Il s'agit donc de beaucoup plus que casser l'enflure spéculative. Transformer les bases du crédit et de la monnaie tout d'abord. La masse de l'argent des placements liquides actuels serait transformée en engagements de financements de longue portée pour produire plus de valeur ajoutée et d'emploi.
Cela exige une solidarité banques-institutions financières publiques-industries, sur des accords concertés de croissance de la production et des services, avec des montages permettant de réduire les coûts matériels et financiers et de sécuriser des débouchés élargis. Ce qui suppose une fiscalité incitant à produire, à créer de la valeur ajoutée disponible, et dissuadant la spéculation et l'accumulation d'avoirs patrimoniaux ou financiers en excès.

De telles mesures peuvent avoir un effet à la baisse sur la Bourse. Pour éviter la déflation, il faudrait alors mobiliser des liquidités et réserves des sociétés d'assurances et d'autres institutions financières publiques, pour offrir en même temps de nouveaux crédits de trésorerie et des crédits à long terme à taux d'intérêt réduit, soutenant des projets viables de création d'emplois, de productions nouvelles, de modernisations technologiques et de recyclages et

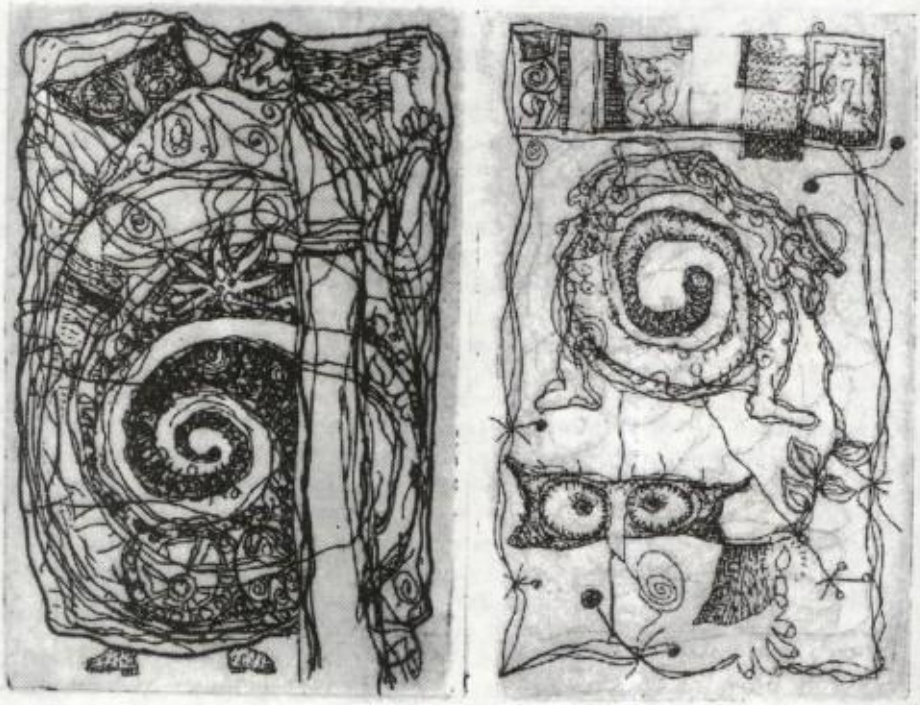
régénérations des ressources naturelles. Ceci suppose une redéfinition de l'économie mixte. Le secteur public, porteur de ces projets et de ces critères, ne doit pas être coupé du privé, mais il doit au contraire y diffuser cette nouvelle culture de responsabilité des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées.

Financer autrement, pour produire plus et autrement. On dit que la production moderne s'inscrivant dans un marché mondial, la guerre économique est une donnée inévitable. Pourtant la guerre pour les parts de marché aboutit à des échecs terribles et dévaste des pays entiers. Certains veulent relancer la notion de «politique industrielle», mais leur vision reste totalement soumise au soutien de groupes «champions» se faisant concurrence à mort, elle n'est pas un projet collectif répondant aux besoins sociaux. D'autres, ou les mêmes, veulent une relance par le financement d'infrastructures. Mais si l'on ne produisait pas autrement, cela déboucherait sur l'échec, une relance de dettes sans dynamique viable de production. Certes les besoins d'infrastructures et de services sont massifs, mais ils sont impossibles sans productions, pour la bonne raison qu'ils en consomment, et ils ne constituent pas, par eux-mêmes, un débouché suffisant et auto-entretenu.

Il y a besoin de définir une politique de développement de l'entreprise qui prenne appui sur des services efficaces et sur une organisation sociale de marché. Résoudre le défi du passage de la recherche à la production, en redéfinissant tout son rôle social (qualification, santé, alimentation, information, travail autrement, développement mondial), et en organisant le partage des coûts et la diffusion en coopération pour pouvoir produire. Dans le même esprit, remonter à l'amont (partage des coûts pour recyclage-régénération) afin de résoudre le défi écologique, et non pas se cantonner dans le principe pollueur-payeur. Donner à la coopération pour produire autrement une définition locale et régionale, et donc l'inscrire à part entière, avec les responsabilités d'entreprises que cela exige, dans un nouveau concept d'aménagement du territoire. A l'aval, coopérer pour créer des marchés. Par exemple, à l'Est et au Sud, non pas financer pour privatiser, rentabiliser ou détruire, mais établir une coopération humaine, réelle et financière, pour accroître l'efficacité et les capacités productives.

une nouvelle économie mixte

On le voit, une responsabilité sociale des groupes multinationaux, un partenariat social avec les PME, une rénovation des services



Joseph GHIN, extrait d'*Ubulenspiegel*,
gravure (eau forte).

publics sont alors nécessaires. Et ceci m'amène au défi d'une nouvelle économie mixte.

La redéfinition du rôle des salariés et des populations est au coeur de cette recherche d'une autre économie mixte. Dans notre société, les rôles sont répartis comme on sait : aux uns la conception et la gestion, aux autres l'exécution et la revendication. Le droit et l'Etat garantissent le partage des rôles et les conditions du traitement des conflits. La mutation de la société qu'accompagnent les débuts de la révolution informationnelle appelle le développement des capacités humaines. Les tentatives pour l'inscrire dans de nouveaux modèles de relations sociales sont le plus souvent en échec. Elaborer un nouveau contrat social, c'est un enjeu révolutionnaire. Changer le travail c'est aussi partager les rôles : chacun doit pouvoir s'informer, se former, et participer aux décisions. Ce faisant, c'est aussi la coupure du privé et du public qui doit éclater. Le privé, quant à soi, et le public, délégué à l'Etat, sont à dépasser ensemble; chaque individu devant pouvoir librement être capable d'initiative publique. Il ne s'agit pas d'éliminer les patrons et l'Etat, mais de répartir et partager les pouvoirs sur toute la population.

Comment concevoir, dans cet esprit, la rénovation du secteur et du service publics ? L'expérience française des nationalisations de 1981 est amère. La leçon principale en est que des nationalisations sans pouvoir social et sans nouveaux critères de gestion ne peuvent réussir. Et au lieu de camper dans l'indécision, dans la fiction selon laquelle on ne touche plus à la frontière public-privé, alors que la privatisation gagne dans les faits, il convient de s'attaquer à cette frontière de tout autre façon.
Traditionnellement le service public non marchand a été voulu isolé du marché (exemple : l'éducation), et le secteur public marchand a été cantonné à l'équipement de réseaux et à la fourniture de moyens matériels à faible coût. Aujourd'hui la révolution informationnelle appelle le développement effectif des populations, à considérer comme le réseau collectif fondamental. Le non marchand ne peut plus rester isolé du marché : par exemple un jeune formé mais chômeur par carence d'emploi qualifié, c'est intolérable. Et l'équipement, sans service de qualité nouvelle fourni à tous les usagers, particuliers et entreprises, est sous-efficace. Un vaste essor du non marchand et du service public sont nécessaires, mais avec un public allant au marché et au privé, pour diffuser les buts sociaux, l'éthique de responsabilité et de solidarité, les critères d'efficacité sociale. La décentralisation et l'internationalisation indispensables du secteur public viseraient alors non pas le soutien à l'accumula-

tion de capital et à sa rentabilité, mais le développement des populations et de leurs capacités à produire plus et mieux.

construction d'espaces de coopération ouverts

pour une nouvelle croissance : le cas européen

Pour sortir de la crise mondiale, une coopération intime des peuples est nécessaire : la maîtrise technologique et financière nécessaire pour un nouveau type de croissance, le développement du Sud et de l'Est appellent, chacun le perçoit, non pas seulement des initiatives locales et nationales, mais leur concertation et leur solidarisation dans des institutions communes servant des objectifs communs.

On ne saurait trop souligner la nouveauté radicale des problèmes posés. Pour aborder ces questions, nous véhiculons tous un héritage culturel axé sur le couple marché-Etat. Or le marché aujourd'hui est un marché de chômage et non de croissance, et l'Etat associe des correctifs sociaux insuffisants ou même pervers (accentuant la précarité sociale) au soutien actif d'une croissance financière quelque peu cancéreuse. Une certaine science-fiction a pu rêver d'un gouvernement mondial vertueux. C'est pousser la délégation des pouvoirs à l'extrême et ne pas affronter le défi de la maîtrise décentralisée de l'organisation du système mondial. Beaucoup plus concrètement, on aborde maintenant le défi de la construction de zones d'entente et de coopération entre peuples que rassemblent l'histoire et la géographie. Mais quels sont les concepts de marché et d'institutions en vigueur, leur efficacité pour unir vraiment des populations, tout en respectant leurs diversités, et pour une croissance réelle viable créatrice d'emplois ?

Un problème central est celui des critères de la coopération politique et économique. Cherche-t-on à faire un bloc, une puissance, face au monde extérieur ? Par exemple faut-il aller vers un monde où trois zones de puissance, autour des Etats Unis et du Japon, et en Europe, formeraient des blocs rivaux mais alliés, imposant de fait leur domination aux autres ? C'est une vision empreinte d'un passé rétrograde. Nous voulons un monde fait de zones d'ententes multiples et interactives excluant la domination sur autrui. Ce qui remet aussi en cause une coopération fondée sur les seuls modèles de marché et d'organisation politique prédominants.

Par exemple fabriquer un marché unique et un Etat fédéral en Europe, aller vers une unicité confondue avec l'union, alors qu'il s'agit de nations plurielles, c'est imposer des contraintes déflationnistes sur les régions faibles et nier les différences. Ratifié ou non, le traité de Maastricht est mal parti. L'union politique ne peut être fondée que sur l'adhésion et l'initiative des peuples eux-mêmes, et non pas sur la non entente d'Etats rivaux et cherchant à reporter les problèmes sur autrui. L'union économique et monétaire ne peut servir la croissance de chacun que dans la coopération pour la mise à niveau de chaque région, et non sur l'obligation de s'aligner sur les conditions monétaires du plus fort.

Nous cherchons donc une union fondée sur l'autonomie et la solidarité des Européens autour d'objectifs communs de progrès social et de coopération sans domination. C'est un renversement d'optique : l'Europe sera le projet des peuples eux-mêmes ou ne sera pas. Et sur quoi fonder l'identité, l'appartenance commune, sinon autour de l'exigence sociale fondamentale ? Conjuguer les efforts vers un nouveau plein emploi, pour créer plus de valeur ajoutée, en partageant les coûts et en organisant le débouché, au sein de l'Europe et avec les populations en attente de développement, au Sud, à l'Est : voilà à mon sens le coeur, aujourd'hui absent, d'un défi européen.

Quant à abaisser les frontières, il faut rehausser et réinventer le droit et la démocratie. Mais avec quels modèles ? Les identités, les capacités humaines, le marché du travail, sont principalement nationaux. Leur internationalisation n'est ni spontanée ni rapide, même quand le capital circule à grande vitesse et le commerce chevauche les territoires. Il ne faut pas un modèle unique de droit social en Europe, et il est dangereux d'établir un droit minimum unique qui risquerait de dévitaliser les droits nationaux plus élevés. En revanche, l'entraide pour élever tous les droits nationaux et établir des droits communs quand c'est nécessaire offrirait de beaux mobiles de conquête sociale et donc d'esprit communautaire. La liberté de circuler et de s'établir est un progrès - en principe, c'est certain - mais il ne peut accomplir ses promesses sans s'imbriquer à un droit d'insertion dans l'emploi, d'information et de concertation transfrontières. C'est pourquoi établir la faculté d'initiative des populations locales et régionales, des salariés des sociétés multinationales, pour forger et accomplir eux-mêmes des projets communs porteurs d'emplois et d'avancées sociales, ce qui suppose aussi leur contrôle des financements et de leur utilisation, c'est pour moi le levier de l'Europe de demain. Ces coopérations inter-régionales

et inter-entreprises au service de schémas de développement porteurs d'avantages mutuels permettraient aussi d'établir des règles et des objectifs de services publics et de réseaux publics sur l'espace européen.

La migration des populations, qui a commencé, redouble l'exigence de nouveaux modèles de développement. Plus on saurait créer de valeur ajoutée en économisant du capital, plus on saurait consentir des transferts efficaces pour la croissance des populations. L'Allemagne accueille massivement des immigrés en provenance de l'Est. La France, l'Europe du Sud en recevront demain plus encore du Sud. Les peurs, la xénophobie, les ruptures sont déjà là. L'approche humaniste de l'immigration correspond à l'intérêt à long terme : il faut accueillir. Encore faut-il maîtriser un processus où les coûts sont à court terme, alors que les fruits de l'industrialisation et de la modernisation des pays d'origine et de leur stabilisation démographique sont à moyen ou à long terme.

L'intégration des immigrés, l'acceptation des différences culturelles, et si possible leur mixage, imposent d'immenses efforts. Et le défi crucial d'une coopération visant rapidement à permettre aussi à ces populations de pouvoir travailler et vivre chez eux n'en est que plus urgent. Il s'agit moins pour ces peuples de renvoyer des produits chez nous à bas prix pour payer leurs dettes, que de pouvoir développer un marché chez eux, en produisant en conséquence, avec les avances de fonds et l'annulation de dettes et de charges qu'offrirait une coopération bien comprise. Les coûts de celle-ci se partageant : dans la Communauté européenne, partageons les coûts pour la partie Est et son ouverture, mais en retour l'Allemagne aussi doit partager les coûts d'une nouvelle coopération massive au Sud.

La mise en cause de l'Etat-nation n'est pas due qu'à la contrainte liée à la mondialisation. Les modèles politiques et institutionnels sont en retard profond en regard de la société à l'âge de la révolution informationnelle. C'est pourquoi transposer à l'échelle européenne le modèle ancien de couple Etat-Marché ne résoudra pas le problème démocratique. Au contraire, cela accentuerait les excès de la délégation des pouvoirs et les inégalités et tensions sociales. Le cadre de Maastricht n'amorce en rien le dépassement des monopoles décisionnels et de la conflictualité aiguë des groupes multinationaux et des Etats. Que l'on raisonne en termes de cartel des Etats, de supra-Etat, ou d'Etat plurinational, on reproduit les mêmes difficultés. Il y a certes une dimension étatique et inter-étatique de la coopération. Mais pour forger de nouveaux buts sociaux, des

accords de coopération sans domination, il faut des conquêtes de démocratie directe exercée par les peuples, et leur contrôle sur les appareils d'Etat et sur leurs dirigeants élus. C'est dans cet esprit que nous travaillons non pas seulement à définir un partage de compétences entre des élites opérant à des niveaux verticaux différents, et à fonder un concept de subsidiarité, mais aussi et plus encore à construire des institutions nouvelles transversales permettant l'initiative des salariés et des populations depuis le local, la région et la nation, jusqu'aux dossiers européens et mondiaux. Et cette coopération directe, dont les élus devraient être les auxiliaires, nécessite des pouvoirs de contrôle sur le Conseil des Etats et la Commission. Ceci dessine une visée confédérale interactive de l'Europe et non pas fédérale et déléguée.

Les buts sociaux, la méthode démocratique, conditionnent la capacité de promouvoir de nouveaux concepts, un nouveau cadre, pour la croissance et l'emploi en Europe. Je ne reviens pas sur le diagnostic critique qui me conduit à refuser d'accélérer la marche dans le cadre conçu à Maastricht, mais au contraire à construire de nouvelles options. Et comment opposer encore l'initiative nationale et l'initiative européenne ? La même approche qui part dans ce pays de l'exigence sociale d'emploi, de vie plus libre sans exclure quiconque, entraîne à la fois des changements de la politique nationale et de la politique qui anime la participation à la construction européenne.

Concevoir une autre finance pour une croissance saine et la création d'emplois nouveaux viables : cela concerne chacun et tous les Européens ensemble. Dès maintenant on pourrait couper le crédit pour la spéculation, établir une taxation concertée des mouvements de capitaux, transformer le SME.

Et ceci dans une autre approche de l'UEM. Le présupposé selon lequel seule une monnaie unique peut être envisagée doit sauter. Et il ne s'agit pas de réintroduire l'acceptation d'une dérive inflationniste et de dévaluations répétées. Il s'agit d'établir la primauté de l'objectif emploi, et donc du besoin de reflation en coopération pour une croissance saine, impliquant désinflation financière. Avec la monnaie unique en 1997-1999, les déséquilibres se régleraient par chômage massif dans les parties faibles et par déplacements de populations, dans une zone où les écarts de productivité sont massifs. Les expériences, allemande aujourd'hui, italienne hier, devraient donner à réfléchir.

Par contre il faut explorer sérieusement l'hypothèse d'une monnaie commune. Elle pourrait avoir une double définition : écu courant (panier), écu constant (sur la référence réelle d'un pouvoir d'achat constant du P.I.B. communautaire). Emise par un Fonds monétaire européen, elle servirait à la fois à protéger les monnaies nationales contre les désordres monétaires - les parités étant quasi-fixes mais ajustables - et à financer des programmes communs de développement créateurs d'emplois et concourant à une convergence réelle des économies avec mise à niveau des parties faibles. Simultanément, une politique du rapport de l'écu au dollar et au yen deviendrait possible, impliquant maîtrise des flux de capitaux avec l'extérieur. De toutes façons la transformation du SME est un enjeu incontournable, bien avant 1997, sinon il se disloquera.

La question du marché unique n'est donc pas bouclée. Sa maîtrise sociale, la taxation concertée des revenus financiers et des mouvements de capitaux, la redéfinition des ratios et règles bancaires, le développement des fonds communs, des programmes de coopérations réelles : tout ceci reste à faire.

En même temps, les peuples du Centre de l'Europe, ceux de l'Est et du Sud frappent à la porte. Or l'on voit les risques d'une Europe faite de cercles concentriques : un bloc dominé en fait par l'Allemagne, mais une Allemagne en crise; un premier cercle de satellites Centre et Nord; un deuxième cercle quelque peu mexicanisé à l'Est. Par exemple, l'accord instituant l'EEE entre 19 pays européens, avec le marché unique étendu mais sans entrée des pays de l'AELE dans l'union politique, est déjà source de chômage et de tensions sociales graves dans les pays concernés. Les accords d'association de la C.E. avec des pays de l'Est accentuent le dumping qu'opèrent ces pays pour pouvoir s'ouvrir des débouchés, ainsi que la chute des échanges Est-Est, la privatisation avec casse et non pas le développement des capacités. Jacques Attali propose d'établir un marché commun continental et une Confédération paneuropéenne. Mais appartenir à une vraie Confédération, ce n'est pas faire antichambre auprès d'une Europe de l'Ouest faisant bloc. Et dans un marché commun où existerait un bloc Marché unique, le reste serait semi-colonisé. Pour ouvrir la C.E., il faut la changer : maîtrise sociale du marché, approche confédérale en son sein.
Avec le Sud, c'est un partenariat extrêmement intime qui est nécessaire, mais lequel ? Le rapport au Maghreb entretient des spécialisations nocives et une carence de coopération. Le Moyen-Orient est chasse gardée des Etats-Unis. Et les accords de Lomé avec l'Afrique sont de plus en plus insuffisants et inadaptés face au

drame de ce continent. Une Europe porteuse de coopération effective et massive, sans tuteur américain, non alignée, contribuerait à relever le défi d'une nouvelle civilisation.

confrontations et nouveaux modèles d'organisation politique

Ces idées sortent d'où ? D'une recherche collective sur plus de trente ans et d'une expérimentation dans les luttes sociales et politiques sur la même période. Elles expriment, cela étant, l'impatience de lever les blocages politiques et culturels qui s'opposent à leur fructification.

On ne saurait trop souligner les dangers de la conjoncture actuelle et des année 90 devant nous; et le besoin d'apports humanistes et progressistes novateurs et dynamiques, pour construire à long terme mais aussi pour fonder des décisions immédiates.

La contradiction entre la durée des mutations culturelles et l'agir immédiat ne nous échappe pas. Qu'il s'agisse de promouvoir un nouveau rôle social et politique des salariés prenant appui sur la conquête de pouvoirs, d'établir un contrôle public sur la finance et l'appareil d'Etat, ou de la faculté que se donneraient les peuples d'auto-organiser leurs rapports internationaux : c'est un processus révolutionnaire sur plusieurs générations.

Notre espoir est que la société étant en mutation potentiellement beaucoup plus mûre qu'on ne croit, de premiers pas sont en fait possibles dans ces directions. C'est pourquoi nous accordons beaucoup d'importance à la confrontation des idées la plus large et la plus libre, où nos idées prendraient une place et se féconderaient avec d'autres; beaucoup d'importance à bénéficier des riches motivations et informations des mouvements sociaux.

Quant au changement nécessaire et radical des conceptions du pouvoir, et des modèles d'organisation politique, qu'implique une issue positive à la crise, nous nous attelons en même temps à le provoquer. Ce n'est certes pas là la chose la plus facile.

La vidéo vous intéresse ?
Vous êtes amateur ou professionnel...
Vous désirez un travail de qualité !
Alors ceci vous concerne !

– MONTAGES – COPIES –
– FORMATIONS –
(week-end, semaine, vacances, journée ou soirée)
– REPORTAGE –

en

VHS – UMATIC SP – V8 – HI 8 – BETAMAX

Notre studio est équipé de magnétoscopes, de moniteurs, de consoles de montage, d'une table d'effets spéciaux, d'un générateur de caractères, d'une chaîne hi-fi, d'une table de mixage son...

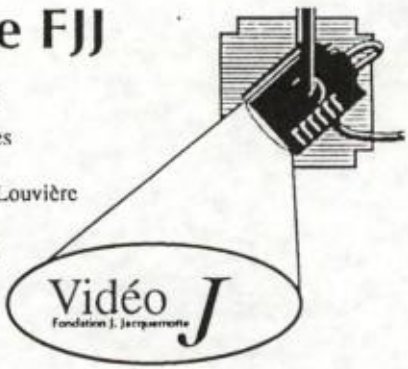
Le tout est **accessible à des prix forts concurrentiels**

Alors n'hésitez pas, ... un renseignement ne coûte rien !

STUDIO *J*

33, rue de la Caserne à 1000 Bruxelles – Tél. : 02/512 13 66

Médiathèque FJJ



Renseignements, prêt, vente, location :

Bruxelles – 1 rue de la Roue, 1000 Bruxelles
02/512 07 04
La Louvière – 34, rue d'Abeville, 7100 La Louvière
064/22 21 95
Liège – 102 rue Saint-Léonard, 4000 Liège
041/27 76 78
Huy – 43 av. des Fossés, 4500 Huy
085/21 24 90

MEDIA

Maman, la télé me regarde
(M.J. Jamar, 1991).
Sujet : l'impact de la télévision sur les jeunes enfants
Prix *Education permanente* du 17e festival international du court-métrage de Mons (1992).

Qu'est-ce qui se passe avec mon poste ?
(J.-C. Lamy, 1984)
Sujet : l'information à la télé, vue avec humour et perspicacité.

Dis-moi ce que tu lis ? (J.-C. Lamy, 1985)
Sujet : la fiction et l'humour au service d'une étude sérieuse sur les difficultés d'existence d'une presse progressiste dans notre pays.

IMMIGRATION

Du couscous sur les ondes
(M. Popovitch, 1985, fiction)
Sujet : un groupe de jeunes maghrébins décident d'employer la vidéo pour mieux se faire comprendre et pour mieux analyser, eux-mêmes, les problèmes qu'ils vivent.

SOCIAL-HISTOIRE

Il y a trente ans ... la grève
(J.-C. Yu, 1992)
Sujet : la grève de l'hiver 1960-1961; le rôle des syndicats; 1 million de travailleurs en grève; le régime en danger.
Interviews de : R. Deprez (histor.); P. Harmel (Min. Gvmt. G. Eyskens); M. Baiwir, J. & M. Dussart, M. Fonteyne, J. Lemaître, R. Thielemans, J. Yerna (militants syndicaux).

Travail et Santé
(Cl. Schmidt et C. Van Cutsem, 1987)
Sujet : est-il possible de joindre, à l'entreprise, travail et santé ? Des travailleurs s'interrogent.

CULTURE

Maîtres du monde (Y. Hanchar, 1989)
Sujet : le sponsoring culturel ... comment en bénéficier ? Quel intérêt pour les entreprises ? Face à la caméra, des cadres d'entreprises s'expliquent.

A vous de jouer (Y. Hanchar, 1986)
Sujet : né de la crise, le théâtre-action exprime la réalité sociale, politique et culturelle... dénonce, accuse, revendique, interroge, recherche.

livres

ma vie de militante

1er tome (1907/1945),

madeleine jacquemotte-thonnart

Collection «Vies de femmes», Editions Université des femmes, 1992 - 228 pages, 400 F.- 1a Place Quetelet - 1030 Bruxelles. Tél.: 02/219.61.07

Ce livre résulte d'une rencontre exceptionnelle entre trois éléments. Le premier - tout à fait déterminant - est le fait qu'une militante veuille à 85 ans publier ses souvenirs évoquant les raisons de son engagement au parti communiste dans les années 30, et témoigne ainsi de son expérience de combattante antifasciste et de prisonnière politique.
Le deuxième est la volonté d'un mouvement féministe de «*réintégrer les femmes dans le champ de l'histoire tout entier*»; il édite à cet effet une collection intitulée «Vies de femmes», où celle de Madeleine devait trouver sa place.
Le troisième enfin est l'intérêt porté aux mémoires de Madeleine Jacquemotte-Thonnart par un historien belge de l'occupation 40/44, spécialiste de «la traque des Juifs».

C'est à cette rencontre, ni fatale, ni fortuite, que l'on doit de pouvoir lire le premier tome de *Ma vie de militante*, édité par l'Université des femmes qui s'en explique dans un avant-propos de Nadine Plateau, et préfacé par Maxime Steinberg.

Le témoignage de Madeleine Jacquemotte-Thonnart est, note M.Steinberg, *«un combat de la mémoire»*. Combat contre la banalisation ou l'escamotage des crimes nazis, qui prend aujourd'hui une nouvelle signification. Mais combat aussi d'une mémoire historienne et presque ethnographique, pour reconstituer le monde bourgeois et protestant de Liège avant la première guerre mondiale. La minutie des descriptions de l'auteure est pétrifiante, qu'il s'agisse des petits métiers qui peuplaient les rues liégeoises à l'époque, ou de la végétation du jardin familial. On a l'impression de revivre dans un décor authentique la vie active, confortable mais laborieuse, de cette extraordinaire tribu de rouquins qu'était la famille Thonnart.

La rupture est brusque sinon complète avec la chaleur et la cohésion familiales, quand Madeleine vient enseigner à Bruxelles, nantie d'un diplôme de docteur en philo germanique. Très vite, «l'oie blanche» prend une conscience aiguë des périls que représentent la montée de l'hitlérisme, le putsch de Franco contre la République espagnole, la pusillanimité de gouvernements occidentaux plus opposés au bolchevisme qu'au fascisme.

L'engagement de Madeleine est total; il se situe dans un contexte qui ne souffre pas de demi-mesures, un contexte marqué (au delà de l'environnement de Madeleine) par la personnalité de Fanny Jacquemotte. Le rayonnement et le dynamisme contagieux de cette jeune femme née en Bessarabie, adhérant au communisme à Paris, expulsée de France et devenue à Bruxelles l'épouse d'un neveu de Joseph Jacquemotte resteront une donnée de l'histoire de l'antifascisme dans notre pays. Sa mort à Auschwitz à l'âge de 35 ans n'y change rien. Maxime Steinberg note à ce propos *«le paradoxe du racisme nazi»*, qui *«fait assassiner cette dangereuse adversaire communiste pour sa chimérique identité juive.»* Certains gloseront sans doute sur le caractère chimérique de l'identité juive de Fayga Beznos; il est incontestable que c'est en tant que communiste qu'elle s'est battue contre l'idéologie et le système nazis, c'est avec sa conscience politique qu'elle a choisi son camp et assumé les risques de son combat.

Viennent alors, après le pain quotidien de la clandestinité sous l'occupation, l'arrestation de Madeleine et les vingt et un mois de sa captivité. Des caves de la Gestapo à la prison de Saint Gilles, du camp de Vught à celui de Ravensbrück : un lien en dépit de la diversité de ces «sites» - celui de la privation de liberté. Un objectif constant chez l'occupant : casser la condition humaine des détenus.

L'auteure le souligne elle-même : elle ne se raconte pas, elle porte témoignage. Un témoignage scrupuleux, factuel, d'où émerge une certitude, qui est aussi une grande leçon : c'est la solidarité et la volonté de rester des êtres pensant et luttant qui ont permis aux prisonniers des camps de la mort de parfois survivre.
Sans ces survivants, sans leurs témoignages, l'entreprise des «révisionnistes» qui contestent notamment l'existence des chambres à gaz, aurait triomphé.

Nadine Plateau a eu raison d'écrire, au nom de l'Université des femmes : *«Ce texte* (Ma vie de militante) *constitue un document exceptionnel, non seulement en tant qu'écrit produit par une femme, mais aussi parce que le récit de Madeleine Jacquemotte nous restitue une personne en devenir ayant échappé aux contraintes traditionnellement féminines et qui a su utiliser les espaces de liberté pour* ***faire*** *l'histoire».*

R.L.

un autre regard sur le développement en afrique

kabou a., comeliau c. *et al.*

textes présentés par P. Géradin,
ICHEC-tiers monde, CNCD, Bruxelles 1992

Les ouvrages consacrés au développement de l'Afrique qui ne sacrifient ni à la spécificité culturaliste, ni au pessimisme européocentrique sont rares et méritent d'être signalés. C'est le cas de celui-ci. Il s'agit des actes et documents d'une journée de réflexion sur l'avenir de l'Afrique et des relations Nord-Sud tenue à Bruxelles le 4 avril 1992.

Les auteurs viennent d'horizons et de lieux fort divers, mais tous ont en commun une vision de *«l'Afrique en marche... dans des initia-*

tives qui partent de la base et sont porteurs de formes d'un développement original». Tous acceptent le bilan très lourd des trois décennies d'indépendance et ne ménagent pas leurs critiques, tant à l'égard des élites et des dirigeants africains que des organisations nationales ou internationales de coopération. Sur ce point nous avons retenu le texte d'Axelle Kabou, sociologue camerounaise et auteur d'un ouvrage courageux et provocant : *Et si l'Afrique refusait le développement ?* (L'Harmattan, Paris, 1992). L'auteur critique le «culturalisme», montre les incompatibilités entre certains traits fondamentaux de la culture africaine, e.a. les recours aux croyances et aux pratiques de la sorcellerie, et les exigences du développement d'une économie moderne, et demande aux élites africaines «*d'assumer les valeurs du changement*» et de ne plus masquer leur incapacité derrière un discours culturaliste. Cette thèse est critiquée par un anthropologue culturel, Michaël Singleton, qui estime que «*si on enlève trop tôt ces freins culturels, on arrive à une société qui va à la dérive, vers une catastrophe plus grande que celle qu'elle subit actuellement*», (p. 49), et conclut «*Attention, le développement, c'est tout simplement le néo-libéralisme à base de technoscience, avec tout ce qui s'ensuit du côté du travail, de la gestion du temps et de l'espace, de l'attitude envers l'environnement, avec tout ce qui est inclus dans le prix du développement*» (p. 52).

On peut remarquer que le discours «anti-développement» est le fait d'un Européen, certes anthropologue et possédant une expérience de terrain africaine, mais indissolublement lié aux valeurs du monde occidental, tandis que la thèse moderniste est émise par une Africaine qui revendique les moyens culturels et techniques pour lutter contre les hégémonies extérieures et contre le sous-développement.

Les autres contributions, que Christian Coméliau résume dans un texte final intitulé «Contradictions africaines ou ambiguïtés du développement», traitent des divers aspects de ce débat entre «traditions», «culture», «authenticité» d'une part, et «développement», «modernité», «technologie» d'autre part, débat que les écologistes et les régionalistes ont réanimé en occident.

Malgré la sympathie qu'on éprouve pour ce militantisme généreux et novateur, on ne peut que regretter l'absence d'analyse des mécanismes économiques et politiques du capitalisme contemporain, fondé sur le profit et l'hégémonie du plus fort et sur l'utilisation de moyens de plus en plus performants pour réaliser ces objectifs. Au-delà des spécificités culturelles africaines ou occidentales, le

rouleau compresseur du système économique capitaliste n'épargne actuellement ni les hommes, ni les cultures, ni la nature, quel que soit le lieu géographique où il sévit. C'est la raison pour laquelle le «développement» de l'Afrique paraît indissociable d'un «autre développement» en Europe et non d'un repli culturaliste de l'Afrique.

B.V.

la belgique entre dans la guerre froide et l'europe (1947-1953)

lewin r. et gérard-libois j.

251 pp, Pol-His, Bruxelles 1992

L'ambition de la collection Pol-His est de mieux faire connaître à un large public l'histoire immédiate, ou en tout cas très récente, de la Belgique, cette histoire trop fraîche encore pour avoir gagné des galons académiques. Le présent volume est un de ceux qui atteignent le mieux cet objectif, la lisibilité de l'écriture allant de pair avec une grande précision des références et des analyses.

De la première partie (1947-1949), les lecteurs les plus jeunes - il faut y inclure les quadragénaires nés alors - retiendront sans doute avec étonnement l'articulation extrêmement forte entre projet européen et stratégie américaine en Europe. La démonstration, qui renvoie USA et URSS dos à dos quant aux «culpabilités» générales, me paraît redonner du sens aux critiques de gauche ultérieures, «anti-américaines», qui ont pu passer pour l'expression d'une logique de camp, et donc pour un peu exagérées. Grâce à quoi «l'Eu-

rope» pouvait être reçue comme un produit de l'immaculée conception.
Les auteurs nous montrent avec précision comment le retournement des alliances anti-nazies, la mise au frigo du projet «ONU» et la mise à l'écart des forces de rénovation liées à la Résistance ont fait place, de ce côté-ci de l'Europe, à la *pax americana*. Ce qui signifiait, tout ensemble, plan Marshall, OTAN, Conseil de l'Europe et consolidation rapide d'une zone allemande vite blanchie. «Notre» grand Européen, P.H. Spaak de Burgos, l'OTAN et ITT apparaît, mieux que jamais, comme l'instrument de ces choix, qui finiront par s'imposer aux socialistes qui concevaient une Europe dans et par le socialisme.

De «l'autre côté», à l'Est, la logique de bloc est également analysée avec une finesse qui exclut autant les simplifications hargneuses que les aveuglements.

D'emblée, et sur l'ensemble de la période, l'impression que bien des chances ont été gâchées, de part et d'autre, ressort comme hypothèse générale des auteurs. Hypothèse d'autant plus forte que les années 90 semblent avoir fermé la parenthèse, lancé de nouveaux débats.

La deuxième partie (1950-1953) accentue encore la perception planétaire des enjeux, qui font apparaître comme anecdotiques les aspects belgo-belges de certains épisodes : guerre de Corée, question royale belge, réarmement allemand, mise en place de la CECA forment à nouveau un tout, les liens entre ces événements (et quelques autres) déterminant *in fine* l'évolution d'ensemble.

Au bout du parcours, la richesse de l'ouvrage - au format poche comme la collection - n'aura laissé personne insensible, et le regret éventuel de n'y trouver point de conclusion ou synthèse finale apparaîtra mineur, tout comme quelques redites vraisemblablement liées au partage du travail entre les auteurs.

M.G.

ESPACE ARABESQUE (asbl)
31, rue de l'Automne - 1050 Bruxelles
tél : 646.93.48

Après sa journée d'étude du 9 mai et la conférence du 4 décembre l'asbl Espace Arabesque organise à Bruxelles (Espace Malibran), de janvier à juin 1993, un cycle de conférences-débats sur le thème :

Les villes multiculturelles d'hier et d'aujourd'hui lieux de séparation ou lieux d'agrégation

Pour une nouvelle citoyenneté urbaine

Murs effondrés, frontières éclatées, violences raciales : les problèmes déjà anciens des grandes villes revêtent aujourd'hui une nouvelle dimension à l'échelle européenne.

Comment construire une nouvelle citoyenneté urbaine pour répondre à cette vaste crise, pour faire face ici à l'obsession de l'insécurité et aux dangereux fantasmes sur le seuil de tolérance, là-bas aux meurtrières malfaisances de la «purification ethnique», bref pour assurer une cohabitation effective et dynamique entre groupes sociaux pluriethniques ?

Certes, il ne faut pas tout mélanger : Bruxelles n'est pas Sarajevo et Borgerhout n'est pas Vukovar. Mais peut-être les drames de l'ex-Yougoslavie peuvent-ils nous faire réfléchir aux racines de nos difficultés. Ce n'est pas d'hier que les problèmes posés par les grands ensembles urbains dégradés préoccupent des acteurs sociaux et politiques, en Belgique comme dans de nombreux pays développés. On y assiste à la multiplication de mouvements urbains de natures diverses mais qui ont en commun de mettre en cause le système des grands ensembles bétonniers, morphologiquement et socialement homogènes. Les villes multiculturelles et pluriethniques apparaissent ainsi de plus en plus comme des espaces d'urbanité problématique. Et l'inflation verbale générée par certains concepts (intégration, assimilation, multi ou interculturalité) dissimule mal, nous semble-t-il la tolérance d'un seuil élevé d'exclusions, de ségrégation, de marginalisation.

De fait, dans la ville traditionnelle, les habitants sont habitués à conjuguer au singulier et au passé simple leur identité culturelle ainsi que leur mode de gestion spatiale et urbaine. Par contre, dans les grands ensembles urbains de plus en plus pluriethniques, anciens et nouveaux habitants sont de plus en plus confrontés à la nécessité d'accepter la pluralité des cultures, des religions, des mémoires et d'adapter à cette pluralité les modes de gestion de l'espace urbain.

Face à la complexité croissante de la ville contemporaine - spirale de la dégradation de l'environnement urbain, désagrégation de l'encadrement collectif, individualisme de masse, décomposition des liens sociaux classiques, exclusion réciproque des différents groupes sociaux et ethniques- nous sommes invités à repenser la problématique dans la perspective d'un pluralisme bien compris (ou équilibré ? ou effectif ?), d'une intégration ni mutilée ni mutilante, d'une coexistence ethnique enrichissante.

Il s'agit donc pour Espace Arabesque, à partir d'une approche multidisciplinaire, de rechercher les conditions actuelles d'une intervention raisonnée sur les villes multiculturelles, -ethniques et -linguistiques. Tantôt nous voyagerons dans le passé (les médinas arabo-musulmanes), tantôt dans le passé-présent (Montréal, Bruxelles).

Nous espérons être ainsi mieux en mesure d'appréhender le présent et l'avenir...

LE PROGRAMME

jeudi 14 janvier	**Pierre ANSAY** (qui se définit comme citoyen) *«Villes européennes : enjeux et pratiques d'interculturalité»*
vendredi 5 mars	**Hassan HANAFI**, professeur à l'Université du Caire *«Les anciennes métropoles interethniques et religieuses dans les sociétés arabo-musulmanes»*
vendredi 2 avril	**Jean PUISSANT**, professeur à l'ULB *«Bruxelles, ville multiculturelle, hier et aujourd'hui»*
vendredi 23 avril	**Maurice BLANC**, maître de conférence à l'Université de Nancy *«Urbanité, ethnicité et citoyenneté»*
jeudi 13 mai	**Pierre POPOVITCH**, chercheur à l'Université de Laval (Québec) *«Montréal interculturelle au travers de la littérature des migrants»*
jeudi 27 mai	**Nicole BRASSEUR**, présidente du Réseau européen des quartiers en crise *«Citoyens actifs et quartiers en crise en Europe»*

wallonie (suite)

réflexions sur un colloque

A La Louvière, ce 14 novembre 1992, *Toudi*, les *Cahiers Marxistes*, le club Achille Chavée et l'association Peuple et Culture Wallonie avaient décidé de donner la parole aux intellectuels de Wallonie et d'Europe[1]. N'ayant pas le don d'ubiquité, il nous est impossible de faire un compte-rendu du travail des ateliers qui se déroulaient en parallèle. Nous allons donc de manière arbitraire suivre notre propre fil thématique, celui qui part du *Manifeste pour la culture wallonne* pour aboutir aujourd'hui à un essai de définition de l'intellectuel régional.

Ce faisant, nous avons conscience d'écarter les réponses apportées par les participants français au colloque, eux qui luttent de manière spécifique, en convoquant l'entité culturelle de leur pays contre le déficit artistique au sens large de l'Europe de Maastricht. La raison est évidente de notre point de vue : les interrogations françaises ne peuvent, en aucune manière, être constituées en

1. Les documents préparatoires de ce colloque ont fait l'objet d'une publication conjointe *Toudi* tome 7 et *CM* n°187.

modèle de comportement pour les intellectuels périphériques à la légitimité incertaine comme le sont les créateurs de Wallonie.

Nous n'évoquerons pas non plus les problématiques anciennes dénoncées au cours de la journée. Le militantisme d'aujourd'hui ne conjugue plus les noms de Jdanov ou de Sartre et accepte le retour du désir et du quant à soi. Comme l'écrivait naguère Vaneigem : *«Ceux qui parlent de révolution et de lutte des classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre»*[2].

Nous arrivons ainsi à l'essentiel, et parodiant Pierre Bourdieu, nous dirons, au gré de ce que les débats laissaient entendre, que l'intellectuel de Wallonie ne peut appréhender sa situation à travers l'alternative obligée de l'autonomie et de l'engagement [3]. L'absence de champ culturel, la faiblesse du système éditorial ne permettent pas à l'intellectuel wallon d'avoir prise sur son destin de créateur et d'exercer sa fonction critique. D'autre part, ici comme ailleurs et en d'autres temps, l'investissement dans les Appareils Idéologiques d'Etat (associé, par extension, au vocable d'«entrisme»), pour peser sur les décisions culturelles de la région, s'est révélé un échec cuisant. Pourtant, si le politique a réussi à chasser l'intellectuel du débat public (*cfr.* la consigne du silence du Parti dominant sur le *Manifeste pour la culture wallonne*), le constat d'échec doit être nuancé dans la mesure où la marginalité est constitutive de l'originalité de l'intellectuel de Wallonie. En effet, ne peut-on expliquer que l'intellectuel chez nous est de plein pied dans l'espace social effrité qu'il vit au quotidien, parce qu'il n'est pas protégé par un réseau institutionnel à l'instar de la caste intellectuelle des métropoles (Bruxelles ou Paris), et qu'il s'est ainsi gardé des enfermements autistes des avant-gardes comme des contraintes de la culture industrielle ?

Cette situation périphérique est aussi le prix à payer pour que la revendication culturelle wallonne se déprenne en permanence d'identités ambiguës comme celle de race ou de nation, et qu'elle ne participe pas d'un quelconque phénomène d'exclusion. Finale-

2. Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Folio Actuel, réed. 1992, p. 32.
3. Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art*, Seuil, 1992, pp. 461 et suivantes.

ment (et là est l'unique danger qui menace), si l'intellectuel wallon refuse de devenir un mandarin bureaucrate, il n'a guère le choix. S'il veut garder sa spécificité socialiste, il lui faut construire sa particularité d'intellectuel organique en relation non pas avec une classe ou un Parti dominant, mais avec les gens, les dominés de l'espace économique, social et politique. Mais ce combat n'a de sens que s'il s'accompagne d'une lutte pour l'autonomie et l'appropriation des biens culturels contre les Pouvoirs au sens le plus général.

Ainsi, ce qui ressort de ce colloque, c'est la fin du mythe de l'intellectuel compagnon de route ou intellectuel critique au service du Parti dominant.

Jean-Maurice Rosier

amérique latine / démocratie

«Coloquinte», ironisait il y a peu Bertrand Poirot-Delpech dans *Le Monde* à propos du déferlement de colloques en tous genres sur Paris. Le phénomène n'est pas seulement parisien. Et s'il participe souvent d'une mode - relevant du double prestige de la communication et du pluralisme - il peut aussi être éclairant.
A preuve le colloque que l'Institut de sociologie de l'ULB a consacré, fin octobre, en collaboration avec l'UCL et la Maison de l'Amérique latine, aux perspectives de démocratie en Amérique latine.

Dans le n°186 des *CM*, Bérengère Marquès-Pereira, codirecteur du Centre d'études latino-américaines de l'ULB, signait une con-tribution qui s'inscrivait à droit fil dans la trame du colloque : «la question sociale au Brésil, d'un corporatisme à l'autre?», tel était le titre de cette contribution. Il s'agissait de savoir ce qui restait de commun et ce qui était différent dans le «corporatisme d'Etat» caractéristique du Brésil des années trente à 1964 et le système actuel,

consacré par la Constitution de 1988 qui universalise les droits sociaux. La brèche dans le corporatisme d'Etat est évidente, montre BMP, mais on reste encore éloigné d'un «corporatisme sociétal», car ce qui est surtout institutionnalisé, c'est une société duale.

Le titre que s'était donné le colloque d'octobre : «l'Amérique latine : 500 ans après, une réelle démocratie est-elle encore possible?», a fait l'objet de maintes interrogations critiques de la part des participants. Que veut dire «réelle démocratie»? S'agirait-il de considérer qu'il existe un «modèle européen»?
Plusieurs intervenants, à commencer par la recteur Françoise Thys et le directeur de l'Institut de sociologie Jacques Nagels, ont tenu à rappeler que «500 ans avant», des sociétés d'Amérique avaient atteint des degrés de civilisation tout à fait remarquables et que la motivation de Colomb était surtout mercantile.

Relativisant la notion de «démocratie réelle», Guy Hermet, directeur du Centre d'études des relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris, dit lui préférer celle de «démocratie possible». S'il insiste sur les avancées démocratiques de l'Uruguay ou du Chili, bien avant la seconde guerre mondiale, il souligne l'ambiguïté de certaines indépendances, qui étaient des victoires d'oligarchies réactionnaires et s'identifiaient bien souvent à des pouvoirs populistes. Des transformations énormes sont en cours, un clientélisme traditionnel est en déclin, le retour au pays d'intellectuels exilés peut favoriser une consolidation de la démocratie. Bref, l'Amérique latine est «moins mal partie» que l'Europe de l'Est...

Pour G.Couffignal, professeur à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (Sorbonne nouvelle), l'idée de démocratie est forte et dynamique en A.L., notamment en raison d'un ancrage déjà ancien d'une idéologie du droit. De nouveaux acteurs sociaux ont surgi, à divers niveaux de la société. Mais dans le même temps prolifèrent des pouvoirs infra-étatiques, liés à la montée de l'insécurité et à la régionalisation du trafic de la drogue. «Le pouvoir narco nie le pouvoir d'Etat», observe G.Couffignal qui ne croit cependant pas au retour des dictatures.

Le constat d'une «idéologie du droit» a été repris par Bruno Lautier, professeur à l'Institut d'étude du développement économique et social (Paris 1) : «les droits accordés aux travailleurs et aux syndicats sont en général très développés en Amérique latine. Mais une bonne part de ces droits reste lettre morte et la partie de la popu-

lation bénéficiant d'un régime assurantiel est faible et souvent en diminution. Que signifie dès lors pour l'Amérique latine le schéma de l'Etat providence ? La réponse est d'autant plus incertaine que des dépenses afférant par exemple à l'éducation ou à la politique urbaine font partie en Amérique latine des «dépenses sociales». En tout état de cause, le lien entre projet politique et système d'assurances sociales n'est pas rigide. La revendication de citoyenneté se développe à partir du contenu des droits sociaux, en un cheminement non linéaire.

Deux chercheuses brésiliennes complètent le générique du volet politique et social du colloque. Le caractère concret et original des contributions de Paola Cappelin et de Lia Zanotta Machado les rendait particulièrement attachantes.

Il s'agissait pour la première d'explorer les nouvelles formes de conflictualité sociale au Brésil et singulièrement des revendications des travailleuses; pour la seconde d'examiner le rapport entre mouvements indigènes et mouvements socio-politiques. Les revendications des travailleuses, a montré Cappellin, tirent leur origine soit de mouvements sociaux populaires qui ont politisé la vie quotidienne, soit des mouvements syndicaux, soit encore des mouvements féministes. L'oratrice a fait état d'une «dynamique des disparités», qui a élargi le champ des revendications et renouvellé les méthodes de lutte. Grâce au rapprochement entre travailleuses et féministes, les débats se sont multipliés sur la citoyenneté féminine.

Quant à Lia Zanotta Machado, elle s'est attachée à illustrer ce qu'il y a de nouveau, depuis vingt ans, dans la pensée et les mouvements indigènes, notamment en Bolivie où le poids de la population indigène est le plus lourd (91%) : c'est l'affirmation de différences culturelles au delà des clivages de classe.
L'enjeu de ces combats est l'articulation entre un Etat centré sur la modernité d'une part, et de l'autre, la tradition, comme «valeur-ethos». Enfin, L.Z.M. a analysé les tensions entre reconnaissance de la différence culturelle et citoyenneté.

Le volet proprement économique fut traité d'un double point de vue : celui de la Communauté européenne, par la voix du professeur espagnol Carlos Camino, et celui du Chili par la voix de M.Marzarotti, conseiller du ministre de l'Economie de ce pays.

Ce qui se dégage de ces échanges de haut niveau, c'est d'abord

la complexité et la diversité des problèmes politiques et sociaux abordés. La démocratie est revenue dans bien des pays, mais avec elle une crise économique grave et un lourd processus de paupérisation. Il appartenait à M.Frédéric Debuyst, directeur de l'Institut d'étude des pays en développement de l'UCL, de conclure ce colloque international, interdisciplinaire et interuniversitaire. Evoquant l'imaginaire démocratique de l'Amérique latine et ses traditions de luttes sociales, il se dit peu convaincu par la consistance de scénarios catastrophe, par exemple en matière de droits sociaux.

R.L.

CREDIT AU LOGEMENT

ENSEMBLE,
TOUT DEVIENT
POSSIBLE.

CGER

en revues

Bulletin de la Fondation André Renard

n°196/197 - mars juin 1992
9-11, Place Saint Paul, 4000 Liège (350 F. - numéro double)

Les *Cahiers Marxistes* auraient-ils cédé à un réflexe macho ? Dans leur précédente revue des revues, ils ont enjambé le numéro 196/197 du *Bulletin de la Far* pour commenter la livraison suivante. Or, ce numéro (double) s'intitule «Le travail et les femmes - Les femmes et le travail»... Lourds soupçons !
La présente note de lecture entend faire acte de réparation. Et la tâche est aisée, car la matière du 196/197 est aussi abondante que captivante.

Eliane Gubin, chargée de cours à l'ULB, présente une synthèse de cent cinquante ans de mutations dans le travail des femmes. Elle fait un sort au tenace préjugé selon lequel le travail des femmes aurait surgi comme une nouveauté au 19e siècle : c'est par leur travail que les femmes se sont imposées à l'historien, et une caractéristique de cette activité est sa continuité. Mais, constate-t-elle, dès qu'il s'agit de travail féminin, le discours se charge de subjectivité. Deux idées pèsent sur ce discours : la première, c'est que la place de la femme est au foyer et seulement là; la seconde, qui contredit d'ailleurs la première, c'est qu'il existe des métiers bons pour les filles - ceux qui requièrent du dévouement, sinon un apostolat.

Plutôt que des idées **reçues**, on aurait envie de les appeler idées **ancrées**. Car elles offrent une incroyable résistance au réel, aux faits. Dès les grandes enquêtes sur la classe ouvrière, dans la moitié du 19e siècle, une évidence affleure : la tendance à remplacer les ouvriers par de la main d'oeuvre féminine s'explique par l'économie qu'elle permet, tant sur le salaire que sur la nourriture. Mais le patronat légitime cette discrimination massive en s'appuyant sur la notion de «salaire d'appoint». Une notion qui, comme celle d'«aidantes» (c'est-à-dire travailleuse **pas** à part entière), a la vie dure...

Comme en France ou en Angleterre, les plus gros employeurs de femmes sont, en Belgique au 19e siècle, l'agriculture, le service domestique, le textile et la confection. En 1910 encore, les femmes constituent le tiers de la population agricole active. Elles représentent les trois quarts environ des «domestiques». En dépit de pathétiques images de femmes mises au travail dans les charbonnages, c'est ailleurs qu'elles sont plus nombreuses dans l'industrie - d'abord dans les petits ateliers et réseaux à domicile, ensuite (vers le tournant du siècle) dans les usines. Au début du 20e siècle, la main d'oeuvre des filatures gantoises est composée à 60% de femmes. Mais les services et le petit commerce absorbent aussi une part importante de travailleuses. Eliane Gubin rappelle qu'au siècle dernier, les religieuses avaient le monopole du travail social, éducatif et hospitalier. Les emplois publics restèrent longtemps fermés aux femmes, qui y pénétrèrent par le biais des «demoiselles du téléphone».

Ce que la guerre de 14/18 produisit de drames et aussi de transgressions pour les femmes, ce que furent les années 30 - quand la profonde crise économique donna le signal d'une offensive pour le retour des femmes à leurs casseroles - tout cela est conté avec verve et précision. Et tout cela débouche sur un constat : tributaire du passé, notre société ne parvient pas à *«penser le travail féminin en termes de besoin personnel ni sous l'angle d'un épanouissement personnel»*.

Bonne introduction pour les chapitres suivants, consacrés aux **actions positives** dans le secteur privé (Marie-Françoise Chardon) et dans le secteur public (Jean Jacqmain). Pour rappel, les actions positives sont «un ensemble cohérent de mesures qui doit permettre d'établir une égalité de fait entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de l'organisation du travail...»
Cet ensemble de mesures est de création **récente** et, bien sûr,

encore en cours. Il s'agit d'un processus lent, en particulier dans les services publics, et dont les résultats, s'ils ne justifient aucun triomphalisme, représentent des pas en avant. Pour sa part, Jean Jacqmain impute la lenteur du décollage au *«manque total de souffle inspirateur»* et à la pauvreté des moyens disponibles. Il en appelle à une remobilisation syndicale. En effet un secteur public puissant et moderne passe (notamment) par un renforcement des actions positives pour l'égalité des chances, montre-t-il. Et cela postule un engagement syndical à tous les niveaux.

On retrouve Jean Jacqmain plus loin, comme auteur d'une étude méthodique, argumentée et documentée sur «Maternité et travail» (nouvelle édition) *. Cette matière, l'auteur lui-même la compare à une épaisse broussaille. Qu'on se rassure : le maquis a été débroussaillé et on y trouve réponse à toutes les questions - sur les limites au droit de licencier, le droit au congé, les travaux interdits, la protection de la travailleuse allaitante, la sécurité sociale... Les heures supplémentaires et le travail de nuit ne manquent pas au tableau, et sur ce dernier dossier brûlant, le *Bulletin de la FAR* publie aussi le texte d'un exposé de Mia De Vits, secrétaire nationale de la FGTB.

Bref, une livraison importante dont on souhaite qu'elle contribue effectivement à une remobilisation syndicale.

R. L.

* Dans le même ordre d'idées, signalons la parution, sous la signature de l'infatigable Jean Jacqmain, d'une grosse brochure du ministère de l'Emploi et du Travail (Commission du travail des femmes) sur le thème du harcèlement sexuel sur les lieux du travail. Y sont analysés les moyens d'action juridiques, parfois trop pesants, parfois dérisoires, mais en tous cas signes d'un progrès (51, rue Belliard, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/233.40.18).

la revue nouvelle

n°10 - octobre 1992

Encore que ce ne soit pas l'angle d'attaque adopté par la *RN*, la question de la reconstruction du politique est assez présente dans le principal thème de ce récent numéro : «du côté des associations». Notamment dans l'article qui introduit le sujet, et est aussi le plus développé, sous la plume de Pierre Ansay.

Considérant un triangle de relations Etat/marché/associations, P.A. s'appuye sur sa notable connaissance du terrain pour décrire d'abord, et avec une belle verve, le paradoxe d'un monde associatif dévolu à l'intégration de droits démocratiques nouveaux, et souvent handicapé, dans son fonctionnement interne, par des dérives autoritaires, technocratiques ou dogmatiques.

Il passe ensuite aux rapports à l'Etat, et désigne heureusement *«un faux jeu de dupes (...où) chacune des deux parties sait que l'autre sait»*... que le régime des subventionnements est celui de la pilarisation, et que la liberté contractuelle des parties est très relative et inégale.

L'analyse porte ensuite sur la tension entre *«logique d'entreprise et logique militante»* qui s'est développée dans les projets associatifs, notamment dans le contexte des politiques «d'emploi» qui ont pourvu des associations, au cours des quinze dernières années, en CST, CMT, TCT, FBIE et autres ACS.

Avant de conclure par un vibrant plaidoyer, dont le titre -*«l'association rend libre»*- est comme un mot d'ordre et fleure bon les aubes du mouvement ouvrier, P.A. nous donne enfin une esquisse au picrate des *«hostilités libérales et socialistes»* envers le secteur associatif. C'est assez bien tapé - vision mercantile et individualiste d'un côté, étatiste de l'autre - quoiqu'un peu affaibli par une référence trop rapide à la doctrine sociale de l'Eglise, et par la carence de toute critique des pratiques cléricales dans le domaine : va pour quitter *«la file de sujets alignés sur l'horizon du guichet»* (égalitaire et socialiste), mais pas pour retomber dans les bras des bons pasteurs, avec ou sans soutane, assistants sociaux ou autres dames d'oeuvre, je suppose. A mon goût, cela irait mieux de soi si c'était dit.

Les cinq autres articles mettent le centre de gravité de l'ensemble plutôt sur le «non-marchand», le service au public, les *«besoins révélés»* par les associations qui ont pu bénéficier des politiques «d'emploi» précitées, et sur les problèmes qui vont avec les-dits emplois (deux des auteurs, Bernard Antoine et Omer Arrijs sont des animateurs du CIRAT - Coordination Inter-régionale des Associations et de leurs Travailleurs). Le panorama est très instructif.

Dans le dernier de ces articles, rédigé au demeurant sur un ton mitigé (*«du bon et du moins bon»*), je note avec Isabelle Durant que les associations (dont parlent la plupart des auteurs réunis) sont très rarement créées par les publics concernés. Il me semble que ce constat justifierait une approche reconnaissant qu'on a en réalité affaire à des méthodes d'encadrement de la population, en particulier du quart-monde, voire du milieu ouvrier lui-même. Ces méthodes, renouvelées dans la crise, diffuses, sont en particulier laïcisées, mais le pilier catholique en reste un vecteur important : il me paraît un peu dommage en l'espèce que les analyses restent muettes sur ce point, seulement évoqué pour dénoncer - à juste titre - le sectarisme anti-clérical assez myope et obtus qui prévaut souvent au PS.
En somme, maintenant que nous allons pouvoir rétribuer des «curés laïques», j'avoue reprendre espoir de pouvoir chanter bientôt, avec les amis de la *R.N.*, un désormais universel et fraternel «A bas la calotte». Et plus sérieusement, de voir remis en valeur un beau nom : en me souvenant d'une certaine «association» internationale des travailleurs, je pense bien que quelques idées sur l'autogestion et le mouvement socio-politique pourront passer aussi dans, voire malgré, le secteur associatif. Pour faire écho à Pierre Ansay, le mot d'ordre serait : *l'Association rend les Egaux libres.*

MG.

Les *Cahiers Marxistes* sont déposés dans les librairies suivantes :

- **CLUB ACHILLE CHAVEE**
  rue Abelville 34 - 7100 La Louvière
- **F.N.A.C.**
  City II, rue Neuve - 1000 Bruxelles
- **LE LIVRE INTERNATIONAL**
  bd. Lemonnier 171 - 1000 Bruxelles
- **LE MONDE ENTIER**
  rue du Midi 162 - 1000 Bruxelles
- **LIBRAIRIE L'AVENIR**
  rue St Léonard 102 - 4000 Liège
- **LIBRAIRIE LA DERIVE**
  Grand'Place, 10 - 4500 Huy
- **LIBRAIRIE ANDRE LETO**
  rue d'Havré 9 - 7000 Mons
- **LIBRIS - TOISON D'OR**
  av. de la Toison d'Or 29 - 1060 Bruxelles
- **PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES**
  av. Paul Héger 42 - 1050 Bruxelles
- **TELE-LIVRES**
  Court St Michel - 1040 Bruxelles
- **TROPISMES**
  Galerie des Princes - 1000 Bruxelles

REVUE BIMESTRIELLE

Editeur responsable :
Pierre GILLIS
6, rue N.-D.Débonnaire
7000-Mons

Dépôt Bruxelles X

ISSN : 0591-0633

Membre de l'Association des revues scientifiques et culturelles (ARSC)

200 F